



LES PRATIQUES DE COOPERATION DECENTRALISEE POUR LE DEVELOPPEMENT: L'EXEMPLE DES VILLES BRETONNES

*Etude réalisée sous la direction d'Etienne CHAUVEAU (IGARUN)
de Jacques LESCOAT (conférence des villes)*

Mémoire de Maîtrise de Sciences et Techniques Aménagement
Juin 2005

Violaine GUINET

SOMMAIRE:

Remerciements.....	p 3
Liste des sigles.....	p 4
Introduction générale.....	p 5
I. <u>Etat des lieux: les membres de la conférences des villes de Bretagne et leurs partenariats avec des collectivités du Sud ou des Pays d'Europe Centrale et Orientale:</u>	
.....	P 10
A. <i>Les membres de conférences des villes de Bretagne et leurs partenaires dans la coopération décentralisée pour le développement.....</i>	<i>p 11</i>
B. <i>Destination géographique des actions: les partenaires des villes bretonnes vus du monde.....</i>	<i>p 27</i>
C. <i>Thématiques des actions.....</i>	<i>p 38</i>
II. <u>Diagnostic des politiques des membres de la conférence en matière de coopération décentralisée pour le développement.....</u>	<u>p 44</u>
A. <i>L'efficacité des projets.....</i>	<i>p 45</i>
B. <i>La cohérence des politiques.....</i>	<i>p 61</i>
C. <i>La pérennité des actions.....</i>	<i>p 70</i>
III. <u>Suggestions pour optimiser ces politiques dans un objectif de coopération décentralisée pour le développement durable.....</u>	<u>p 87</u>
A. <i>Soutenir les membres de la conférence et les sensibiliser à la thématique de la coopération décentralisée</i>	<i>p 88</i>
B. <i>L'intercommunalité, une échelle adéquate pour les actions de coopération décentralisée ?</i>	<i>p 98</i>
Conclusion générale.....	p 109
Annexes.....	p 111
Bibliographie.....	p 123

REMERCIEMENTS

A Monsieur Etienne CHAUVEAU,

Maître de conférence à l'Institut de Géographie et d'Aménagement Régional de l'Université de Nantes, pour son écoute et son soutien, nécessaires à la réalisation de ce mémoire.

A Monsieur Jacques FAUCHEUX,

Président de la conférence des villes de Bretagne et maire de Fougères, pour la confiance qu'il m'a faite, en acceptant de me prendre en stage.

A Monsieur Jacques LESCOAT,

Animateur de la conférence des villes de Bretagne, pour avoir appuyé mes démarches auprès des villes bretonnes, tout au long de mes recherches.

Un grand merci aux représentants des collectivités bretonnes qui ont pris sur leur temps pour répondre à mes questions, ainsi qu'à tous ceux qui ont échangé avec moi sur le sujet.

SIGLES

AB2C : Association Bourguignonne pour la coordination de la coopération

ACP: Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique

ADF: Assemblée des Départements de France

AFCCRE: Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

AIVM: Association Ille et Vilaine Mopti

ALCID : Acteurs Ligériens de la Coopération Internationale et du Développement

AMF: Association des Maires de France

ARF: Association des Régions de France

ARRICOD: Association des Responsables des Relations Internationales et de la Coopération Décentralisée.

ASI: Association de Solidarité Internationale

ATR (loi) : Administrations Territoriales de la République

CASI: Coordination des Associations de Solidarité Internationale

CBCI: Collectivités Bretonnes pour la Coopération Internationale

CC, CU, CA : Communauté de Communes, Urbaine, d'Agglomération

CCRE: Conseil des Communes et Régions d'Europe

CERAPCOOP : Centre de Ressources et d'appui pour la coopération internationale en Auvergne

CERCOOP : Centre de Ressources pour la Coopération Décentralisée en Franche Comté

CG: Conseil Général

CGLU: Cités et Gouvernements Locaux Unis

CICODES: Centre d'Information Cornouaillais pour un Développement Solidaire

CIEDEL: Centre International d'Etudes pour le Développement Local

CNCD: Commission Nationale de la Coopération Décentralisée

CODASI : COlectif Des Associations de Solidarité Internationale (Haute Normandie)

CROSI : Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale (Midi Pyrénées)

CR: Conseil Régional

CRIDEV: Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Solidarité entre les Peuples

CRISLA: Centre de Réflexion, d'Information et de Solidarité avec les Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine

CUF: Cités Unies France

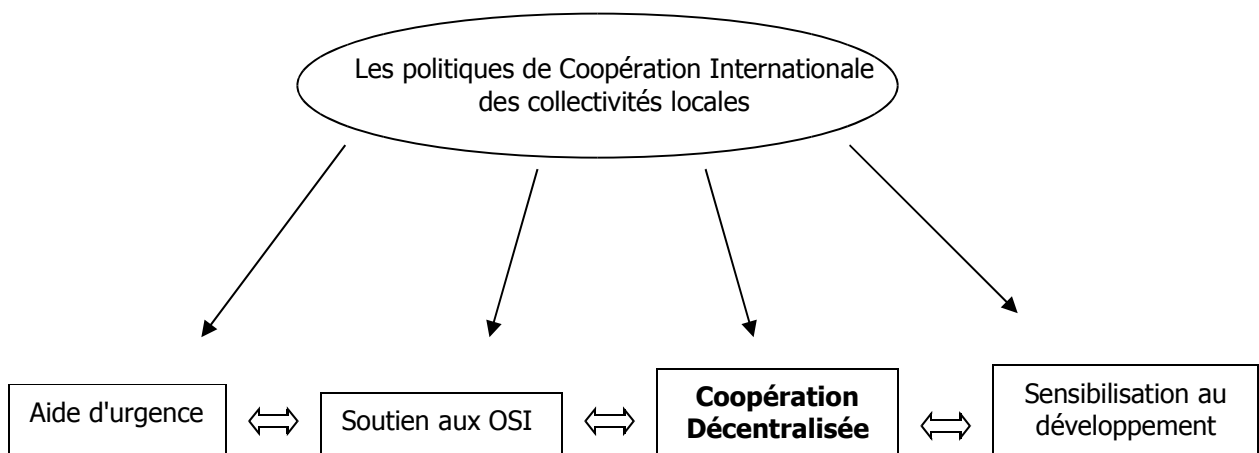
DRI: Direction des Relations Internationales (ville de Rennes)
 DSP : Documents de Stratégie Pays
 EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
 FED: Fond Européen de Développement
 FMCU: Fédération Mondiale des Cités Unies
 FORIM: Forum des Organisation de Solidarité Internationale issues des Migrations
 HCCI : Haut Commissariat à la Coopération Internationale
 IRCOD : Institut Régional de Coopération-Développement (Alsace)
 LIANES : Liaison, Information et Appui à la coopération Nord-Est-Sud (Nord pas de Calais)
 LOADT: Loi d'OrientatIon, d'Aménagement et de Développement du Territoire
 MAE: Ministère des Affaires Etrangères
 MEDCOOP : collectif pour le développement de la coopération décentralisée en Méditerranée
 MDH : Maison des Droits de l'Homme
 ONG: Organisations Non Gouvernementales
 OSI : Organisme de Solidarité International
 OVR: Organisation Villages Roumanie
 OSIM: Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
 PDSEC: Programme de Développement Social, Economique et Culturel
 PECO: Pays d'Europe Centrale et Orientale
 PED: Pays en Développement
 PIC : Programme d'Intérêt Communautaire
 PIN : Programme Indicatif National
 PNR: Parc Naturel Régional
 PVD ALA: Pays en Voie de Développement, Amérique Latine et Asie
 RADSI : Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale
 RECIPROC : Réseau des Elus, Citoyens et Professionnels pour la Coopération (Champagne-Ardenne)
 RESACOOOP : Réseau d'Appui à la Coopération en Rhône-Alpes
 RESIA: Réseau Solidarité Internationale Armor
 RITIMO: Réseau d'Information sur le TIers MOnde
 SI: Solidarité Internationale
 SIVU: Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
 SIVOM: Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
 UE : Union Européenne
 ZSP: Zone de Solidarité Prioritaire

Introduction générale

L'histoire des relations transnationales entre collectivités locales remonte aux jumelages, de vocation humaniste et pacifiste, nés suite à la seconde guerre mondiale. En France, la coopération décentralisée existe officiellement depuis la loi de 1992, dite loi ATR (Administrations Territoriales de la République). En réalité, c'est un phénomène qui a émergé dans les années 80, suite aux lois de décentralisation, alors que les collectivités territoriales commencent à s'affirmer comme des acteurs politiques sur la scène internationale.

"Il y a coopération décentralisée lorsqu'une (ou plusieurs) collectivité locale française développe des relations avec une (ou plusieurs) collectivité locale étrangère: il peut s'agir aussi bien de l'établissement de relations d'amitié ou de jumelage avec des collectivités territoriales étrangères, d'action de promotion à l'étranger, d'aide au développement des collectivités dans certains pays, d'assistance technique, d'action humanitaire, de gestion commune de biens de services mais aussi de coopération transfrontalière et de coopération interrégionale." (loi d'orientation N°92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la république). Cette définition distingue la notion de coopération décentralisée française de celle européenne: au sens communautaire du terme, la coopération décentralisée ne se limite pas aux relations établies par des collectivités territoriales avec des homologues des pays en développement mais s'étend aussi à celles créées par *"toute autre association non gouvernementale et fondation indépendante susceptibles de promouvoir le développement"* (règlement du parlement européen).

En France, la coopération décentralisée s'inscrit parmi les politiques de coopération internationale des collectivités locales, elles-mêmes intégrées à la notion plus large "d'action extérieur des collectivités locales" (comprenant les démarches de promotion économique, de rayonnement culturel, de placements, d'emprunts...). Les différentes pratiques entrant dans les politiques de coopération internationale des collectivités peuvent se décliner en quatre axes:



Ceux-ci ne sont pas indépendants les uns des autres, il existe des passerelles entre eux, nécessaires à la cohérence globale d'une politique de coopération internationale.

Le rapport suivant répond à une demande émanant de la "conférence des villes de Bretagne", association rassemblant trente et une villes, une communauté urbaine et deux communautés d'agglomération bretonnes. Son objectif concret est de **dresser un diagnostic des actions de coopération décentralisée pour le développement de ces collectivités, au regard de leur efficacité, pérennité et cohérence**. Plus largement, ce travail pose la question suivante:

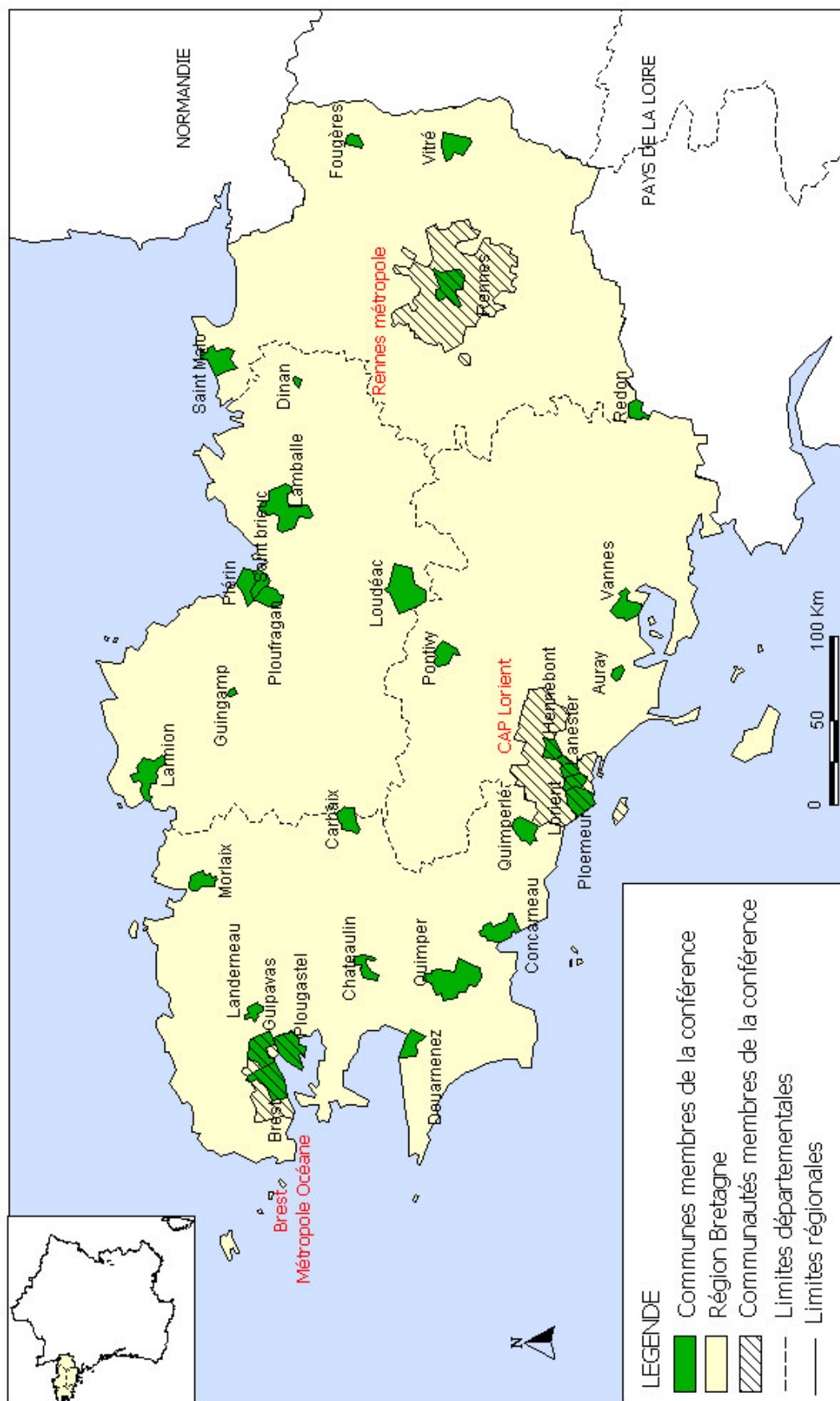
"Comment favoriser l'engagement des villes bretonnes dans des partenariats avec des collectivités étrangères, allant dans le sens d'une coopération décentralisée pour le développement qui soit durable?"

La conférence des villes de Bretagne a été créée en 1995, mais ne s'est dotée d'une structure juridique qu'en 2002. Toutes les villes bretonnes de plus de 10 000 habitants en sont membres, à l'exception de Bruz et de Cesson Sévigné, en Ille et Vilaine. Les sous-préfectures et villes-centres de bassin d'emploi sont aussi admises, ce qui a permis à des communes de moins de 10 000 habitants, comme Châteaulin ou Guingamp d'adhérer. Pour alléger le vocabulaire, nous parlerons par la suite des partenariats des villes bretonnes, sous-entendus des membres de la conférence des villes de Bretagne. L'objectif de cette association est double : d'une part faire connaître le point de vue des villes bretonnes sur les questions importantes concernant l'espace régional et construire un partenariat avec les grands acteurs départementaux et régionaux, et d'autre part, développer les échanges d'expériences entre les villes bretonnes. La carte de la page suivante présente ce territoire d'étude.

La problématique révélée précédemment soulève de nombreuses interrogations: Quelles sont les villes bretonnes qui ont des partenariats, poursuivant un objectif d'appui au développement? Quelle est l'origine géographique de ces partenaires et sur quelles thématiques les actions portent-elles? Quelles sont les caractéristiques des démarches engagées? Respectent-elles les principes de la coopération décentralisée pour le développement durable? Comment est-il possible d'optimiser les pratiques des villes? Afin d'y répondre, il a tout d'abord fallu élaborer une méthode d'investigation:

- La première étape a consisté à définir clairement le sujet, et notamment à en fixer les limites géographiques. En effet, le cadre de la coopération décentralisée pour le développement n'est pas clairement défini. Pour Franck Petiteville, par exemple, il concerne uniquement la dimension Nord-Sud. Pour plus de cohérence avec les précédents travaux ayant été menés récemment en Bretagne sur cette thématique, il a été choisi de prendre aussi en compte pour cette étude les Pays d'Europe Centrale et Orientale (même si nous verrons par la suite que tous les partenariats avec des collectivités du Sud ou des PECO n'ont pas forcément un objectif d'appui au développement).

Les communes et intercommunalités
membres de la "conférence des villes de Bretagne", en 2005



source: la conférence des villes de Bretagne
réalisation: V. Guinet

- Par la suite, les premières recherches ont consisté à construire une bibliographie et à mobiliser les sources existantes. Il s'agit notamment des données émanant de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD), des Collectivités Bretonnes pour la Coopération Internationale (CBCI) par l'intermédiaire du travail mené en 2004 par Mathieu Le Saëc ("Panorama de la coopération décentralisée en Bretagne"), de la Coordination des Associations de Solidarité Internationale (CASI) et des Conseils Généraux. Certaines de ces sources doivent être utilisées avec précaution: en effet, la base de données de la CNCD, par exemple, est assez complète puisqu'elle se construit à chaque fois qu'une convention de coopération passe au contrôle de la légalité. Cependant, sa mise à jour, qui doit être effectuée par les collectivités elles-mêmes n'est pas réelle: elle comprend donc de nombreux partenariats qui n'ont plus cours à l'heure actuelle. Quant à la base de M. Le Saëc, elle ne permet pas toujours de différencier les partenariats de coopération décentralisée, du simple financement d'ASI (Association de Solidarité Internationale) par la collectivité.
- Pour compléter et vérifier ces informations, une grille d'entretien a été construite. Celle-ci, d'abord testée auprès des conseils généraux, a permis de recueillir auprès d'un représentant de chaque collectivité (élus, chargé de mission, président des comités de jumelage...), les données nécessaires à l'élaboration d'un diagnostic des pratiques.
- Par ailleurs, un questionnaire d'enquête a été créé et envoyé à chaque ville bretonne pour laquelle aucune action de coopération n'avait été recensée. Son objectif était de déterminer si les communes sollicitées avaient engagé une réflexion en matière de coopération décentralisée pour le développement, et, si non, quels sont les freins à la mise en place de telles pratiques. En parallèle, des recherches étaient menées, à l'échelle de la France, afin de disposer d'éléments de comparaison par rapport au territoire étudié, et de mettre en valeur certaines démarches innovantes.

Cette étude s'organise en suivant la même progression que la méthodologie présentée précédemment: Un inventaire des différents partenariats pour le développement des villes sera d'abord dressé, s'accompagnant d'une présentation des multiples partenaires potentiels des villes, en coopération décentralisée. Ce recensement sera complété par une étude géographique et thématique des partenariats. Le diagnostic, à proprement parlé, s'attachera, non pas à comparer les villes entre elles, mais à relever les questionnements, les difficultés, les lacunes et aussi les bonnes pratiques et expériences intéressantes exprimées par les villes, quelle que soit leur taille. Pour ce, les démarches concrètes des villes seront mises en parallèle avec les orientations théoriques, retenues notamment dans la charte de la coopération décentralisée pour le développement durable. Cette comparaison se déclinera selon différents critères, ordonnés sous trois aspects: l'efficacité, la cohérence et la pérennité des projets. Enfin, les constats de l'analyse précédente permettront de déboucher sur des suggestions, à la fois pour optimiser les pratiques actuelles de coopération, mais aussi pour

sensibiliser les villes non investies. Les opportunités que représentent le développement de l'intercommunalité, pour l'investissement en coopération des villes, seront alors évoquées.

I. Etat des lieux: les membres de la
conférence des villes de Bretagne et leurs
partenariats de coopération décentralisée
pour le développement

Cet état des lieux poursuit différents objectifs: Le premier est de dresser un inventaire des différents liens de coopération décentralisée pour le développement des villes bretonnes. Celui-ci s'accompagnera d'une présentation des différents acteurs, qu'il s'agisse d'autres collectivités territoriales ou d'Organismes de Solidarité Internationale, qui peuvent intervenir en parallèle, ou avec les villes. Par la suite, nous nous intéresserons aux origines géographiques des partenaires des villes bretonnes, en coopération décentralisée pour le développement. Cette analyse se concentre, comme nous l'avons déterminé, sur les partenariats concernant les Pays d'Europe Centrale et Orientale (Bulgarie, République Tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Bosnie, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie) et les pays du Sud, c'est-à-dire d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (compte tenu de la diversité des situations, il serait plus judicieux de parler "des Sud"). Finalement, nous nous interrogerons sur les différents domaines d'intervention des villes; en effet, les thèmes possibles d'action sont variés et inégalement privilégiés par les collectivités.

A. Les membres de la conférence des villes de Bretagne et leurs partenaires dans la coopération décentralisée pour le développement

Le développement suivant se base sur une série d'interrogations: Quels sont les membres de la conférence des villes de Bretagne qui sont impliqués dans des partenariats de coopération décentralisée pour le développement? Quel rôle jouent les conseils généraux et le conseil régional dans le choix des politiques des villes? Quels sont les autres acteurs de la solidarité internationale, et quelle est leur place en Bretagne? Les éléments de réponse apportés permettront d'avoir une vision claire du contexte dans lequel s'inscrivent les actions de coopération décentralisée des villes.

1) Les villes bretonnes et la coopération décentralisée

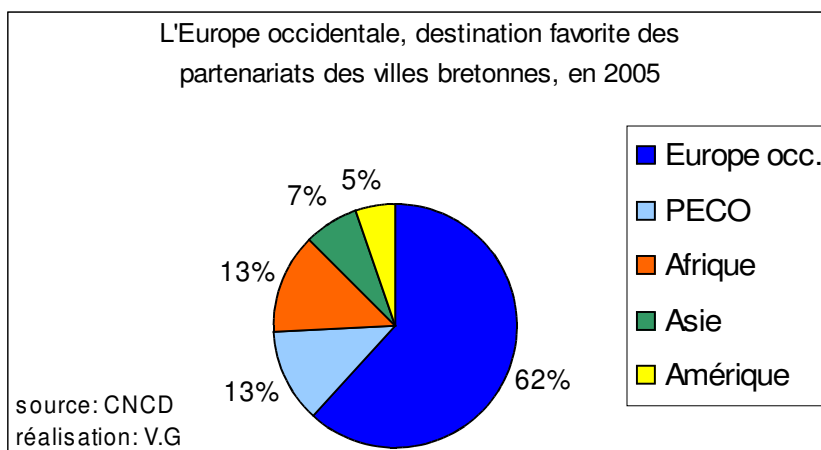
Le jumelage est la forme la plus ancienne de coopération décentralisée. Les premiers sont apparus dans le contexte de la réconciliation de l'après guerre, notamment avec des villes allemandes. Ce mouvement de rapprochement entre collectivités françaises et étrangères n'a cessé de se développer, et, en 2004, la commission nationale de la coopération décentralisée recensait près de 3250 collectivités territoriales ou leur groupement, engagées dans la coopération décentralisée, vers 115 pays différents. La Bretagne n'est pas restée en marge, et au contraire, se distingue, notamment par les actions de ses départements: en 2001, le département des Côtes d'Armor siège à la première place des départements français, par le nombre de ses actions de coopération. Le Finistère et l'Ille et Vilaine suivent, parmi les douze premiers départements français. Les communes bretonnes et leurs groupements sont elles aussi fortement investies, puisqu'elles forment le quatrième ensemble français

par le nombre d'actions, derrière les communes d'Île de France, de Rhône-Alpes, et de Provence Alpes Côte d'Azur.

- a) Des villes majoritairement investies dans la coopération décentralisée, toutes destinations confondues

Les 34 membres de la conférence comptabilisent, en tout, 112 partenariats, vers 29 pays différents. Seules une ville, Ploufragan, et les deux communautés d'agglomération de Lorient et de Saint Brieuc, n'ont actuellement aucune relation de partenariat avec une collectivité étrangère. Comme à l'échelle de la France, les destinations prioritaires de ces partenariats sont les pays d'Europe occidentale. Les collectivités allemandes sont de loin les plus nombreuses (un partenariat sur 5), suivies des collectivités anglaises, puis Irlandaises. (Sur ce dernier point, la Bretagne fait exception, concentrant à elle seule la majorité des jumelages français avec l'Irlande). Le graphique suivant montre aussi les parts équivalentes des partenariats tournés vers les PECO et l'Afrique, ainsi que les faibles relations avec l'Amérique et l'Asie. A l'échelle nationale, ces pourcentages des partenariats en fonction des destinations sont quasiment équivalents.

Graphique N°1.



Cette première approche nous permet de constater la forte tradition d'ouverture des villes bretonnes sur le monde. Cependant, comme nous allons le voir, ces villes sont déjà moins nombreuses à choisir des relations de coopération décentralisée avec des collectivités de pays moins développés.

- b) Les partenariats avec les pays du Sud ou des PECO, un choix secondaire mais courant

Il convient ici de préciser certains points: Les partenariats avec des collectivités du Sud ou des PECO, qui ont ici été pris en compte, ne sont que ceux pour lesquels une **convention** a été signée entre les collectivités partenaires. La loi A.T.R de 1992 reste assez évasive sur la convention; elle

stipule seulement que: 'les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent conclure des conventions avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans les limites de leurs compétences et dans le respect des engagements internationaux de la France.' Elle n'exclut donc pas que des relations de coopération puissent exister sans être formalisées. La convention est pourtant **l'élément concret qui engage la responsabilité de la collectivité, en tant que maître d'ouvrage, et permet donc de distinguer la notion de coopération décentralisée, à l'intérieur de la notion, plus large, d'action extérieure des collectivités locales.** Elle est la preuve que les collectivités vont plus loin que le simple financement d'Associations de Solidarité Internationale. Le guide de la coopération décentralisée cherche aussi à renforcer l'importance de cette convention en affirmant: "la coopération décentralisée, quant à elle, repose sur des conventions liant la collectivité française à un partenaire clairement identifié".

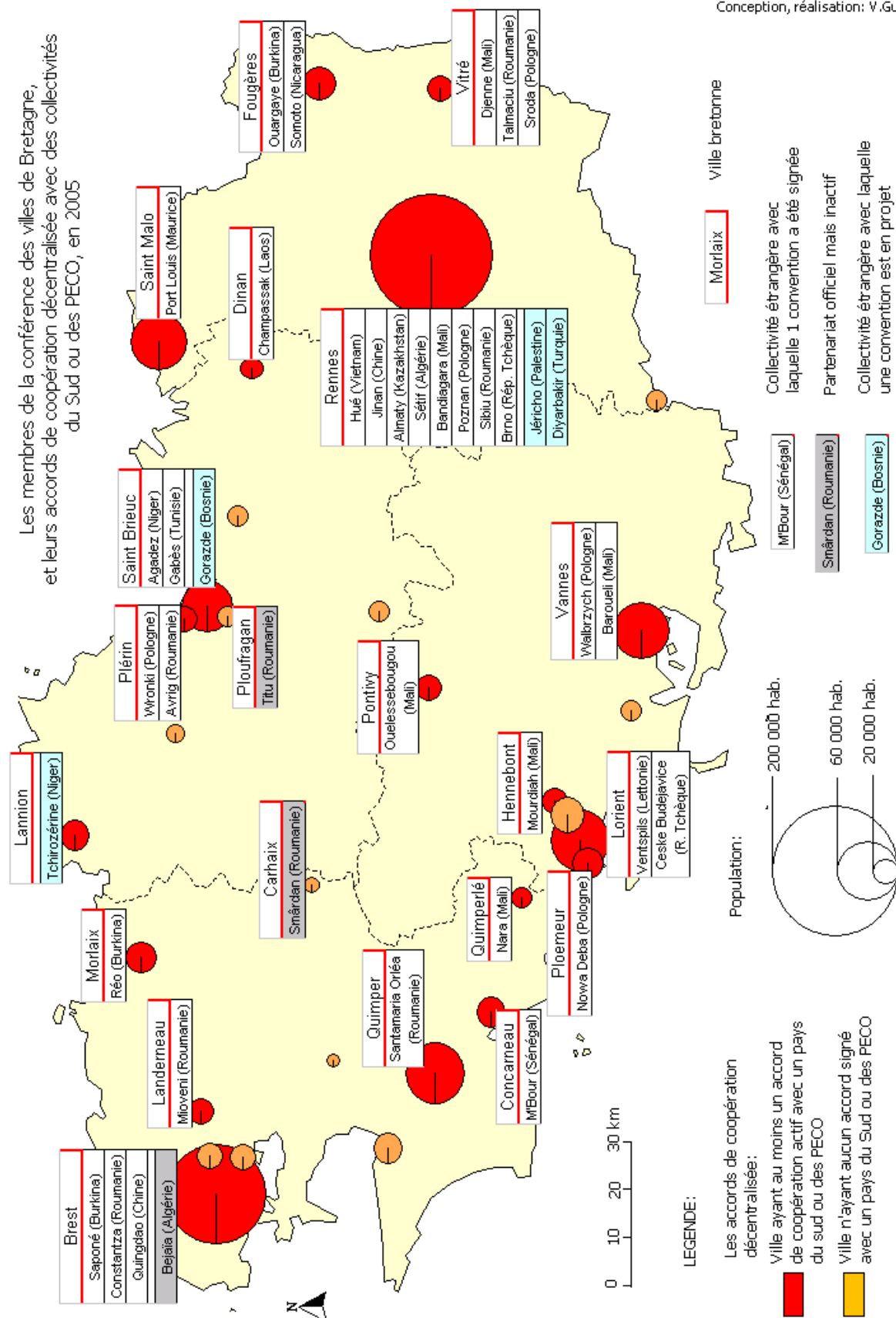
La signature ou non d'une convention a donc été choisie comme élément clef pour isoler les partenariats de coopération décentralisée. Par convention, il faut entendre "tout contrat ou acte signé entre des collectivités territoriales, françaises ou étrangères, et leurs groupements, comportant des déclarations, des intentions, des obligations ou des droits opposables à l'autre partie". Ces conventions peuvent prendre des appellations différentes, comme "charte de jumelage", "convention de coopération", "charte de parrainage". Celles-ci distinguent différents degrés d'implication des collectivités dans les partenariats. Le contenu de ces conventions peut aussi être très varié.

La carte de la page suivante présente les membres de la conférence qui s'investissent dans des partenariats avec des collectivités du Sud ou des PECO. Dix-sept villes, auxquelles s'ajoutent la communauté urbaine de Brest sont mobilisées, soit un peu plus de la moitié des membres. La loi ne crée pas d'obligation pour que la collectivité étrangère soit de même niveau que la collectivité française: la ville de Rennes a ainsi signée un jumelage coopération avec le cercle de Bandiagara au Mali, collectivité locale comprenant 21 communes. De même, la coopération de Brest-Métropole-Océane (nom de la communauté urbaine) se fait avec le département de Saponé au Burkina-Faso. Cependant, la très grande majorité de ces partenariats concerne des villes.

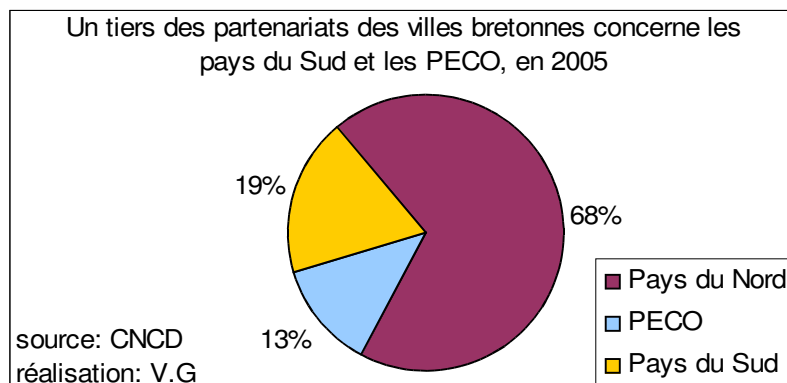
Le document suivant permet aussi de distinguer les relations de coopération aujourd'hui au point mort: c'est-à-dire qu'elles existent sur le papier, mais aucune action, qu'elle soit d'ordre culturel ou autre, n'est menée. Trois conventions sont aussi actuellement à l'étude.

Il existe aussi des partenariats connus des politiques, auxquels ceux-ci participent même parfois, mais qui s'appuient sur des associations de solidarité internationale sans avoir donné lieu à une contractualisation officielle entre collectivités. Il s'agit notamment des contacts entre Kongoussi au Burkina-Faso et Landerneau, entre Kayar au Sénégal et Lorient, entre Curtisoara en Roumanie et Redon et entre Dorolt en Roumanie et Guipavas. Il existe aussi une relation particulière entre la ville d'Auray et une localité malgache; cependant, les informations obtenues n'ont pas permis de définir s'il s'agissait bien de coopération décentralisée, et quel était le second signataire de la convention réalisée en 2003: une collectivité, une association?

Les membres de la conférence des villes de Bretagne, et leurs accords de coopération décentralisée avec des collectivités du Sud ou des PECO, en 2005



Graphique N°2

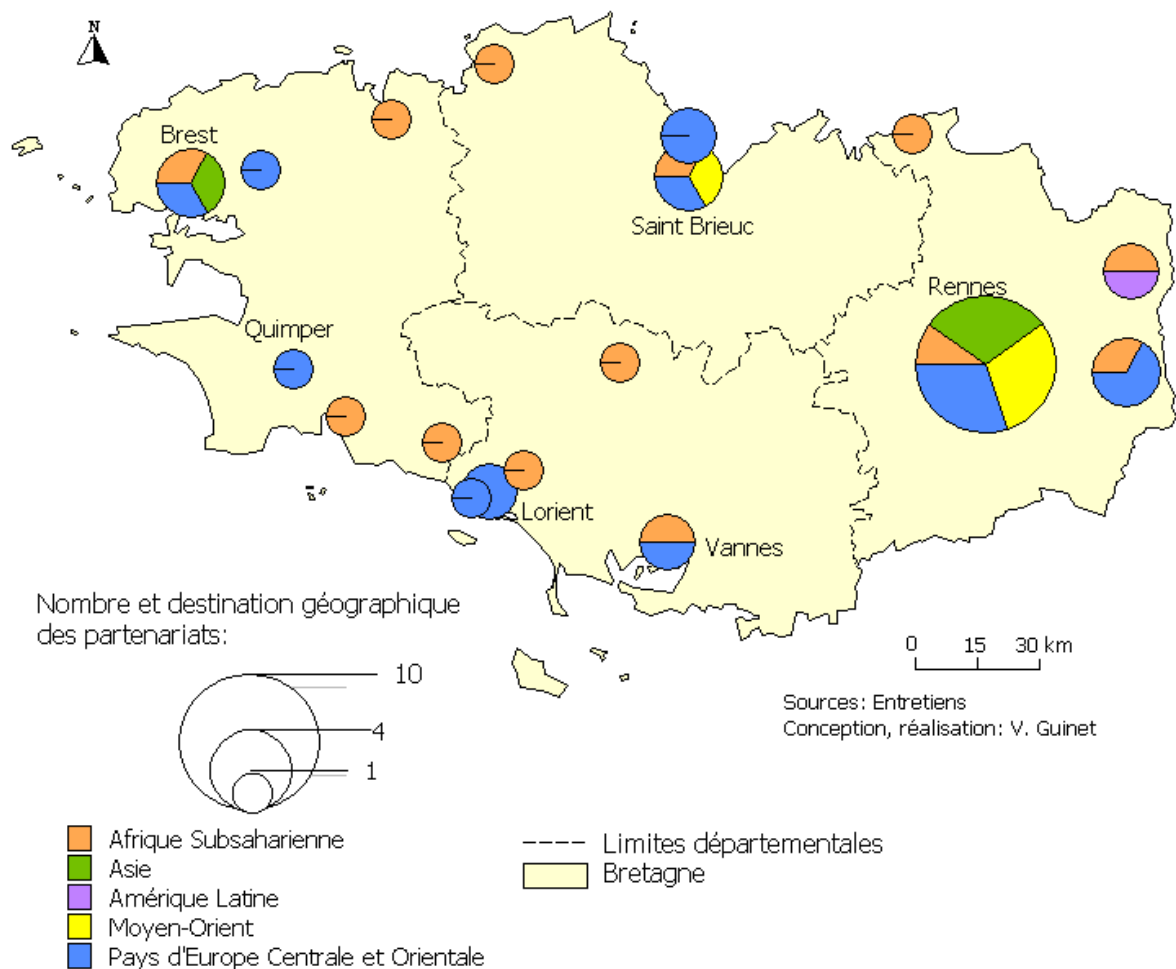


Sur l'ensemble des partenariats des membres de la conférence des villes de Bretagne, 32% concernent des collectivités du Sud ou des PECO. Comparé au nombre de pays concernés, le poids des partenariats avec les PECO est très important.

Le groupe des pays du Sud, s'étendant pourtant sur près de la totalité de trois continents: l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, n'est concerné que par un partenariat sur cinq. La carte suivante illustre la priorité qui est donnée aux Pays d'Europe Centrale et à l'Afrique subsaharienne.

Carte N°3:

La représentation majoritaire de l'Afrique Subsaharienne et des PECO, parmi les partenariats pour le développement, en 2005



c) Des villes non investies, un constat lié à leur taille?

La carte précédente fait ressortir que seules les villes les plus importantes semblent avoir liées des relations avec des collectivités du Sud ou des PECO. En effet, exception faite de Lanester, un seuil situé autour de 13 000 habitants semble marquer la limite entre les villes qui s'investissent dans des rapports Nord-Sud ou Ouest-Est, et les autres, ce qu'illustre le tableau suivant.

Tableau N°1

Le nombre d'habitant: un facteur explicatif de l'investissement des villes en coopération décentralisée pour le développement ?

Villes	Pop en 99, > à 13 000 hab.		Villes	Pop en 99, < à 13 000 hab.	
Rennes	206 229		Guipavas	12 584	
Brest	149 634		Plérin	12 512	
Quimper	63 238		Plougastel	12 248	
Lorient	59 189		Auray	10 911	
Vannes	51 759		Dinan	10 907	
St Malo	50 675		Quimperlé	10 850	
St Brieuc	46 087		Ploufragan	10 579	
Lanester	21 897		Lamballe	10 563	
Fougères	21 779		Redon	9 499	
Concarneau	19 453		Loudéac	9 371	
Lannion	18 368		Carhaix	8 198	
Ploemeur	18 304		Guingamp	8 008	
Morlaix	15 990		Châteaulin	5 157	
Douarnenez	15 827				
Vitré	15 313				
Landerneau	14 281				
Pontivy	13 504				
Hennebont	13 412				

Source: RGP 1999, INSEE
Entretiens V..Guinet

LEGENDE

Ville ayant au moins 1 accord de
coopération actif avec une coll. du Sud
ou de l'Est



Ville n'ayant aucun accord signé
actif



Cette forte adéquation entre une population importante et l'existence de partenariats pour le développement s'explique assez facilement. En effet, plus la ville est grande, plus elle peut avoir les moyens de s'investir directement ou d'inciter et de soutenir des actions engagées en faveur de collectivités du Sud ou des PECO. Cependant, il serait une erreur de croire que les partenariats de coopération décentralisée pour le développement sont l'apanage des grandes villes, et plus

généralement du milieu urbain. En Bretagne, un grand nombre de petites collectivités s'y impliquent, montrant par là que le facteur population n'est pas un pré-requis à la coopération décentralisée. Mis à part les membres de la conférence des villes de Bretagne, une centaine de communes bretonnes ont développé des partenariats avec des collectivités du Sud ou des PECO, y compris des toutes petites communes de moins de 1000 habitants.

L'analyse des origines des partenariats montre cependant que ceux-ci, s'ils peuvent être facilités par une population importante et donc des moyens plus conséquents à la disposition de la collectivité française, sont d'abord et avant tout liés à deux facteurs:

- ✓ Une volonté politique forte, avec des élus qui s'investissent directement
- ✓ Une société civile demandeuse et réceptive face à de tels projets

Parmi les origines des partenariats, la volonté de mise en cohérence des projets par rapport à ceux des autres collectivités territoriales est aussi présente; c'est pourquoi il est nécessaire d'avoir une vision claire du rôle que jouent les conseils, régional et généraux.

2) Conseil régional et conseils généraux: partenaires des villes ou acteurs indépendants?

a) La politique en évolution du conseil régional:

La politique internationale du conseil régional de Bretagne comprend deux grands axes: le premier concerne le renforcement des actions européennes et interrégionales, et comprend notamment les accords de coopération avec le Land de Saxe, le Pays de Galle, la région de Wielkopolska en Pologne, et la province du Shandong, en Chine. Ces accords touchent essentiellement les domaines culturels et économiques. Le second objectif poursuivi est celui du développement de la solidarité internationale, à travers trois axes d'intervention:

- Le soutien financier aux initiatives des acteurs locaux, associations ou collectivités bretonnes. Cependant, depuis 2000, afin de lutter contre l'éparpillement des projets de développement et de recentrer l'aide de la région, seuls ceux concernant le Cambodge, Haïti, Madagascar, le Niger et le Sénégal peuvent être financés. En 2005, cette décision a été assouplie: 20 à 25% du crédit peuvent être consacrés à d'autres destinations, sous condition de toucher des domaines précis (développement durable, promotion sociale et civique des femmes.).
- L'accueil d'étudiants originaires des pays en développement (ceux issus des cinq pays cités ci-dessus sont prioritaires). Ce programme, inscrit dans le contrat de plan Etat Région 2000-2006, prévoit l'attribution de bourses d'études, cofinancées par l'Etat et la Région. Ce dispositif rencontrant des difficultés, le conseil général souhaiterait plutôt développer des coopérations durables entre établissements.

- L'engagement d'un partenariat avec une collectivité du sud dans le cadre de la coopération décentralisée. C'est vers une des nouvelles régions malgaches que le choix de la région s'est tourné.

Le conseil régional, dans le cadre de la coopération internationale, prend aussi en charge deux classes dites de la seconde chance (regroupant des élèves qui ne pouvaient pas continuer leurs études), au Niger.

Le choix des cinq pays avec lesquels la Région souhaite développer des relations privilégiées s'est fait, sauf pour le Sénégal, en fonction des pays où les collectivités françaises sont les moins présentes. La région Bretagne a montré ici sa volonté de s'investir en complémentarité des autres collectivités françaises. Il est seulement regrettable que ce choix de la complémentarité soit intervenu non pour un investissement direct en coopération décentralisée mais pour le financement des autres acteurs. Une concentration des crédits sur quelques pays, afin d'accroître leur efficacité était sans doute nécessaire; mais, toujours dans un souci d'efficacité, le choix ces pays aurait peut-être pu mieux prendre en compte la réalité des destinations des collectivités et des associations bretonnes de solidarité internationale.

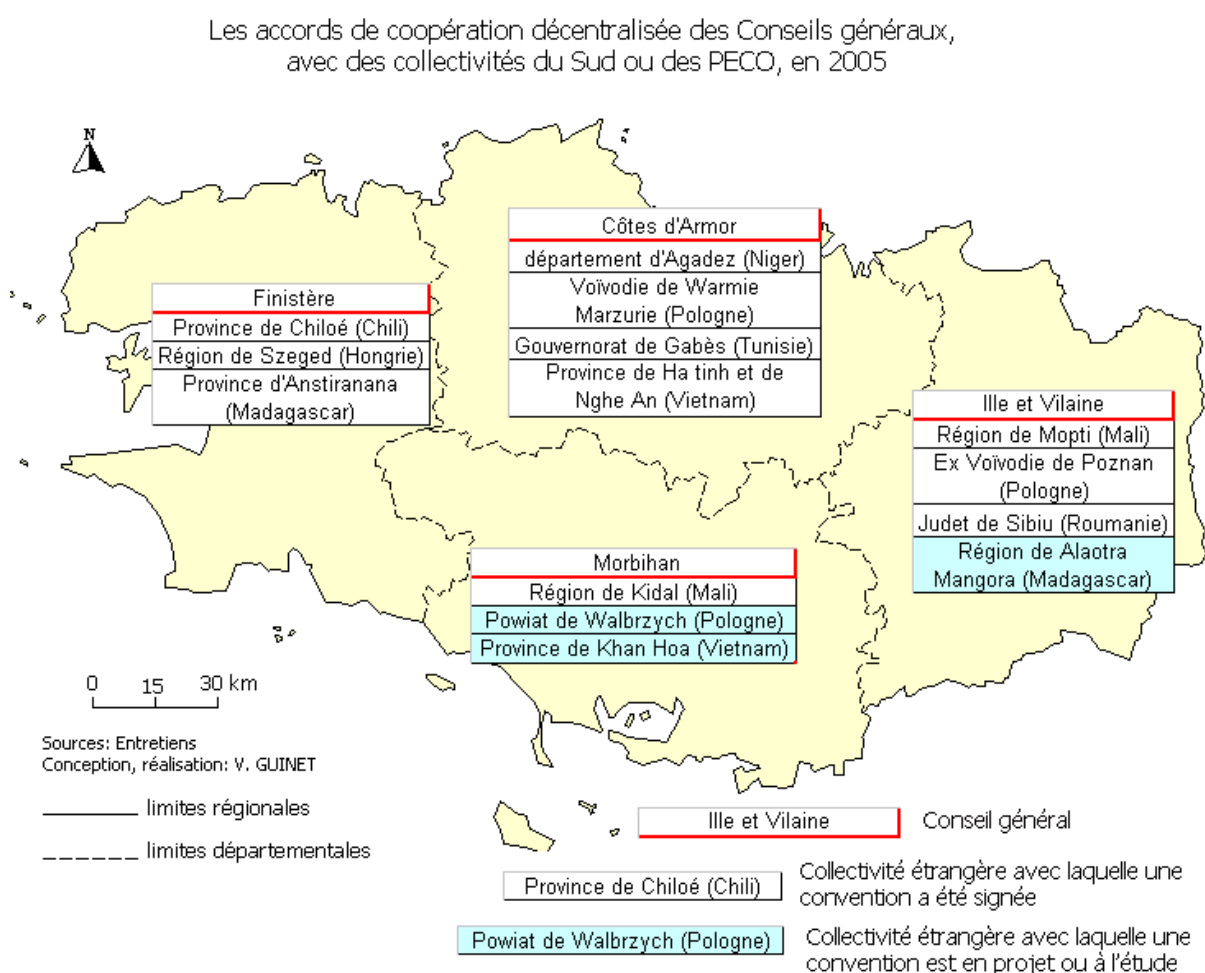
La politique du conseil régional, concernant la coopération internationale est aujourd'hui en mouvement: elle semble hésiter entre une politique de complémentarité, en soutenant des actions vers des pays où les autres collectivités françaises sont peu investies, et une politique de synergie, comme en Pologne, où, en choisissant la Wiekopolska, elle renforce les coopérations existantes entre le département d'Ille et Vilaine et l'ancienne Voïvodie de Poznan, ainsi que celles des villes de Rennes et Poznan. En nouant des liens avec une région malgache, elle montre qu'elle veut s'investir directement, comme les autres collectivités territoriales, et ne pas s'enfermer dans un rôle de financeur. En général, la région est perçue comme l'échelle adéquate pour un organe fédérateur. De ce point de vue, le conseil régional de Bretagne, qui " souhaite assurer une meilleure concertation entre acteurs bretons et une mutualisation des expériences" cherche encore quel rôle il doit jouer dans la coordination: ce sera la question des assises régionales de la Solidarité Internationales qu'il organise, en juin 2005. Partenaire financier, formateur, coordinateur?... Le rôle de la Région auprès des collectivités locales, concernant la coopération décentralisée est encore à définir.

- b) Les conseils généraux, des acteurs majeurs de la coopération internationale en Bretagne...

Chacun des quatre conseils généraux bretons dispose aujourd'hui d'un service ou d'une mission travaillant sur les relations internationales. Ils sont difficilement comparables car leur champ d'intervention et le pôle auquel ils sont rattachés varient d'un département à l'autre. Ainsi, en Ille et Vilaine, il existe un service propre à la coopération internationale, rattaché actuellement au pôle Education, jeunesse, culture et sport (il doit évoluer vers le pôle économie et aménagement du

territoire), alors que dans le Finistère, le pôle international comprend à la fois l'Europe et les PIC, le développement international des entreprises et la solidarité internationale, le tout intégré à la direction du développement économique. A l'intérieur de ces services, une place plus ou moins importante est accordée à la coopération internationale. Cependant, les quatre conseils généraux ont aujourd'hui sans exception des relations de coopération officielles avec des collectivités du Sud ou des PECO. Dans les Côtes d'Armor ou en Ile et Vilaine, la coopération décentralisée pour le développement est un processus ancien: les premiers partenariats datent des années 80 (1985 pour la région de Mopti, 1987 pour le département d'Agadez). Dans les départements du Finistère et du Morbihan, cette politique commence à se développer depuis le début des années 2000. Le document suivant présente ces différents partenariats:

Tableau N°2



La coopération décentralisée pour le développement n'est pas le seul champ d'intervention des conseils généraux, dans le cadre de la coopération internationale. Tous ont créé des fonds afin de

soutenir les initiatives internationales locales. Il s'agit généralement d'un programme classique de "guichet" pour appuyer les associations de solidarité internationale. Le Morbihan appuie en priorité les projets qui concernent les mêmes destinations que lui; les trois autres conseils généraux n'ont pas choisi de critères géographiques, mais s'appuient sur des critères éthiques, définis ou en cours de définition. (pour les Côtes d'Armor, par exemple, il s'agit de soutenir des démarches engagées sur le moyen ou le long terme, dépassant l'aide humanitaire ponctuelle, pour accompagner le développement de communautés à l'étranger ou de projets ayant des répercussions importantes en Côtes d'Armor). Les villes peuvent généralement prétendre à ces aides, soit directement, au titre des projets des collectivités, soit de façon indirecte, lorsque ce sont les A.S.I, partenaires ou opérateurs des villes, qui déposent les dossiers.

Au delà du financement, certains conseils généraux s'investissent dans l'appui technique aux initiatives de solidarité internationale. C'est le cas de l'Ille et Vilaine, qui propose un accompagnement pour les micro-projets. Les Côtes d'Armor vont plus loin, en offrant un appui technique individuel et des temps de formation collectifs (avec une difficulté majeure: le conseil général doit faire attention à ne pas être la structure qui monte le projet, puisqu'il va peut-être le financer). Depuis 2004, plusieurs membres de la mission Europe et Internationale ont aussi suivi des cursus de formation pour former les élus à la coopération décentralisée: ils peuvent intervenir auprès des conseils communaux pour les appuyer. Plusieurs communes et communautés de communes en ont déjà bénéficié.

Le dernier axe possible d'intervention des conseils généraux en matière de coopération internationale concerne la sensibilisation et l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Celle-ci, parfois appelée aussi "ouverture des citoyens à l'international", vise à faire prendre conscience de l'interdépendance des régions du monde, de la solidarité entre les peuples dans les processus de mondialisation en cours, et plus particulièrement de la réalité économique, sociale, culturelle des pays en développement. Elle constitue également un élément essentiel de l'apprentissage de la citoyenneté. Cet axe est très lié à la coopération décentralisée, qui doit être son illustration concrète. Cependant, l'information et la sensibilisation des citoyens laisse souvent à désirer. " *Il manque un lien entre le service de la communication et le pôle international. [La coopération est] une politique nouvelle, qui n'est pas prioritaire, il faudrait un portage politique fort, un relais. Ce n'est pas une politique mise en valeur.*" regrette une chargée de mission.

Les Côtes d'Armor se sont aussi beaucoup investies sur cette thématique, en initiant des évènementiels pour animer le territoire. Le conseil général a signé une convention avec le RESIA (un des centres RITIMO, qui seront évoqués par la suite) pour mettre en place des actions de formation au développement. Le RESIA a aussi une convention avec l'inspection académique qui met à disposition un professeur, un jour par semaine, pour intervenir sur cette thématique. Ces actions de sensibilisation peuvent aussi être menées, comme en Ille et Vilaine, directement par les associations, maîtres d'œuvre des projets de coopération décentralisée du conseil général.

Tableau N°3: Les actions de coopération internationale des conseils généraux bretons, en 2005

	Côtes d'Armor	Finistère	Ille et Vilaine	Morbihan
Actions de coop. déc. pour le développement	X	X	X	X
Budget de la Coopération Décentralisée (en euros)	525 000	300 000	625 000	180 000
Appui aux initiatives locales de Solidarité Internationale	X	X	X	X
Appui technique aux associations	X		X	
Formation des élus à la coopération décentralisée	X			
Programme d'Education au développement	X			

Source: Entretiens V.G

Programmes personnels de coopération décentralisée, appui financier, formation et soutien technique, éducation au développement sont autant de thèmes sur lesquels les conseils généraux peuvent axer leurs politiques de coopération internationale, et par là même, jouer auprès des collectivités un rôle important. Au-delà, certains ont comme volonté, depuis l'origine de leur politique de coopération, de jouer un rôle de levier à l'intérieur de leur département.

c) ... mais aux politiques variées en matière d'entraînement des autres collectivités

Il n'existe aucune règle déterminant le rôle que doivent tenir les conseils généraux auprès des autres collectivités locales. A partir des exemples de l'Ille et Vilaine et des Côtes d'Armor, nous allons voir qu'ils peuvent être de véritables leviers, notamment auprès des communes. Ces deux départements ont bénéficié chacun d'une forte personnalité politique, qui a pu porter ce mouvement: Pierre Méhaignerie pour l'Ille et Vilaine, et Charles Josselin, ancien ministre de la coopération, pour les Côtes d'Armor.

Lorsque que les trois partenariats actuels du conseil général d'Ille et Vilaine sont nés, tous les maires du département ont reçu une lettre, les incitant à se mobiliser aux côtés du conseil général. Dans les années 80, donc avant la loi de 1992, les collectivités françaises étaient très peu investies dans des partenariats avec des pays en développement, et la mobilisation de la société civile était sans commune mesure avec l'ampleur qu'elle a pris aujourd'hui. L'initiative du conseil général a donc pu porter ses fruits, car ce sont aujourd'hui, selon la base de données de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée et le recensement de Mathieu Le Saëc, 26 collectivités qui s'investissent vers la Roumanie, 22 vers la Pologne et 12 vers le Mali, uniquement en Ille et Vilaine.

Dès 2000, le conseil général des Côtes d'Armor, a essayé de coordonner les coopérations décentralisées de son territoire pour qu'elles travaillent sur les mêmes destinations. Le C.G avait en

effet de nombreux atouts justifiant cette politique de mutualisation, notamment des moyens techniques et financiers importants, ainsi que des partenaires et opérateurs locaux nombreux. Mis à part au Niger, où quatre des six communes du département de Tchirozérine ont pu signer des accords avec des collectivités bretonnes, cette politique s'est révélée un relatif échec. En effet, les communes n'ont pas forcément la volonté de s'investir vers les mêmes partenariats que le C.G: elles préfèrent souvent s'appuyer sur la mobilisation de leur territoire, sur leur société civile. Suite à ce constat, le C.G a axé sa politique sur l'incitation des collectivités à s'investir en coopération décentralisée, en leur proposant notamment des outils et un appui technique.

Les démarches beaucoup plus récentes, et les différences de choix politiques entre les collectivités n'ont pas permis à ce jour aux conseils généraux du Morbihan et du Finistère d'être des acteurs de la mobilisation des autres collectivités. Cependant, les conseils généraux, dans l'ensemble, sont des partenaires à ne pas négliger pour les autres collectivités. Les moyens financiers, mais surtout techniques, grâce aux professionnels de la coopération internationale dont ils disposent, peuvent leur permettre d'alimenter leurs réflexions et d'optimiser leurs démarches. Cependant, outre les collectivités territoriales: conseil régional, et conseils généraux, il existe de très nombreux autres acteurs de l'aide internationale, rassemblés sous le nom d'OSI: Organismes de Solidarité Internationale.

3) Les liens des collectivités avec les Organismes bretons de Solidarité Internationale:

L'étude de ces O.S.I (Organisme de Solidarité Internationale) est essentielle; en effet, choisir d'intervenir en coopération décentralisée sans tenir compte du foisonnement des acteurs n'aurait aucun sens. Il est clair que l'intérêt de chaque structure est de venir agir en complémentarité ou en synergie avec les autres, et pour ceux, il faut commencer par connaître ces autres acteurs.

Les O.S.I sont, en plus de leur action propre, des partenaires ou opérateurs potentiels des collectivités, quand celles-ci choisissent de déléguer, au moins en partie, la maîtrise d'œuvre de leurs projets. Il faut d'abord distinguer les notions "d'opérateur", à utiliser lorsqu'une personne de droit privé est chargée d'exécuter pour le compte de la collectivité une action donnée ou la totalité d'un programme de coopération décentralisée, de celle de "partenaire", qui désigne toute autre forme de participation de l'organisme privé aux actions de coopération.

Il existe en effet différents modes de gestion de la coopération décentralisée par les collectivités: elles doivent toujours être maître d'ouvrage, (*"La maîtrise d'ouvrage est la prise en charge de la conduite d'un projet. Elle engage la responsabilité de celui ou de ceux qui l'assument et comprend à la fois l'initiative et la garantie de bonne fin."*), mais peuvent mettre en oeuvre elle-même le projet ou déléguer la réalisation de tout ou partie des actions à un maître d'oeuvre, qu'il s'agisse d'une association ou d'un établissement public. (*Le maître d'oeuvre est la personne ou le groupe*

chargé, sous l'autorité et la responsabilité du maître d'ouvrage de faire avancer techniquement le projet.").

a) Le foisonnement des Associations de Solidarité Internationale

Les associations représentent incontestablement la part la plus importante des organisations de solidarité internationale. Il faut distinguer celles locales, qui peuvent avoir un champ d'influence plus ou moins étendu, des antennes d'associations nationales voire internationales (comme le CCFD ou Amnesty). Dans les villes membres de la conférence, on comptabilise, à peu près, 213 ASI locales, et 106 antennes d'ASI nationales. Sur l'ensemble de la Bretagne, il existe plus de 630 ASI, locales et nationales confondues. (A peu près 440 ont été recensées en Pays de la Loire, et 420 dans la région Centre). On constate donc un fort dynamisme associatif dans le domaine du développement, en Bretagne. A titre d'exemple, une dizaine d'associations de solidarité internationale se crée chaque année dans les Côtes d'Armor. Une distinction est ici nécessaire entre les associations que l'on dira "indépendantes", et celles qui ont été créées par les collectivités, dans le but d'assurer la maîtrise d'œuvre de leurs partenariats; c'est le cas des comités de jumelage, mais aussi d'association comme "Quimperlé-Nara" ou "Vannes-Walbrzych". Ces dernières, peu nombreuses par rapport aux autres, apparaissent en vert dans la base de données des associations, figurant en annexe N°4.

Pour la multitude des autres associations, les collectivités restent d'abord des bailleurs de fonds. En effet, la plupart des villes, dans un objectif de soutien et de dynamisation du tissu associatif local, appuient financièrement les associations de leur territoire. Ceci garantit une bonne connaissance du milieu associatif. Dans les grandes villes, des dispositifs de formation et d'aide technique au montage de projets peuvent se mettre en place, comme dans le cadre de la Maison Internationale de Rennes, ou de la Maison de l'Europe, à Brest.

Le rôle de partenaire ou d'opérateur des collectivités reste minoritaire chez les associations, cependant, il n'est pas rare qu'elles soient à l'origine des partenariats des collectivités: ainsi, à Quimper, c'est l'association "Santamaria Orléa" qui a incité la ville à contractualiser avec son homologue roumaine. L'association est aujourd'hui l'opérateur privilégié de la collectivité. De même, si la ville de Fougères a choisi Somoto, au Nicaragua, c'est parce que l'ASPAL, Association de Solidarité pour les Populations d'Amérique Latine, s'y investissait déjà. Dans ce cas, la ville n'a pas choisi de faire de l'association un opérateur de ses projets mais un partenaire: les deux structures sont en contact, mais interviennent chacune sur des thématiques différentes.

Les rivalités qui peuvent exister entre collectivités et ASI, en France, sont fréquemment évoquées. L'excès d'individualité des micro-ASI, tout comme le refus des collectivités d'un regard extérieur sur leurs dépenses et actions, venant de bénévoles travaillant avec peu de moyens, ont été évoqués. Cependant, la coopération entre ASI et collectivités, en Bretagne, semble prendre le chemin, si ce n'est d'une généralisation des contacts et échanges, au moins d'une meilleure

connaissance mutuelle, comme le prouvent les recensements des ASI et des partenariats de coopération décentralisée qui ont été réalisés ces derniers temps.

Cependant, outre les ASI, de nombreuses autres structures sont présentes sur le champ de la solidarité internationale.

b) La multiplicité des autres organismes intervenant dans la solidarité internationale.

Il n'existe pas encore, pour ces OSI, de recensement aussi précis que ceux qui ont été faits, dans chaque département, pour les ASI. Mais, sans rechercher l'exhaustivité, il est possible de citer un certain nombre de familles.

- L'éducation et les loisirs: Les établissements scolaires, écoles primaires, collèges et lycées, comme les clubs de sport s'investissent assez facilement dans des échanges. Sur les 19 membres de la conférence des villes de Bretagne qui pratiquent la coopération décentralisée avec des pays du Sud ou des PECO, 60% ont entraîné des établissements scolaires ou des clubs sportifs à faire des échanges avec la collectivité partenaire. Parfois, à l'inverse, ce sont d'abord ces échanges qui ont poussé les collectivités à contractualiser, comme dans le cas de la relation entre Ploemeur et Nowa Deba, autour du badminton.
- L'enseignement supérieur et la recherche: les universités, mais aussi un grand nombre de formations (école d'infirmières, d'ingénieurs, IPAG...) et de nombreux hôpitaux choisissent de s'impliquer dans la solidarité internationale. Ils sont aussi fréquemment cités, comme partenaires des collectivités.
- Partenaires institutionnels: chambres consulaires, inspection académique, Tribunal administratif, autant de partenaires qui peuvent mettre à profit leurs expériences. Généralement, les organismes de ce dernier groupe ne s'investissent pas spontanément, mais lorsqu'ils sont sollicités par une collectivité.
- Les centres de documentation et d'information: ils sont au nombre de quatre, en Bretagne, tous affiliés au RITIMO (Réseau d'Information sur le Tiers Monde). Il s'agit du CRIDEV à Rennes, du RESIA à St Brieuc, du CRISLA à Lorient, et du CICODES, à Quimper. Ils interviennent sur trois volets: la documentation, la communication et l'éducation. En Ile et Vilaine et dans le Morbihan, ce sont ces centres qui ont procédé au recensement des ASI. Les collectivités, conseils généraux ou villes peuvent signer des conventions avec eux, notamment pour des activités touchant à l'éducation au développement.

Face à cette multiplicité des acteurs, des réseaux se sont mis en place, en France, et plus récemment en Bretagne, afin de coordonner toutes ces initiatives.

4) Les réseaux et organes de coordination des collectivités

a) La coordination à l'échelle nationale :

Elle est permise grâce aux associations d'élus, qui, si elles ne mènent pas d'actions directes, peuvent constituer des forums d'échanges et de réflexion. L'Association des Maires de France (AMF), l'Assemblée des Départements de France (ADF), et l'Association des Régions de France (ARF) permettent de réunir l'essentiel des collectivités de même niveau. Deux autres associations d'élus sont spécifiquement consacrées à la coopération décentralisée:

Cités Unies France: Cette organisation fédère des collectivités locales françaises très impliquées dans la coopération internationale. Elle compte aujourd'hui plus de 500 adhérents. Elle est dirigée par des instances politiques, composées exclusivement d'élus locaux. Elle est une émanation de l'ancienne Fédération Mondiale des Cités Unies, aujourd'hui devenue "Cités et Gouvernements Locaux Unis".

Selon Franck Petiteville, " *Elle s'est donnée pour mission de canaliser les jumelages franco-africains, de leur impulser des dynamiques collectives, visant à faire disparaître le cloisonnement des actions, à favoriser les échanges d'expériences, les regroupements de moyens, les synergies d'acteurs. Elle cherche à faire sortir les jumelages franco-africains du "ghetto folklorique" pour les intégrer au champ d'action des instances internationales de coopération au développement.*" Pour ce, elle organise à l'intention des communes françaises, colloques, sessions d'information, appui au montage et suivi de projets... et surtout propose des rencontres par plates-formes thématiques et géographiques, réunissant ainsi les collectivités intervenant sur les mêmes zones ou sur les mêmes problématiques. Son président est actuellement Charles Josselin, ancien président du conseil général des Côtes d'Armor.

L'AFCCRE: Association Française du Conseil de Communes et Régions d'Europe:

Fondée en 1951, elle est la section française du conseil des communes et régions d'Europe, qui représente les intérêts des collectivités territoriales à travers l'Europe. Elle agit pour le renforcement de la cohésion européenne à travers des actions de sensibilisation, d'information et de formation destinées aux élus et aux fonctionnaires territoriaux. L'AFCCRE a pour principale mission de rechercher des partenaires européens pour les villes françaises qui cherchent un jumelage. Elle joue également un rôle d'assistance et de conseil aux collectivités françaises sur les programmes communautaires. En 2001, son président était Louis Le Pensec, vice président du conseil général du Finistère.

Plusieurs administrations sont aussi chargées, pour l'Etat, de suivre et d'appuyer les actions de coopération décentralisée menées par les collectivités. Elles appartiennent essentiellement au ministère des affaires étrangères et de l'intérieur. Pour n'en citer qu'une, la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée joue un rôle particulièrement important. Son secrétaire est le délégué à

l'action extérieure des collectivités locales. Elle est chargée de tenir à jour un état de la coopération décentralisée, et dispose aujourd'hui de la seule base de donnée nationale, constituée lors du passage au contrôle de la légalité des conventions et de l'étude des dossiers de financement par le Ministère des Affaires Etrangères.

b) La coordination à l'échelle régionale :

A l'échelle de la Bretagne, les tentatives de coordination des actions sont extrêmement récentes. A ce titre, les A.S.I font exception puisque dès 1996 s'est créée la CASI: "Coordination des Associations de Solidarité Internationale". Elle s'est donné pour mission de favoriser les échanges entre associations et avec les autres acteurs de la coopération, de participer à la formation des bénévoles et salariés des ASI et d'appuyer l'expression des acteurs du Sud en Bretagne. Des travaux importants ont déjà été menés sur le recensement et la mise à jour des acteurs de la Solidarité Internationale. Depuis plusieurs années, c'est elle qui représente la Bretagne lors des rencontres nationales des dispositifs régionaux de concertation et d'appui aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale. Malheureusement, les membres de la CASI restent peu nombreux, surtout au regard de la quantité d'ASI existant en Bretagne. Il est donc difficile de la considérer comme représentative de la sphère associative bretonne militant pour le développement.

Le premier dispositif pour rassembler les collectivités bretonnes autour de la coopération internationale est né en 2004. Il est baptisé depuis 2005 "Collectivités Bretonnes pour la Coopération Internationale (CBCI). Selon son président, "A l'heure actuelle, le moment où l'on peut dire que cet organisme fonctionne n'a pas encore été franchi" ! Pour l'instant, lui non plus n'est pas représentatif de l'ensemble des collectivités. Officiellement, cet organisme répond à un besoin de disposer d'un site d'information, de convergence, de vulgarisation, de mutualisation des pratiques de coopération avec les pays du sud, de l'est ou d'Amérique latine.

A ces dispositifs sectoriels, associations d'un côté, collectivités de l'autre, viendrait se superposer un autre organisme, qui aurait vocation à coordonner tous les acteurs de la solidarité internationale, associant aussi le monde de la recherche, de l'économie, de l'éducation... Cette plateforme est encore un projet, dont la réalisation pourrait être confiée à une association, "Bretagne Prospective". Celle-ci se présente comme "un laboratoire d'idées, indépendant, politiquement neutre, qui se veut un appui à la réflexion et au développement des cinq départements bretons".

On constate ces dernières années une sorte d'engouement pour la coordination. A l'échelle départementale, les conseils généraux essayent aussi d'avoir une vision générale de l'ensemble des initiatives afin d'accorder les acteurs; les Pays commencent à être cités comme pouvant être une bonne échelle de coordination... Le premier défi de ces dispositifs, et nous y reviendrons en troisième partie, sera sans doute de prouver à tous les acteurs que la coordination est nécessaire et que des

avantages concrets peuvent en être tirés pour optimiser l'aide au développement. La faible participation des ASI à la CASI, ainsi que les difficultés que connaît le regroupement des collectivités bretonnes pour se mettre en place, pourraient être liées à un déficit de conviction dans la nécessité de coordonner.

Après ce tour d'horizons des différents acteurs de la coopération internationale, peut-être un peu long mais nécessaire, (parce qu'on ne peut se contenter de l'étude des démarches des collectivités sans au moins évoquer leur existence et leur multiplicité), nous allons nous concentrer sur les partenariats des membres de la conférence des villes de Bretagne. Une étude géographique, mais cette fois en inversant le point de vue (à partir des partenaires locaux dans le monde, et non plus de la région Bretagne) sera l'objet du point suivant.

B. Destination géographique des actions: les partenaires des villes bretonnes, vus du monde

Il s'agit ici de sortir d'une analyse centrée sur les villes bretonnes pour s'intéresser à leurs homologues étrangers: Quelle est leur origine géographique? Comment s'explique-t-elle? Certaines régions du globe sont-elles privilégiées? A l'échelle de la Bretagne, existe-t-il une cohérence globale dans le choix des destinations? Une étude de certains pays à l'échelle nationale confirme-t-elle le sentiment d'une recherche de synergie?

1) Des partenariats homogènes, concentrés vers une quinzaine de pays

a) La très nette préférence pour les pays francophones ou dits "francophiles"

La Roumanie et la Pologne, avec respectivement six et cinq partenariats actifs et signés, sont des destinations favorites parmi les PECO : Elles arrivent devant la République Tchèque, la Lettonie et la Bosnie, trois seuls autres pays d'Europe Centrale et Orientale où des collectivités ont "contractualisé" avec des villes bretonnes.

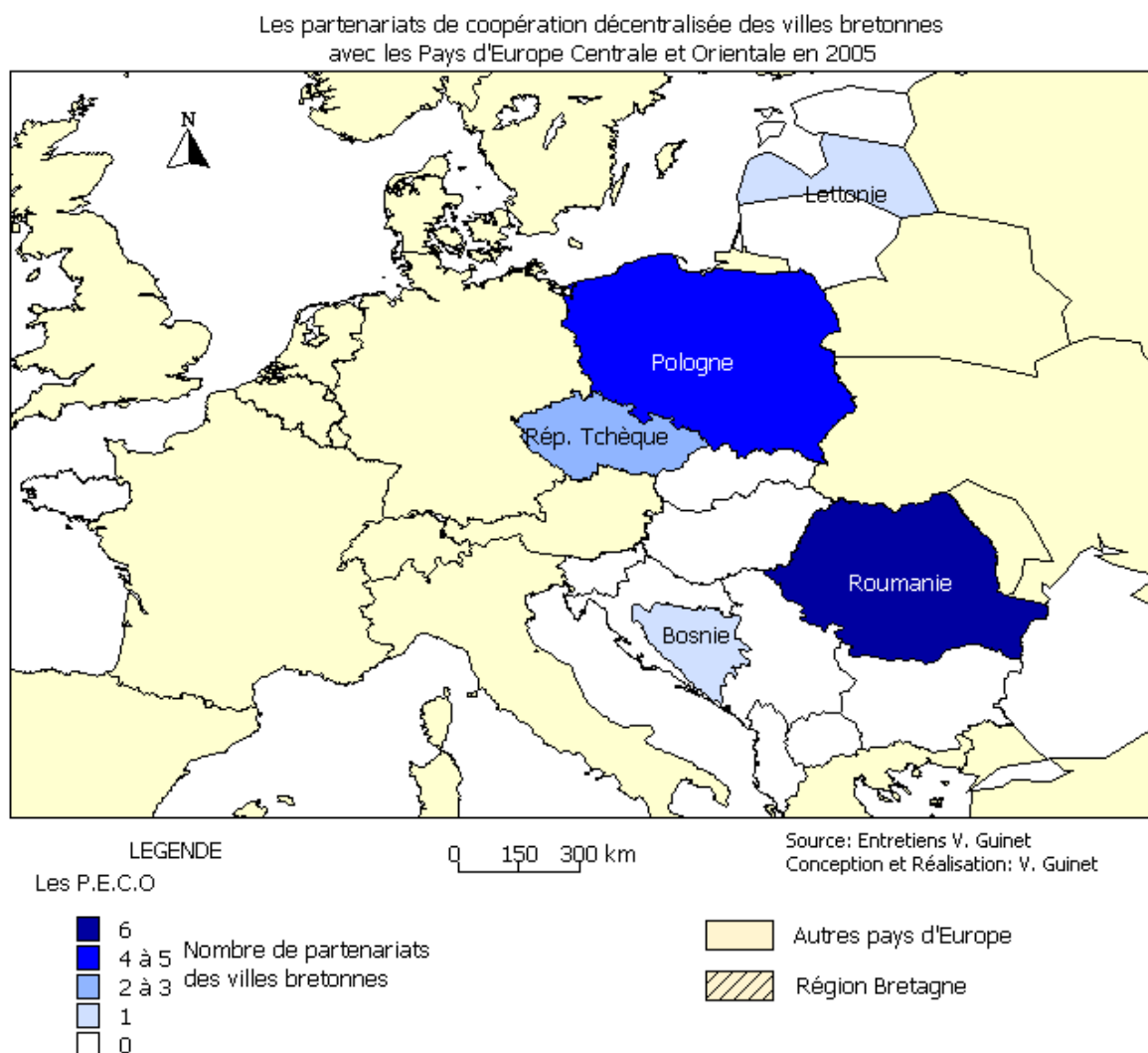
A l'échelle de la France, ces deux pays sont aussi très nettement en tête : ils concentrent plus de 50% des actions de coopération décentralisée tournées vers des PECO. Différents phénomènes peuvent expliquer cet engouement :

L'Opération Villages Roumains a été initiée en 1988 en Belgique, avant de s'étendre à d'autres pays d'Europe occidentale ; elle a été à l'origine d'un important mouvement de protestation contre la politique dite de "systématisation des villages roumains" élaborée par le régime de Nicolae Ceaucescu; cette politique visait, notamment, la destruction de l'habitat rural traditionnel. Ce mouvement de protestation a abouti à l'adoption de plusieurs milliers de villages roumains par des communes

occidentales : en 1989, 3000 communes européennes avaient adopté un village roumain. Ce grand mouvement a connu un fort impact en Bretagne, comme à Plérin ou Quimper, même si certains de ces jumelages ne sont plus actifs aujourd'hui (Carhaix et Ploufragan). Suite à la chute du régime communiste, ces parrainages se sont transformés en un vaste mouvement d'assistance humanitaire et d'aide d'urgence, qui a aussi touché la Pologne. Au fil des années, ceux qui ont perduré, ont pris des formes ressortant de plus en plus de la coopération décentralisée.

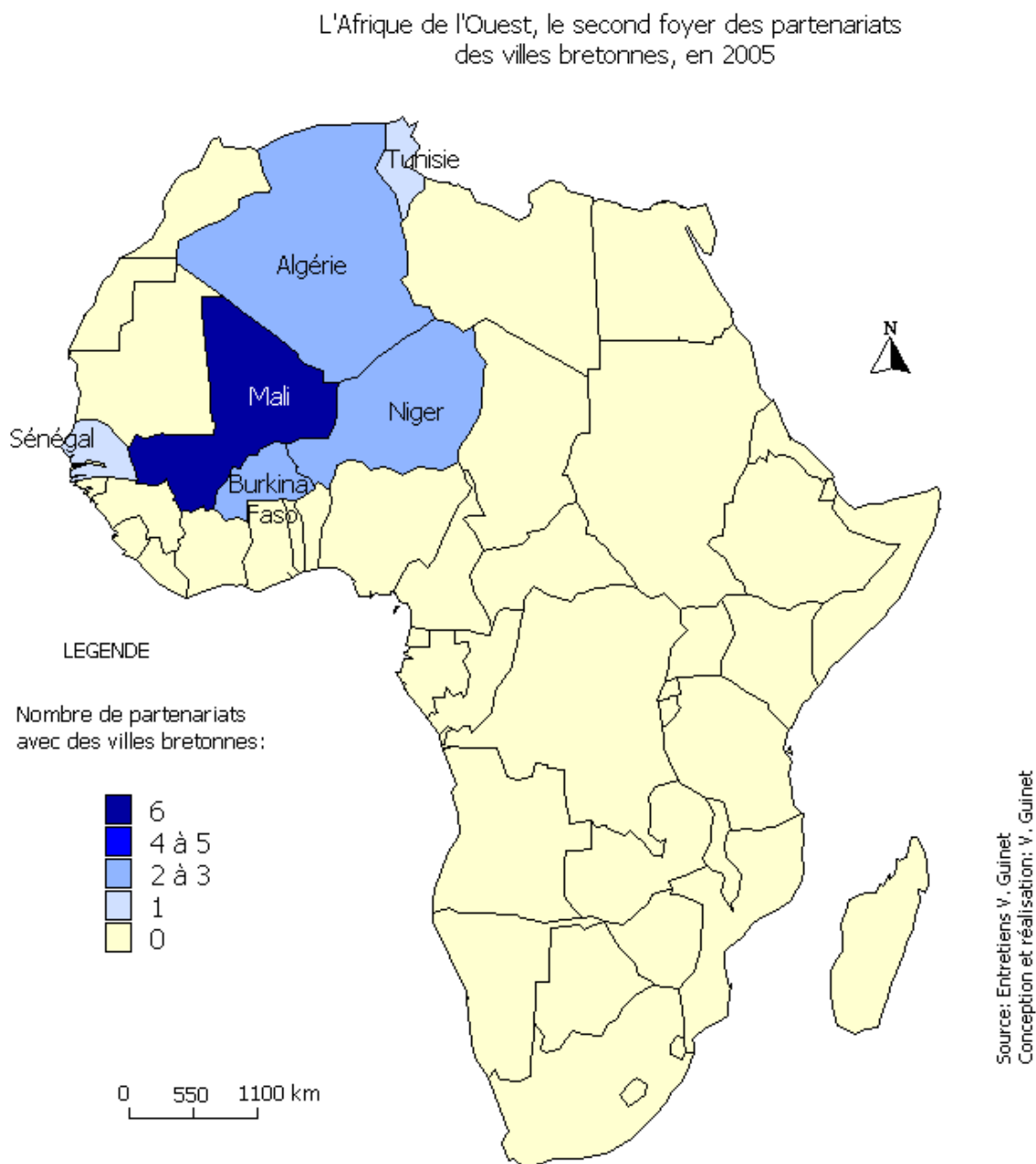
Par ailleurs, la Roumanie comme la Pologne sont réputés pour être des pays, si ce n'est francophones, au moins sincèrement francophile. Selon le "Rapport sur l'état de la Francophonie dans le monde" publié en 1990 par le Ministère des Affaires Etrangères français, "un Roumain sur quatre connaîtrait le français et le pays compterait 27% francophones". La Roumanie est aussi reconnue comme membre à part entière de la francophonie. Selon Jean-Yves Potel, Conseiller culturel auprès de l'Ambassade de France à Varsovie, " la Pologne [serait] plus francophile que francophone ". Elle est tout de même membre observateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie depuis 1997, et 15% des lycéens étudient le français.

Carte N°4:



L'Afrique Francophone est la seconde zone privilégiée des partenariats bretons pour le développement. Là aussi, seuls quelques pays sont concernés : six en tout. Le Mali compte cinq partenariats, le Burkina : trois, le Niger et l'Algérie : deux chacun, et le Sénégal et la Tunisie : un chacun.

Carte N°5:



Ces six pays arrivent parmi les dix premiers pays par le nombre d'actions de coopération décentralisée issues de collectivités françaises, mis à part le Niger, qui est douzième. Le Mali et le Burkina Faso sont aussi en tête, concentrant à eux deux près d'un tiers des actions vers l'Afrique, suivis du Sénégal et de la Mauritanie. Tous les partenaires africains des collectivités bretonnes appartiennent à d'anciennes colonies françaises.

Les partenariats vers l'Amérique latine, l'Asie et le Moyen Orient sont très faiblement représentés. Ceux avec la Chine connaissent actuellement un succès important, mais sont liés à l'attente d'une coopération économique. En plus de Rennes et Brest, de nombreuses collectivités bretonnes comme St Brieuc, Lorient, le Pays de Cornouailles seraient en discussions pour commencer des relations avec des collectivités de la province du Shandong. Ailleurs, deux partenariats concernent des pays de l'ex-Indochine: l'un le Vietnam et l'autre le Laos. Les collectivités d'Amérique latine sont les grandes absentes de la coopération décentralisée des villes bretonnes. Seule Somoto, au Nicaragua, est jumelée avec Fougères. Le problème de la langue ainsi que celui de la distance ont été évoqués par toutes les collectivités impliquées en Asie ou en Amérique latine. Les différences culturelles rendent déjà les échanges complexes ; les collectivités préfèrent éviter d'y ajouter le barrage de la langue. Par ailleurs, la ville de Rennes s'apprête à signer deux conventions de villes partenaires avec Jéricho, en Palestine, et Diyarbakir en Turquie, deux pays à l'intérieur desquels les collectivités bretonnes n'avaient jusqu'alors aucun contact.

b) Un champ d'intervention beaucoup plus restreint que celui des ASI

En s'appuyant sur la base de données des associations localisées dans les villes membres, on peut recenser à peu près 170 liens d'associations vers 58 pays en développement. Pour les membres de la conférence, 35 partenariats vers 19 pays ont été recensés. Les ASI touchent un nombre beaucoup plus important de pays ; elles couvrent une grande partie de l'espace en développement. Des zones de vides subsistent malgré tout, en Amérique centrale, en Afrique de l'est et du sud ainsi que sur la presqu'île arabique. Les ASI ne sont en fait pas tellement plus présentes en Afrique, mais couvrent de façon assez homogène l'Amérique latine et l'Asie.

Il est possible de calculer un indice de dispersion des partenariats, en divisant le nombre de pays concernés par le nombre total de liens. Cet indicateur est toujours compris entre 0 et 1. Plus il est proche de zéro, plus il indique une concentration des liens avec quelques pays. Plus il est proche de 1, plus il montre une dispersion des partenariats vers un grand nombre de pays. Faire ce calcul à l'échelle des membres de la conférence n'est pas très révélateur, puisque il se trouve très influencé par des villes comme Rennes, qui comptabilise à elle seule dix partenariats vers dix pays différents. Par contre, il est possible de comparer les liens des ASI des villes membres, et ceux de l'ensemble des collectivités bretonnes; le nombre de liens est en plus à peu près équivalent: 169 pour les ASI, et 176 pour toutes les collectivités.

Tableau N°4: La dispersion des partenariats des collectivités et ASI, en 2005

	Par les membres de la conférence	Par les ASI, localisées dans les villes membres	Par l'ensemble des collectivités bretonnes
Nombre de pays concernés	19	58	30
Nombre de liens	35	169	176
Indice de dispersion des partenariats	0.54	0.34	0.17

Source: CASI, CG, MAE, Entretiens

Si les liens des ASI se sont créés de façon aléatoire, au grès des rencontres, l'indice deux fois plus faible des collectivités ne peut être uniquement dû au hasard. Il montre qu'il y a déjà eu en Bretagne des politiques ou incitations pour concentrer l'action des collectivités. La carte N°6 permet de comparer les pays d'intervention des ASI et ceux des collectivités et de confirmer cette idée:

Le champ d'intervention des ASI est très nettement plus étendu que celui des collectivités: ce constat est sans aucun doute lié au nombre de partenariats beaucoup plus important, mais il peut aussi s'expliquer par la présence de politiques incitatives pour rassembler sur quelques pays, voire quelques régions, les interventions des villes.

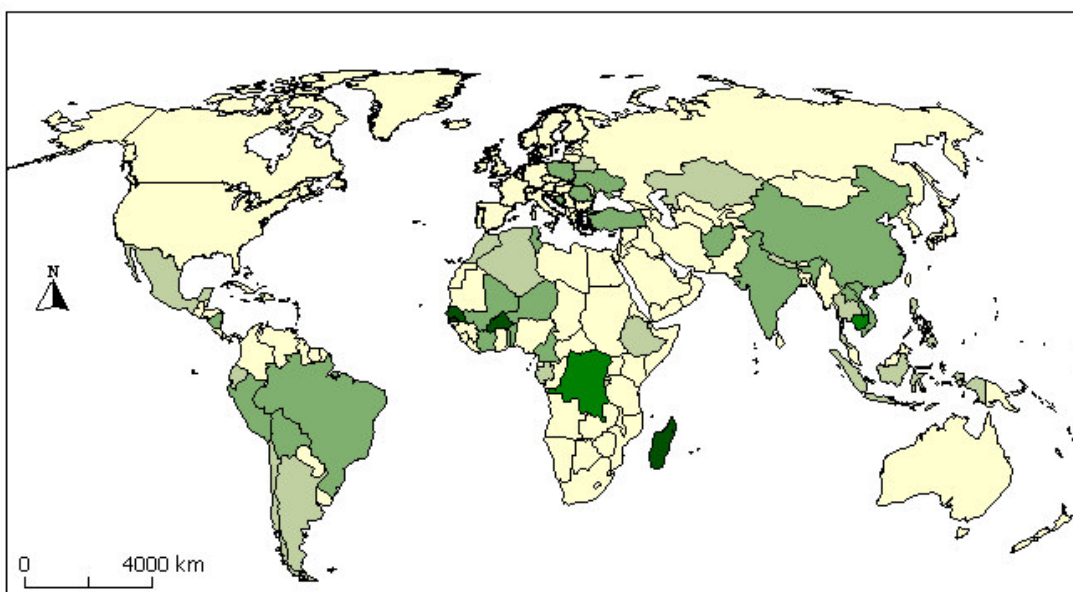
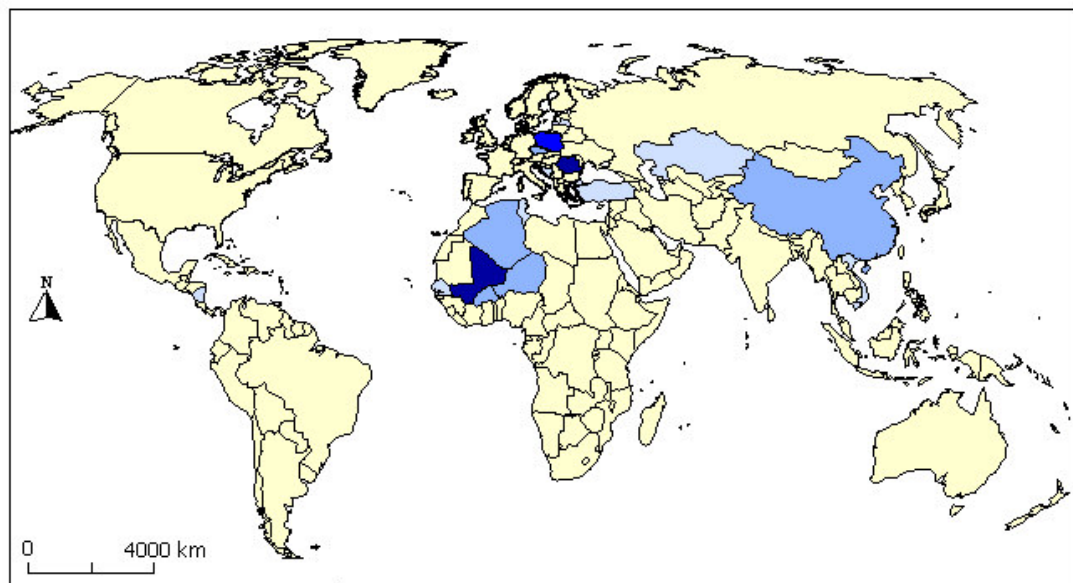
c) Une action en synergie avec les autres échelles de collectivités, sur quelques pays

La carte N°7 met en parallèle les pays touchés par la coopération décentralisée des villes bretonnes, et celles des conseils généraux et régional. Quelques pays concentrent les actions des différents niveaux de collectivités bretonnes: il s'agit essentiellement du Niger, du Mali, de la Pologne, et de la Roumanie. En plus des cinq villes, trois conseils généraux et le conseil régional ont des relations avec des collectivités polonaises. Deux conseils généraux interviennent au Mali... Par contre, des choix comme ceux du Finistère, qui concernent le Chili, la Hongrie et Madagascar, ne rencontrent aucune répercussion chez les villes bretonnes.

Les collectivités bretonnes, ou tout au moins certaines villes et leurs conseils généraux et régional semblent donc concentrer leur action sur certains pays

Carte N°6

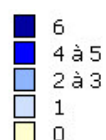
Comparaison du champ d'intervention
des villes bretonnes et de leurs Associations de Solidarité Internationale



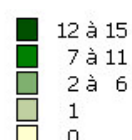
Sources: Entretiens, B.D. CG22, B.D. CG29, CASI, villes membres
Conception, réalisation: V. Guinet

LEGENDE:

Nombre de partenariats entre une collectivité
locale et une ville bretonne, par pays

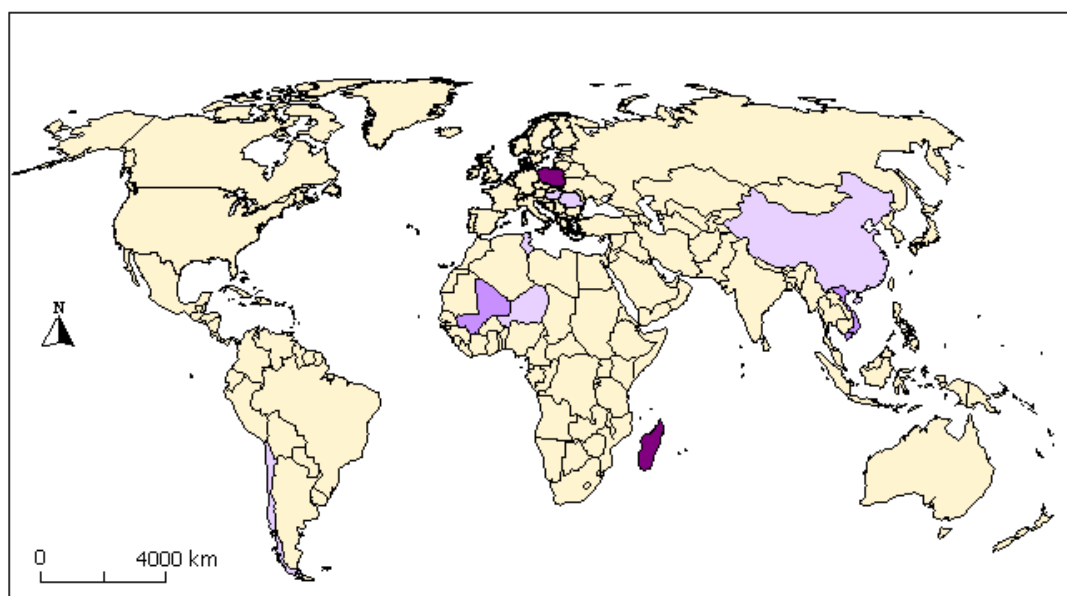
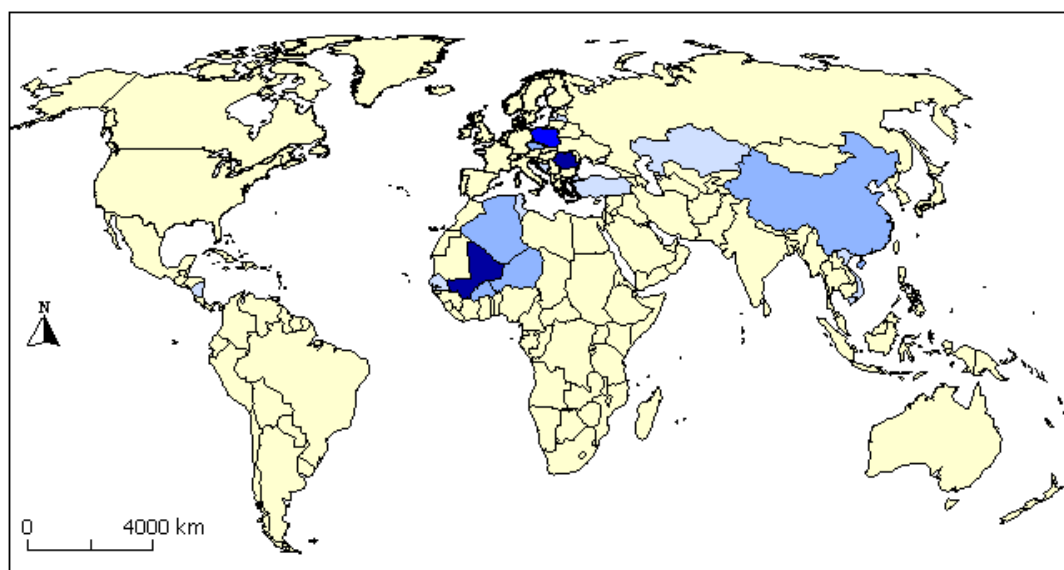


Nombre d'A.S.I des villes bretonnes
intervenant dans chaque pays



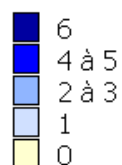
Carte N°7

Comparaison entre les localisations des partenariats des villes bretonnes
et celles de leurs conseils généraux et régional, en 2005



LEGENDE :

Nombre de partenariats entre une collectivité
locale et une ville bretonne, par pays



Nombre de partenariats entre une collectivité
locale et un département ou la région
Bretagne, par pays



Sources: Entretiens auprès des villes et des conseils
Conception, réalisation: V. Guinet

2) L'échelle nationale ne reflète cependant pas toujours l'apparente synergie initiale

Pour traiter ce point-ci, nous prendrons l'exemple de trois pays : La Pologne, le Mali et la Roumanie. Ce sont les trois pays où les collectivités bretonnes sont les plus présentes, quel que soit leur département, et donc pour lesquels l'analyse à l'échelle nationale est la plus intéressante.

a) La Pologne: théâtre des tentatives actuelles pour accorder les différentes échelles d'intervention

La Pologne est le second pays, parmi ceux du Sud et des PECO, qui concentre le plus de collectivités en lien avec des collectivités bretonnes. Le conseil régional, trois conseils généraux, cinq villes et 25 autres communes (dont vingt en Ile et Vilaine) ont contractualisé avec des homologues polonais.

Carte N°8



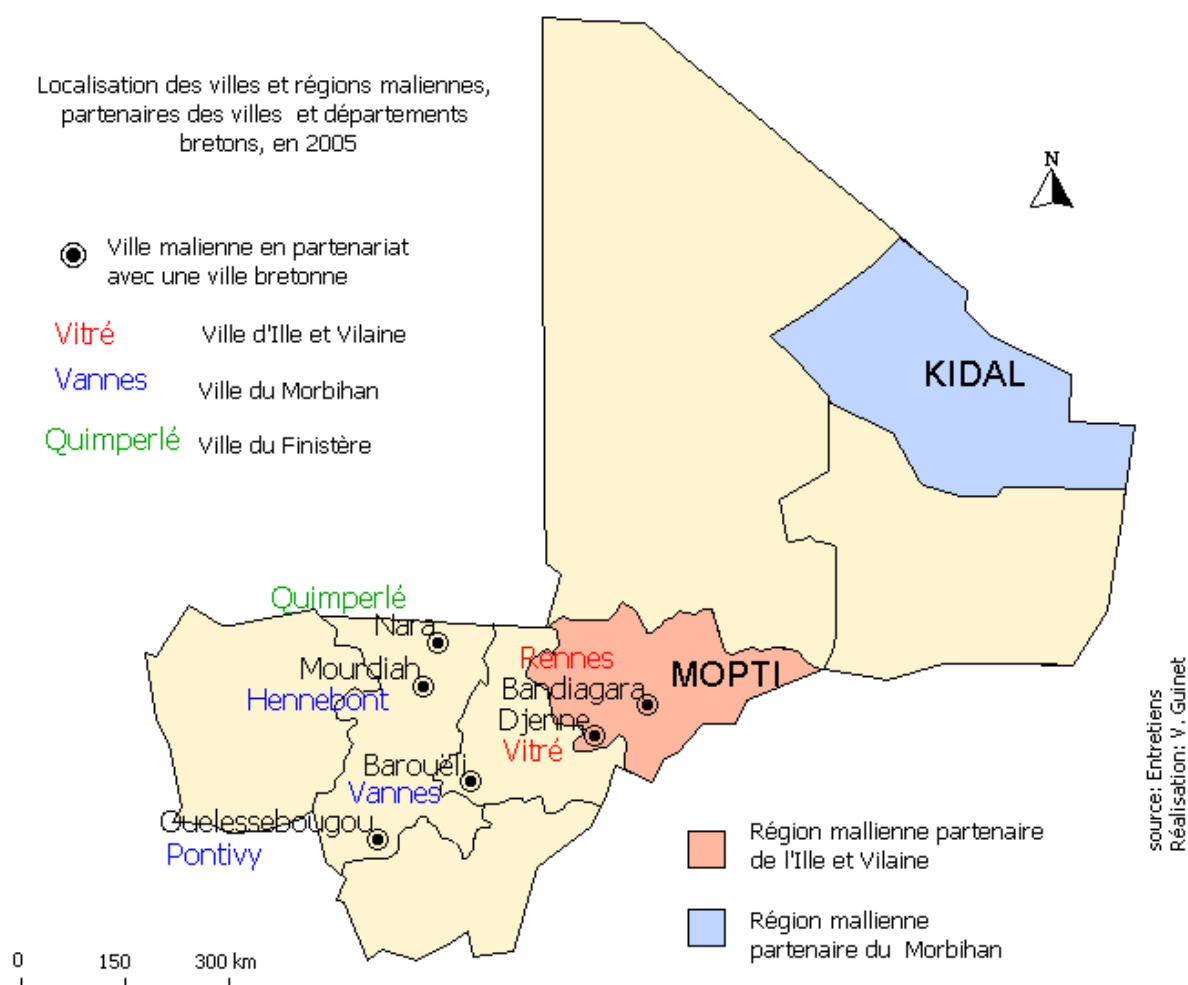
Avec la région qui vient de signer avec la Voïvodie de Wiekopolska, on assiste sur une même région à une concentration des actions des différentes échelles des collectivités, chacune avec une collectivité équivalente. Il reste toute de même une articulation à trouver pour que la région et le département d'Ille et Vilaine ne soient pas en contact avec la même entité géographique.

L'exemple de la Pologne montre aussi qu'il n'est pas toujours évident pour nos collectivités de trouver des partenaires qui soient à peu près de taille équivalente: entre le powiat, qui doit faire la taille d'un canton, et la Voïvodie, qui correspond à une grande région française, il n'existe pas d'échelon administratif correspondant à nos départements (Et c'est sans parler encore des différences de compétences qui peuvent leur être attribuées). Aucune collectivité locale du Finistère n'est présente en Pologne.

b) Le Mali, préfiguration des différentes histoires et choix faits par les collectivités à l'échelle d'un département

Deux conseils généraux bretons et six villes sont jumelés avec des collectivités maliennes.

Carte N°9

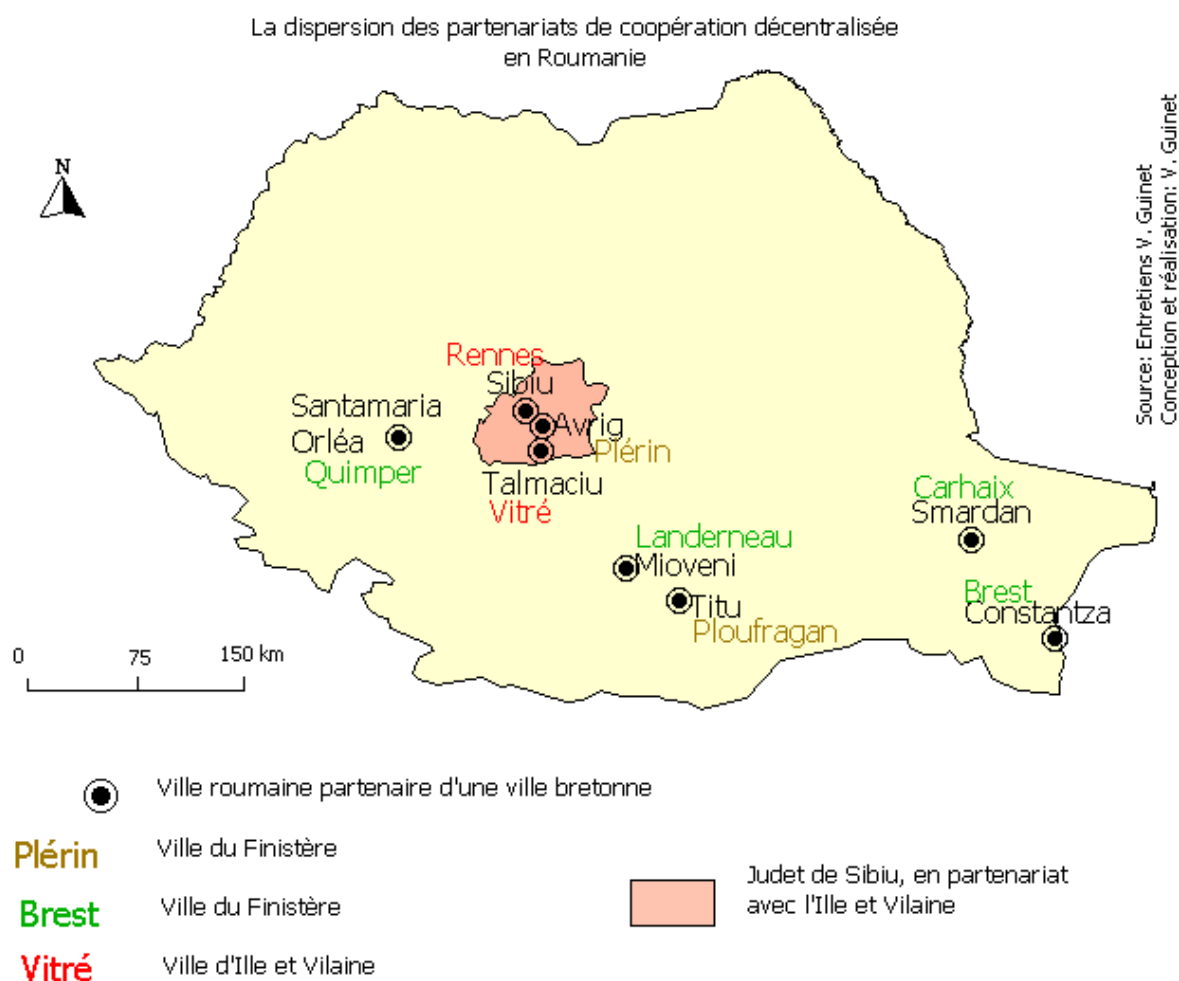


On constate un regroupement des partenariats des collectivités d'Ille et Vilaine vers la région de Mopti. Au contraire, les villes du Morbihan et leur conseil général n'ont pas concentré leurs actions: Hennebont et Pontivy ont choisi deux villes de la région de Koulikoro, Vannes une de la région de Ségou, alors que le conseil général du Morbihan s'est orienté vers la région de Kidal. Les collectivités des Côtes d'Armor et du Finistère sont très peu représentées au Mali. En plus des villes, dix communes d'Ille et Vilaine sont présentes, pour deux du Finistère et des Côtes d'Armor, et une du Morbihan.

c) La dispersion des partenariats en Roumanie

Contrairement aux deux pays précédents, les collectivités du Finistère sont ici fortement représentées. Cinq collectivités sont présentes, dans cinq régions différentes. Là aussi, par contre, l'Ille et Vilaine est en partenariat avec un judet, et ses villes se sont jumelées avec des villes du même judet. (Les partenariats de Carhaix et Ploufragan, même si inactifs à l'heure actuelle, ont été représentés sur cette carte.)

Carte N°10:



La Roumanie est incontestablement le premier pays par le nombre de liens noués avec des collectivités bretonnes: en plus des villes, neuf communes des Côtes d'Armor, dix du Finistère, vingt quatre de l'Ille et Vilaine, et onze du Morbihan sont présentes.

Cette étude à l'échelle nationale permet de dissocier les partenariats des villes qui se font vers des pays identiques par hasard, de ceux, notamment pour les villes d'Ille et Vilaine, qui se sont créés autour d'une véritable volonté de synergie. Sur ces trois pays, il faut noter une même constante: les villes d'Ille et Vilaine et le conseil général ont choisi de concentrer leurs relations vers une même entité administrative. Nous nous interrogerons par la suite, au cours du diagnostic des démarches, sur l'intérêt de cette synergie : doit-elle être recherchée, et si oui, à quel prix ? Quels sont les risques ou les atouts pour les pays en développement d'une action concentrée sur une région, ou au contraire d'une dispersion des partenariats ? Faut-il plutôt rechercher la complémentarité?

Nous pouvons synthétiser toutes ces informations sous l'aspect d'une "plate-forme" géographique, regroupant les collectivités selon la destination de leurs partenariats. Le tableau correspondant se trouve en annexe N°1.

Après avoir pu visualiser, à l'échelle internationale, puis nationale, les localisations des partenaires des collectivités bretonnes, nous allons nous intéresser aux thématiques abordées dans le cadre de ces liens.

C. *Thématiques des actions*

Les différents domaines d'intervention des collectivités locales peuvent être ordonnés en huit thèmes : "le développement culturel, la jeunesse et le sport", "la santé et l'action sociale", "l'éducation et la formation initiale", "l'hydraulique", "le développement rural et l'agriculture", "le développement et la gestion urbaine", "le développement économique" et enfin "l'appui à la gouvernance et à la société civile". Contrairement à la classification faite par le guide de la coopération décentralisée, il a été choisi ici de faire du développement culturel et de l'hydraulique des thèmes à part entière, afin que les actions les concernant, relativement nombreuses, puissent être mises en valeur. Par ailleurs, traiter ensemble "la culture, la jeunesse et les sports", en les distinguant de l'éducation permettra par la suite de recentrer l'étude sur les collectivités intervenant sur au moins une thématique liée à l'appui au développement. En effet, tous les partenariats avec des pays du Sud ou des PECO n'ont pas cette vocation.

1) L'omniprésence des échanges culturels dans les partenariats

Les échanges culturels représentent souvent la base des partenariats coopération décentralisée, au moins de tous ceux qui sont issus de la pratique des jumelages. Cependant beaucoup de relations entre collectivités ont évolué, en intégrant des domaines d'actions liés à l'appui au développement. Cette analyse permet en fait de dissocier, parmi les partenariats avec des pays du Sud ou des PECO, ceux qui entrent vraiment dans la coopération décentralisée pour le développement, c'est-à-dire qui ont intégré au moins une autre thématique que celle du développement culturel.

- a) Une dimension essentielle, souvent à la base des échanges entre collectivités...

La grande majorité des partenariats des villes bretonnes avec des collectivités du Sud ou des PECO garde la forme du jumelage (pour douze collectivités sur les dix-neuf). Ceux-ci se manifestent d'abord sous la forme d'une dynamique relationnelle. Ils sont apparus autour d'une symbolique de paix, de réconciliation et de rapprochement entre les peuples, et cette dimension conserve une place importante. Dans huit villes, des établissements scolaires correspondent avec leurs homologues des collectivités partenaires. Les chantiers et échanges de jeunes sont aussi très courants, et sont une façon de répondre à la forte demande des 15-25 ans français pour découvrir un pays en développement et s'y investir. Bien encadrés, ces voyages permettent une immersion dans de bonnes conditions, et évitent la multiplication des micro-actions caritatives sans lendemain (risque sous-jacent à l'afflux de bonne volonté émanant d'une catégorie de population tout à fait inexpérimentée). Cette

dimension culturelle permet aussi d'appuyer des rencontres entre artistes de différents pays, qui peuvent ensuite donner lieu à des expositions, concerts et autres manifestations. La création de plusieurs Bagads, notamment en Pologne, est assez représentative de ces contacts. Le développement culturel peut aussi prendre une forme plus professionnelle, comme à Agadez où Saint Briec travaille à la réhabilitation des spectacles traditionnels nigériens (Bianou).

b) ... mais parfois l'unique domaine d'investissement des collectivités

Rares sont les collectivités qui choisissent des partenariats avec des pays du Sud ou des PECO et ne s'investissent que dans des échanges culturels. C'est cependant le cas de deux villes bretonnes : Ploemeur et Saint Malo. Ce constat s'explique aisément par leur situation. Dans le cas de Ploemeur, le jumelage avec Nowa Deba ne date pas de la chute du bloc de l'est, comme pour beaucoup de jumelage avec la Pologne. Il ne s'est donc pas construit dans une situation d'aide d'urgence, mais autour des relations de clubs sportifs. La convention a été signée en 2004, ce qui laisse penser qu'il pourra évoluer, d'autant plus qu'il s'agit d'un jumelage tripartite, avec une collectivité irlandaise, signé dans le but de répondre à des programmes européens.

Le jumelage de Saint Malo avec Port Louis se trouve dans une situation différente : il est un peu plus ancien, mais surtout ne rencontre plus de répercussion dans la société civile. L'association de jumelage Saint Malo-Port Louis est actuellement en sommeil, faute de membres. La municipalité a choisi, elle, de soutenir des actions liées aux échanges et à la francophonie, et, sans doute faute de sollicitation, ne s'est pas lancée dans d'autres démarches. (alors que des fonds importants ont l'air disponibles).

C'est sans doute cette dimension culturelle, dominante à l'origine des partenariats, qui a fait dire à Bernard Stasi que les "jumelages sont des formes archaïques et folkloriques des relations entre collectivités locales". Si elle peut sembler accessoire dans un processus d'aide au développement, elle est surtout à ne pas négliger car elle est la façon la plus directe de communiquer sur la coopération décentralisée et d'impliquer la population, ce qui explique que la quasi-totalité des villes, quelque soit leur mode de coopération décentralisée, s'y investissent ou projette de s'y investir. Cependant, rares sont les villes qui se contentent de ce type de relations avec des pays du Sud ou des PECO, ce qui nous conduit à nous intéresser aux différentes thématiques d'aide au développement.

2) Les thématiques d'appui au développement

L'évolution des jumelages dans les années 80 leur a donné le droit à être considérés comme des acteurs de la coopération à part entière. En effet, leurs thématiques d'intervention se sont élargies et nettement rapprochées de celles des autres formes, plus récentes, de coopération décentralisée.

Dix sept des dix-neuf collectivités bretonnes ont axé leurs relations avec la collectivité partenaire du Sud ou des PECO sur au moins un des sept domaines restants.

a) Les thématiques courantes, partagées avec les ASI

Les domaines d'intervention privilégiés des villes sont " l'éducation et la formation" et " la santé et l'action sociale". Parmi les 19 villes ayant des relations Nord-Sud ou Ouest-Est, les trois quarts ont choisi comme thème l'éducation, et les 3/5^e la santé. Ces appellations regroupent des projets variés : construction et équipement d'écoles, de bibliothèques, de centres de formation, alphabétisation, formation de professeurs, parrainage pour l'instruction des enfants pour l'éducation ; Echanges de médecins, d'infirmières, financement et équipement de centres médicaux, formation sur la protection maternelle infantile, la lutte contre les discriminations raciales ou sexuelle... pour la santé et l'action sociale.

L'hydraulique et le développement rural sont des domaines plus techniques, et surtout plus spécifiques à certaines régions du globe. Ils ont été essentiellement développés par les villes qui interviennent auprès de collectivités africaines. Il s'agit surtout de forages de puits, construction de barrages et de canalisations, et de soutien à l'autonomie alimentaire par la création de banque de semences, par la formation et l'acquisition de matériel pour l'agriculture.

La coopération économique est un sujet assez tabou et déprécié : personne n'en parle craignant "de salir l'image de la coopération décentralisée pour le développement", avec des partenariats qui recherchent d'abord et avant tout le développement économique de la collectivité française. Ainsi, bon nombre de villes ont complètement passé sous silence leur projet de coopération avec la Chine. Cependant, l'appui au développement économique peut prendre des formes très différentes, et il serait dommage, pour une question d'image, de délaisser ce sujet : ses impacts sur une collectivité en développement pouvant être parmi les plus visibles. Il est tout à fait possible de chercher à favoriser le développement économique d'une collectivité sans l'exploiter. Plusieurs villes ont ainsi cherché à dynamiser le secteur du tourisme de leur partenaire, organisant par exemple des voyages là-bas pour appuyer le lancement des infrastructures mises en place. L'autre forme d'appui économique est la proposition de micro-crédits, permettant de favoriser la mise en place d'activités artisanales ou agricoles et donc la création d'un marché intérieur, palier essentiel du développement.

Toutes ces thématiques sont aussi celles de prédilection des ASI, et les actions menées ne diffèrent pas du tout de celles que peuvent conduire associations et ONG. Cependant, certaines villes interviennent aussi sur des sujets qui correspondent plus à leurs compétences propres :

b) Les thématiques plus spécifiques aux villes: le développement urbain et l'appui à la gouvernance et à la société civile

Ces deux thématiques sont devenues le fer de lance des penseurs de la coopération décentralisée, car elles permettent aux collectivités françaises de mettre en valeur leurs compétences et d'intervenir sur un savoir-faire qui leur est propre.

Selon Franck Petiteville, *"la coopération décentralisée au développement urbain constitue l'aspect le plus spectaculaire et le plus innovant de la coopération décentralisée. Les villes françaises peuvent faire jouer leur expérience en ingénierie urbaine auprès des métropoles du sud, aux prises aux problèmes d'aménagement, de gestion et de planification qui sont à la mesure d'une croissance urbaine incontrôlée"*. Concrètement, en Bretagne, une seule collectivité intervient sur cette thématique : c'est la ville de Rennes, sans doute parce qu'elle est la seule à en avoir à la fois la compétence et les moyens. Par exemple, avec Brno, la coopération municipale s'est engagée sur les thèmes suivants : rénovation des centres historiques et réhabilitation des grands ensembles, transport urbains, protection de l'environnement (déchets, eaux usées, assainissement), urbanisme, santé dans la ville... Avec Jéricho, plusieurs projets sont à l'étude comme la réalisation d'une cartographie précise de la ville, préalable à tout projet d'urbanisme ou une expertise du projet d'assainissement collectif, en vue d'une recherche de financement européen. Généralement, l'intervention des collectivités françaises se situe en amont du cycle du projet (mission d'expertise, études de faisabilité, estimation des besoins...), car elles n'ont pas les moyens de participer à la phase de réalisation technique, ce qui constitue une limite de l'ingénierie urbaine en coopération décentralisée.

L'appui à la gouvernance et à la société civile concerne un nombre de collectivités plus important. *"La gouvernance, c'est la capacité des sociétés humaines à se doter de systèmes de représentation pour se gérer elles-mêmes, dans un mouvement volontaire. La volonté de décentralisation, en prenant en compte les différents niveaux d'exercice du pouvoir, fait partie d'une évolution de la gouvernance"*. Cette définition de Pierre Calame a été choisie parce qu'elle englobe à la fois les notions de démocratie participative et de décentralisation.

En effet, la décentralisation est devenue une priorité affichée par de nombreux états du tiers monde. Elle reste hypothétique, conditionnée dans les pays où elle est en cours, par un transfert effectif des compétences et des ressources nécessaires, et ailleurs, par la réussite de la transition démocratique. Cependant, elle est souvent présentée comme une nouvelle clef du développement et de la démocratie. Les collectivités françaises, qui elles-mêmes expérimentent la décentralisation depuis une vingtaine d'années, disposent aujourd'hui de compétences importantes dans ce domaine, et les villes, notamment, sont sollicitées pour appuyer la qualification administrative des services municipaux, la gestion des services publics et l'amélioration de la fiscalité locale. Plus modestement, les collectivités bretonnes interviennent en finançant des emplois communaux, en formant des élus ou fonctionnaires administratifs. Les élus maliens du cercle de Bandiagara ont aussi sollicité la ville de Rennes pour la création de leurs Plans communaux de Développement Economique, Social et Culturel (PDSEC). Avec les PECO cet appui peut se faire en aidant les villes à prendre part à des programmes européens, comme a pu le faire la ville de Rennes avec Poznan et Sibiu. *"Les villes de l'Est sont sous*

consommatrices de programmes européens : il faut les aider dans les démarches, les familiariser avec les procédures". R. Lefrançois, adjointe à la mairie de Rennes.

Le soutien à la société civile est aussi essentiel : la constitution d'un tissu associatif local dense permet l'apparition d'un contre-pouvoir et est une garantie supplémentaire pour la démocratie. Certaines collectivités, comme Brest Métropole Océane financent les projets d'associations locales de leurs collectivités partenaires.

Le tableau suivant permet de synthétiser les différents domaines d'intervention, par ville bretonne.

Tableau N°5:

	Dvlpmnt culturel, jeunesse et sport	Education et formation	Santé et action sociale	Hydrau-lique	dvlpmnt rural	Dvlpmnt urbain	Dvlpmnt éco.	Gouver-nance et société civile
Brest		X	X					X
Concarneau	X	X					X	X
Landerneau	X	X						
Morlaix	X	X		X				
Quimper	X	X	X				X	
Quimperlé	X				X			
Hennebont		X	X	X				
Lorient	X	X	X					
Ploemeur	X							
Pontivy	X	X	X					
Vannes	X	X	X				X	X
Lannion		X						X
Plérin	X		X				X	
Saint Brieuc	X	X	X					X
Dinan	X							
Fougères				X	X		X	
Rennes	X	X	X		X	X	X	X
Saint Malo	X							
Vitré	X	X		X	X		X	

Le détail des actions récentes, ainsi que les partenariats vers lesquelles elles sont dirigées se trouvent en annexe N°5.

Cette étude des thématiques d'intervention des membres de la conférence des villes de Bretagne aboutit à un constat : les domaines qui correspondent directement aux compétences des villes sont peu représentés. Alors que, théoriquement, les villes pourraient s'investir en complémentarité de l'action des Associations de Solidarité Internationale, force est de constater qu'elles interviennent majoritairement sur les mêmes thèmes. Est-ce lié aux demandes des collectivités partenaires ? Aux modes de gestion de la coopération décentralisée, souvent confiée pour

sa réalisation à des associations ? Nous essayerons aussi d'apporter des éléments de réponse à ces questions, lors du diagnostic à venir

CONCLUSION: Les partenariats des villes confirment l'idée d'une Bretagne ouverte sur le monde. Ce constat est vraisemblablement hérité de la situation isolée de cette région, l'a amené rapidement à comprendre que pour se développer, il lui fallait s'ouvrir sur l'extérieur. Cette nécessité d'ouverture s'est trouvée relayée, notamment en ce qui concerne les pays en développement, par des hommes politiques influents tels que Charles Josselin, Louis le Pen ou Pierre Méhaignerie, ce qui a déjà permis d'entraîner un nombre important de collectivités en coopération décentralisée.

Quelques points majeurs ressortent de cette première approche des partenariats de coopération décentralisée des villes bretonnes, avec les pays du Sud et les PECO:

Constats	Points forts	Points faibles
<ul style="list-style-type: none"> La coopération décentralisée est une pratique quasi généralisée chez les villes bretonnes 	<ul style="list-style-type: none"> La quasi-totalité des villes de la conférence ont un partenariat avec une collectivité étrangère 	<ul style="list-style-type: none"> 12 villes n'ont aucun partenariat Nord-Sud ou Est-Ouest
<ul style="list-style-type: none"> La coopération internationale mobilise de nombreux acteurs en Bretagne 	<ul style="list-style-type: none"> Le tissu associatif pour la solidarité internationale est dense (plus de 600 ASI) Le conseil régional et tous les CG sont investis en coop. décentralisée pour le développement 	<ul style="list-style-type: none"> Aucun dispositif de coordination des actions de l'ensemble des acteurs n'est actuellement fonctionnel en Bretagne.
<ul style="list-style-type: none"> Les partenariats des villes concernent 19 pays, en majorité francophones 	<ul style="list-style-type: none"> 3 pays concentrent près de la moitié des partenariats des villes bretonnes (Mali, Pologne, Roumanie) 	
<ul style="list-style-type: none"> 17 des 19 partenariats avec le Sud ou les PECO ont, au moins en partie, un objectif d'appui au développement 	<ul style="list-style-type: none"> Des actions sont menées par des villes dans chacun des huit thèmes d'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> Les domaines d'intervention sont en majorité les mêmes que ceux des ASI, ce qui ne permet pas d'envisager une complémentarité thématique entre villes et ASI (les villes sont peu investies dans

		le développement urbain et l'appui à la décentralisation)
--	--	--

II. Diagnostic : les démarches des membres
de la conférence en matière de
coopération décentralisée pour le
développement

En avril 2004 a été rédigée, par l'AFCCRE, CUF, le comité 21 et certaines collectivités françaises, une charte de la coopération décentralisée pour le développement durable (annexe p. 132). Elle doit *"inciter et aider les collectivités territoriales à mettre en œuvre cette coopération dans une perspective de développement durable"*. La notion de développement suppose une organisation de la production et de la distribution des richesses telles que tous en tirent un mieux être. Le développement durable ajoute la dimension de justice entre les générations: c'est en étant écologiquement durable que le développement pourra être économiquement viable. Concrètement, la charte décline seize grands principes qui doivent guider les politiques de coopération décentralisée. Ceux-ci ont servi de fil directeur à l'analyse suivante des démarches des villes. De ces principes, il a d'abord fallu dégager des critères afin de pouvoir évaluer concrètement comment ils étaient pris en compte par les dix sept villes bretonnes qui travaillent, au moins en partie, sur des thématiques d'appui au développement avec leur(s) partenaire(s) du Sud ou des PECO. Ces critères seront organisés selon trois grands axes, relatifs à l'efficacité des projets, à la cohérence des politiques et enfin à la pérennité des actions.

A. L'efficacité des projets

L'objectif de la coopération décentralisée avec les pays en développement est double: il s'agit à la fois d'appuyer des collectivités étrangères dans leur développement et, de sensibiliser et d'ouvrir les populations en France aux problèmes du tiers monde et de la mondialisation. Les projets de coopération décentralisée (sous entendu à l'étranger) veulent répondre au premier objectif, en soutenant le "processus global d'amélioration des conditions de vie d'une communauté sur le plan économique, social, culturel et politique". (Définition du développement selon la CASI).

Cette étude n'a pas pour objectif de déterminer l'impact des projets, ni d'en faire une évaluation. Elle analyse, à partir de l'exemple des villes bretonnes, comment les collectivités s'organisent pour monter leur projet, à partir de la forme d'intervention choisie, de l'investissement politique, de la capacité à engager des partenaires et de l'aptitude à prendre du recul par rapport aux projets, critères déterminants de l'efficacité des actions.

1) La forme d'intervention: de la fin de l'aide caritative aux actions d'appui au développement

On distingue différents modes d'intervention en coopération décentralisée. On peut les classer en quelques grandes familles : les actions à caractère caritatif, les actions de sensibilisation, les échanges, transferts, formations et expertises... Nous verrons que les formes d'intervention choisies par les villes bretonnes sont en train d'évoluer, pour prendre en compte une vision du développement à plus long terme.

a) Disparition en cours des actions caritatives menées par des collectivités

Le terme caritatif désigne les actions de solidarité, au titre de la lutte contre la pauvreté. En France, de grandes ONG, comme la Croix Rouge, Médecins Sans Frontière ou le Secours Catholique appartiennent au mouvement caritatif. Cependant, dans le domaine du développement, ce terme a pris une connotation assez négative liée à la multitude des dons, directs et en nature. Ceux-ci restent essentiels en matière d'aide humanitaire ou d'aide d'urgence, mais sont de plus en plus prohibés en matière de développement. En effet, en dehors d'une situation de crise, ils font peser sur les pays du Sud de nombreux risques: déstabilisation de l'économie locale, dans le cas de dons massifs de médicaments ou de fournitures scolaires, augmentation de la mendicité... Ils perpétuent aussi la mentalité des occidentaux selon laquelle ce qui ne marche plus ou n'est plus utile ici pourra toujours servir là-bas et continuent de présenter les donateurs comme des bienfaiteurs, et les bénéficiaires comme de perpétuels redevables. Ils risquent surtout de créer, à long terme, une mentalité d'assistés chez les populations des PED au lieu d'encourager une prise en main de leur propre développement par les acteurs locaux.

Parmi les villes bretonnes, les grandes opérations de collectes se font de plus en plus rares: on peut encore distinguer des dons de manuels scolaires (particulièrement discutables parce que souvent inadaptés au contexte dans lequel ils vont être utilisés) ou quelques envois de conteneurs, mais ce sont des actions isolées. Les collectivités se sont majoritairement tournées vers d'autres formes d'intervention.

b) L'importance des réalisations concrètes

Si les grandes opérations de dons, commencent, au moins pour les actions des villes, à être prohibées, les réalisations concrètes d'équipements restent très nombreuses. Beaucoup de collectivités s'investissent en finançant la construction d'écoles, d'hôpitaux, de mairies, de bibliothèques, de puits, de barrages... Plus de la moitié des villes bretonnes agissent selon cette forme d'intervention, qui concerne en exclusivité l'Afrique. Face au dénuement total de certains villages africains, la priorité des collectivités françaises qui "contractualisent" avec eux est de parer au plus pressé. Ces actions, qui présentent un avantage concret, la visibilité, surtout si elles sont médiatisées, sont sans doute une première phase obligatoire. Cependant, ce mode d'action, qui ne nécessite pas de compétences particulières et qui reproduit l'action des petites ASI, présente l'inconvénient de ne pas envisager le développement à long terme de la collectivité. Comment fera-t-elle lorsqu'elle aura besoin à nouveau d'infrastructures? La ville française sera-t-elle encore sollicitée? N'y a-t-il pas ici un risque de dépendance?

c) Vers un appui de plus en plus abstrait

La grande majorité des villes, quelque soit la localisation géographique de leurs partenariats interviennent aujourd'hui sur des actions de formation. Aux appuis concrets qui viennent d'être détaillés ci-dessus se superpose une aide plus abstraite mais dont les impacts devraient être, à long terme, sans commune mesure. Cette forme d'aide est plus difficile, car il faut accepter de ne pas voir immédiatement les conséquences de son travail. Les échanges et transferts de compétences connaissent aussi un essor important, mais exclusivement avec les villes des PECO. Ils concernent des domaines variés: la santé et l'action sociale, la gestion urbaine, l'intégration européenne...

L'évolution des projets de la ville de Fougères, avec ses partenaires au Nicaragua et au Burkina Faso donne un bon exemple de réflexion sur le développement, et la façon dont il peut être appréhendé. Les tableaux suivants permettent de constater qu'au début, l'ensemble des actions concernait des réalisations de locaux: logements, écoles... Puis, petit à petit, les programmes prennent une dénomination de plus en plus abstraite, de nouveaux concepts comme "l'autonomie locale" apparaissent...

Tableau N°6: l'évolution des projets de la ville de Fougères avec Somoto

Finalité du Projet	Partenaires	dates
Construction d'un centre culturel et artisanal	Mairie de Somoto	1987
Participation à la construction d'écoles et de centres de développement infantile	Mairie de Somoto	1988
Construction d'écoles	Mairie de Somoto	1989
Construction de logements pour les rapatriés de guerre	Mairie de Somoto	1990
Construction de logements pour les démobilisés de guerre	Mairie de Somoto	1992
Projet pluriannuel agriculture organique pour un développement durable	Mairie de Somoto	1993-1999
Reconstruction du Nuevo Guayabo (construction de logements suite au cyclone Mitch)	Mairie de Somoto et de Leganes (Espagne)	1999
Culture et artisanat	Mairie de Somoto et de Leganes (Espagne)	2000-2001
Eclairage par énergie solaire de l'abattoir	Mairie de Somoto	2002
Culture agro écologique du café	Mairie de Somoto	2003
Diversification de la production avec gestion agro écologique, sécurité alimentaire	Mairie de Somoto	2004

Tableau N° 6 bis: Evolution des projets de la ville de Fougères avec Ouargaye

Finalité du Projet	Partenaires	dates
Construction de forages	Mairie de Ouargaye	2000
Construction de forages et d'un moulin à grains	Mairie de Ouargaye	2001
AUCUN PROJET		2002

Développement local autonome et durable de l'agriculture et de l'élevage	Mairie de Ouargaye	2003-2004
--	--------------------	-----------

Le recul des grandes opérations de dons et de collectes marque une avancée assez positive dans la façon dont sont envisagées les actions de développement. Les constructions restent nombreuses et importantes aux yeux de tous, puisqu'elles laissent une trace, mais elles s'accompagnent généralement de formations, et au moins au début, d'une aide au fonctionnement, à l'entretien. Les échanges d'expériences avec les villes des PECO laissent présager des relations dynamiques et durables, notamment dans le cadre de la construction européenne. L'Afrique reste trop souvent cantonnée à une aide concrète et matérielle. Les projets ont du mal à dépasser l'étape des constructions et de l'appui financier, pour aller vers un soutien à un développement autonome.

Un projet d'appui au développement efficace est d'abord celui qui répond le mieux au principe "de l'aide pour aider à se passer de l'aide". L'exemple des projets de la ville de Fougères montre qu'ils évoluent, que peu à peu des ambitions plus réfléchies mûrissent de par et d'autre. La coopération décentralisée demande du temps pour se construire; elle doit être appréhendée sur un temps long propice à la construction d'un climat de confiance mutuelle entre les partenaires.

2) L'investissement de la collectivité

La façon dont les collectivités choisissent de s'investir est un indicateur majeur de l'efficacité et de la qualité des projets. Pour estimer ce rôle, différents critères ont été choisis, notamment les modes de gestion de la coopération, l'implication de la ville dans la réflexion et la réalisation des projets ou programmes, et les financements investis.

a) Les différentes formes de gestion de la coopération décentralisée dans les collectivités:

En théorie, il existe trois grandes formes de gestion de la coopération décentralisée pour une collectivité locale:

- La gestion directe par la collectivité : La collectivité intègre l'action internationale soit au sein d'un service des relations internationales, soit au sein d'un service déjà existant (l'action sociale, la culture, la jeunesse et les sports...)
- La création d'une association para-municipale : La mise en œuvre de la coopération décentralisée peut être déléguée à une association, mais la collectivité reste responsable des actions menées dans le cadre de sa coopération. C'est un moyen de maintenir les relations avec les citoyens et le milieu associatif à travers une formule du type :

→ Comité de jumelage : qui aura pour charge la gestion des jumelages

- Une association para-municipale avec pour but la gestion d'un jumelage spécifique (en général, l'association est créée par la municipalité pour ce partenariat)
- La contractualisation : la collectivité délègue la mise en œuvre des actions internationales à une association au coup par coup sur présentation des projets et sur la base d'un contrat.

En pratique, les formes de gestion existantes sont beaucoup plus complexes, car elles peuvent associer les trois possibilités détaillées ci-dessus, comme le montre le tableau suivant.

Tableau N°7: les différentes formes de gestion de la coopération décentralisée dans les villes bretonnes, en 2005

	Professionnel(s) chargé(s) du dossier	Comité de jumelage ou association para- municipale	Contractualisation avec une association
Brest	X		
Concarneau		X	
Dinan		X	
Fougères	X		
Hennebont		X	
Landerneau		X	
Lannion			X
Lorient	X	X	
Morlaix		X	
Plérin		X	
Pontivy		X	
Quimper	X	X	
Quimperlé		X	
Rennes	X	X	
St Brieuc	X		X
Vannes		X	
Vitré		X	

Les comités de jumelage ou associations para municipales restent la forme la plus courante: ils existent dans près de 80% des cas. Généralement, ils sont apparus après la décision de la ville française de contractualiser avec une collectivité étrangère. Dans une minorité des cas, l'association est antérieure et est à l'origine du partenariat, comme l'association Santamaria Orléa à Quimper.

Saint Brieuc et Lannion ont développé des formes de gestion particulières: nous avons en effet vu précédemment que ces deux villes s'investissent vers les mêmes destinations que leur conseil général. Pour la réalisation de leurs actions, elles "contractualisent" ponctuellement avec l'association créée par le conseil général pour sa coopération décentralisée. Ce mode leur permet de bénéficier des compétences des professionnels du Conseil Général.

Seules les villes de Rennes, Brest et Saint Brieuc disposent d'un technicien uniquement chargé du dossier de la coopération décentralisée. A Fougères, il s'agit d'un mi-temps; tandis qu'à Quimper et Lorient, la coopération décentralisée est associée au dossier des relations internationales, voire même

à d'autres dossiers (comme celui du tourisme à Lorient). Rennes est la seule ville bretonne à avoir instauré un service entier pour les relations internationales (la DRI: Direction des Relations Internationales). La ville a choisi de créer en plus des comités de jumelages et de leur déléguer les thématiques liées aux échanges culturels et à la citoyenneté. Les professionnels de la coopération décentralisée restent rares dans les villes bretonnes et les partenariats sont, dans la grande majorité des cas, basés sur l'investissement de bénévoles.

b) Le rôle de maître d'ouvrage, plus ou moins assumé par les collectivités:

Nous avons vu précédemment que pour rester dans la légalité, la collectivité locale doit être maître d'ouvrage de son action internationale. Par la signature d'une convention, les collectivités reconnaissent ce rôle de maître d'ouvrage. Dans les trois modes théoriques de gestion de la coopération, que la gestion soit directe ou qu'elle se fasse par contractualisation (c'est-à-dire délégation d'une partie de la maîtrise d'œuvre), c'est bien la collectivité qui garde officiellement l'initiative du projet ou programme.

Cependant, dans les faits, nombreuses sont les collectivités qui signent une convention très souple, reconnaissant une association ou un comité de jumelage comme le principal partenaire de la collectivité étrangère (celle-ci pouvant également fonctionner de la même façon). Le résultat est que, souvent, ces associations ou comités de jumelage construisent leurs projets de façon indépendante (la liberté d'association des comités a d'ailleurs souvent été mise en avant lors des entretiens), déposent des dossiers de subvention à la ville, qui décide alors si elle appuie ou non financièrement le dossier. La collectivité reste responsable du projet, mais elle s'est désengagée de l'initiative et de la réflexion. Plus rien ne différencie cette forme de coopération de celle du soutien aux ASI. Cependant, dans presque tous les comités de jumelage ou association, un ou des élus sont membres du bureau ou du conseil d'administration. Cette "alliance" est intéressante, puisqu'elle permet d'intégrer des représentants de la ville à la réflexion et aux choix des projets. Elle fait cependant peser un risque sur la collectivité: celui de la gestion de fait:

L'organisation financière d'une commune repose sur le principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable: le paiement d'une dépense et l'encaissement d'une recette doit faire appel à deux personnes différentes: les deux fonctions sont incompatibles. Toute personne maniant les deniers publics (par exemple: la subvention accordée à une association) est comptable de fait, or, le comptable est inéligible. Pour éviter que la collectivité ne se mette dans l'illégalité en finançant les organismes dans lesquels ses élus sont impliqués, la loi précise que ils peuvent être membres de ces organismes mais ne doivent pas être majoritaires dans les instances décisionnelles. (le cas contraire donne régulièrement lieu à des recours devant le tribunal administratif). Pour se protéger de la gestion de fait, il serait nécessaire de détailler l'ensemble des relations entre la collectivité et l'association dans une convention de partenariat, déterminant clairement les obligations réciproques. Cette forme de contractualisation est bien connue des conseils généraux et des grandes villes, où la

pratique de la coopération décentralisée a été professionnalisée; cependant, elle reste marginale, notamment entre les petites collectivités et leurs comités de jumelage. Il est recommandé également aux élus membres du bureau d'une association de ne pas participer au vote de la délibération accordant une subvention à cette association.

Il faut aussi évoquer le cas de certaines villes qui contractualisent avec une collectivité étrangère pour soutenir une association de leur territoire qui s'est engagée là-bas, mais sans s'investir en parallèle. Elles le font pour permettre à l'association de bénéficier des fonds de la coopération. Cette forme d'engagement marque un faible investissement de la municipalité, qui ne s'intègre pas à la réflexion sur la coopération, mais se contente de financer les projets quand ils lui conviennent, et de servir de boîte aux lettres pour des fonds étatiques.

Ces éléments juridiques doivent être pris en compte et expliqués: en effet, les situations décrites ci-dessus sont dues à une méconnaissance de la coopération décentralisée et de ses règles (et sans doute pas à une volonté de détournement des fonds). Les collectivités manquent d'exemples pour agir autrement.

c) La délégation quasi généralisée de la maîtrise d'œuvre

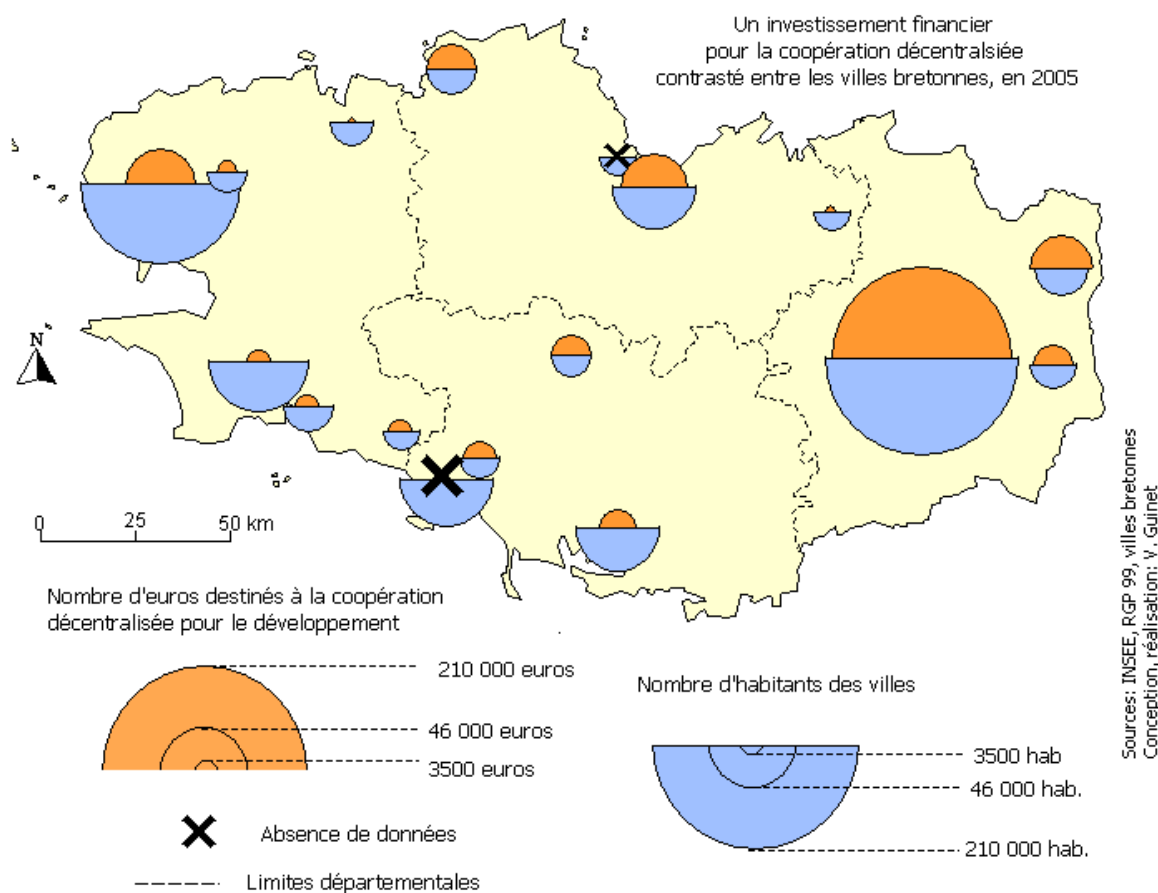
Le maître d'œuvre "travaille pour le compte d'un client, le maître d'ouvrage, qui définit les spécifications du système à réaliser; mais c'est le maître d'œuvre qui choisit les moyens à mettre en œuvre (en particulier les sous traitants). Il est responsable vis à vis du maître d'ouvrage de la réalisation du projet." Très rares sont les villes qui font appel à leurs propres services communaux pour mettre en œuvre leur politique de coopération. En effet, la difficulté déjà existante pour assumer leur rôle de maître d'ouvrage les conduit à faire reposer l'ensemble de la maîtrise d'œuvre sur les comités ou associations. Comme exception, il est possible de citer la ville de Rennes, qui investit ses propres services communaux, notamment pour l'appui à la gestion urbaine des villes d'Europe Centrale et Orientale. Cependant, pour sa coopération avec le cercle de Bandiagara, la plus importante, l'ensemble de la maîtrise d'œuvre est actuellement déléguée à l'Association de Jumelage Rennes-Plateau Dogon (AJRPD). Cette situation pourrait évoluer avec l'introduction d'une nouvelle thématique, l'appui à la décentralisation, dans le cadre de cette coopération. La ville de Saint Brieuc utilise aussi ses propres services, notamment en y intégrant des cadres administratifs nigériens pour les former, en les faisant travailler sur des thématiques concrètes.

Ce constat est bien évidemment lié à la taille des villes: mis à part Rennes, aucune ne dépasse les 150 000 habitants. Le réseau des villes de plus de 10 000 habitants est relativement dense en Bretagne, mais il reste composé essentiellement de villes petites et moyennes. Les moyens matériels et humains à leur disposition sont insuffisants pour une gestion directe et intégrée de la coopération décentralisée.

d) L'importance des financements investis

Sur l'ensemble des villes, c'est plus de 370 000 euros qui ont été dépensés en 2004 pour la coopération décentralisée pour le développement (dont la moitié par la ville de Rennes). Il est très difficile de comparer les villes selon leur investissement financier, car il n'existe pas en général un fond propre à la coopération décentralisée. Il est possible d'obtenir auprès des associations et des comités de jumelage les montants des subventions qui ont été versées par la mairie en 2004. Parfois, l'ensemble des jumelages sont rassemblés au sein d'un même comité, ce qui rend impossible de différencier les sommes destinées aux villes des pays du Sud ou des PECO des autres: c'est le cas pour Lorient et Plérin, d'où l'absence de données. Pour Rennes, la ville a décidé de verser 1/1000^e de son budget de fonctionnement à l'aide au développement: 50% va pour la coopération avec le Mali, et le reste se partage entre la coopération avec Huê, la subvention du CRIDEV, la semaine de la Solidarité Internationale... L'ensemble de ce 1/1000^e n'est donc pas destiné à la coopération décentralisée pour le développement. Cependant, d'autres fonds existent pour les autres jumelages avec le Sud et les PECO. L'investissement des services communaux pour l'appui à la gestion urbaine n'est pas non plus compris. Sur la carte suivante, c'est le montant du 1/1000^e qu'il a été choisi de représenter. Pour certaines villes, comme Vitré ou St Brieuc, ce sont les financements versés pour la coopération la plus importante, c'est-à-dire avec le Mali et avec le Niger, qui ont été pris en compte.

Carte N°11:



Cette carte permet de mettre en parallèle deux informations: d'une part la population des villes, en bleu, et d'autre part le nombre d'euros dépensés pour la coopération décentralisée pour le développement, en orange. Les villes pour lesquelles le cercle est presque parfait, comme Pontivy, sont celles qui investissent un euro par habitant. Si le demi cercle supérieur, orange, est plus grand, les villes dépensent plus d'un euro, et inversement. Les quinze villes pour lesquelles les informations ont pu être réunies versent en moyenne 0,58 euros par habitant. Le maximum est de 1.4 euros par habitant pour la ville de Fougères. Les villes de Saint Malo et de Ploemeur n'ont pas été représentées ici, leurs actions n'allant pas dans le sens d'un appui au développement. La carte ci-dessus met aussi bien en valeur les différences existant entre les départements: les villes des Côtes d'Armor et d'Ille et Vilaine investissent des sommes importantes, proportionnellement à leur population, alors que dans le Finistère et le Morbihan, la coopération décentralisée tient une place moins importante dans les budgets.

Au delà de l'aspect financier, l'efficacité d'un programme de coopération est aussi liée à la capacité des villes à mobiliser différents organismes qui peuvent venir appuyer leurs démarches.

3) La capacité à engager des partenaires

Les collectivités du Nord comme du Sud, aussi légitimes soient-elles, sont amenées à collaborer avec les associations et plus largement avec le tissu économique et social; leur partenariat a besoin de s'ouvrir et de se diversifier, ne serait-ce que pour donner tout son sens à son caractère public.

a) Un atout spécifique des collectivités:

La mobilisation de multiples partenaires permet de donner de l'ampleur aux projets. Ceux-ci, au lieu de rester centrés sur les compétences d'une unique structure peuvent bénéficier des savoir-faire d'organismes divers, ayant vocation ou non à faire de la coopération. Rares sont les collectivités bretonnes qui agissent seules; les établissements scolaires (écoles, collèges et lycées) et les hôpitaux sont parmi les structures les plus mobilisées.

La ville de Vannes, dans le cadre de son partenariat avec Walbrzych, en Pologne présente à ce titre, un exemple tout à fait intéressant de coopération: l'association Vannes-Walbrzych ne construit pas elle-même de projets, mais elle s'est fixée comme objectif de mobiliser les acteurs du territoire et de les mettre en contact avec leurs homologues, dans la collectivité partenaire. Ainsi, en plus de lycées et de l'école d'infirmières, la chambre des métiers, l'office du tourisme de Vannes et la fédération départementale des pompiers participent aux échanges.

La ville de Rennes, pour son jumelage avec le cercle de Bandiagara au Mali a choisi une autre forme de coordination des acteurs: l'association qui a été créée, l'AJRPD, (association de jumelage Rennes Plateau Dogon) est en fait un collectif associatif, regroupant plusieurs ASI: "les amis de Tougoumé", "Architectes Sans Territoire", "PRISME", "l'AIVM" (association Ille et Vilaine Mopti), "le Pélican", "AVEC" (association Voyages et Chantiers"), ainsi que "Sup de Cœur", association de l'école de commerce de Rennes, et l'UMIV (Union Mutualiste d'Ille et Vilaine).

Dans le domaine de la formation, de nombreuses autres structures sont mises à contribution dans le cadre des partenariats de coopération décentralisée des collectivités, comme l'inspection académique, le tribunal d'instance et le tribunal administratif sans oublier de nombreuses formations (IPAG, écoles de commerce, d'architecture) et les facultés. L'université de Bretagne Ouest, notamment, participe activement à la réflexion sur la coopération.

b) Mobiliser les partenaires financiers: une étape nécessaire pour des projets ambitieux

Les fonds libérés par les collectivités sont généralement insuffisants pour mettre en œuvre leurs projets. Parmi les petites villes, beaucoup de comités ou d'associations fonctionnent encore en partie grâce à des fonds propres, issus de ventes d'artisanats, d'organisation de repas et autres manifestations. Cependant, quelle que soit la ville, la sollicitation d'autres partenaires financiers s'est généralisée. Il faut noter ici l'ambiguïté du statut des comités et associations para municipales qui

jouent sur tous les tableaux puisqu'ils peuvent bénéficier à la fois des fonds destinés à la coopération des collectivités, et à ceux des associations.

Les conseils généraux sont les plus sollicités, suivis de près par l'Etat. Seules deux villes, intervenant au Niger et au Sénégal font appel à la région. Les villes sont de plus en plus nombreuses à monter des dossiers à destination de l'Union Européenne, ou à répondre à des appels d'offres, avec

Fiche de synthèse N°1

moins développés en termes de revenus, n'ayant pas accès au marché des capitaux et avec lesquels la France entend nouer une relation forte de partenariat dans une perspective de solidarité et de développement durable qui répond à plusieurs objectifs :

- La consolidation de l'état de droit et l'enracinement de la démocratie.
- Le soutien à une croissance durable fondée sur des économies équilibrées, plus diversifiées et moins vulnérables.
- La couverture des besoins sociaux essentiels.

Sources : CPER Bretagne, MAE, CUF
Réalisation : V. Guinet

de Lomé, signé en juin 2000 entre l'Union Européenne et 77 pays d'Afrique, Caraïbes, et Pacifique (ACP), établit un cadre de coopération particulièrement important pour la politique européenne de développement. Il associe la dimension politique, le commerce et la participation de la société civile. Il reconnaît le rôle complémentaire et la contribution des acteurs non étatiques dans le processus de développement. Dans le cadre de la mise en œuvre du 9^e FED, l'UE définit avec chaque pays et chaque région une coopération régionale inscrite dans le cadre de documents de stratégie nationaux ou régionaux. Dans chacun de ces documents figurent les priorités retenues pour les années 2000-2007.

- Dans le cadre du programme **PVD ALA**, destiné à l'Asie et à l'Amérique latine. Il a été conçu pour renforcer les liens commerciaux, économiques, culturels ou scientifiques entre l'UE et ces pays. Il comprend une aide financière et technique, qui vise les populations les plus démunies et une coopération économique, destinée aux pays dont le développement économique est relativement avancé.
- Dans le cadre du programme **TACIS** (coopération avec les nouveaux états indépendants): créé en 1991 pour aider les pays de l'ex URSS à réaliser leur processus de transition, à consolider leurs structures démocratiques et juridiques et à développer leur économie de marché.
- Dans le cadre du programme **PHARE** (avec les PECO). C'est l'instrument financier de l'UE, mis en place en 1989 pour assister les PECO dans leur transition vers le régime démocratique et l'économie de marché. Depuis 1998, l'objectif général du programme PHARE est d'aider les pays candidats à préparer leur adhésion à l'UE.
- Dans le cadre du programme **MEDA** (avec les pays méditerranéens). Il s'articule autour de trois axes: la mise en place d'une zone de libre-échange et d'actions de soutien à la transition économique; des actions destinées à favoriser un développement économique et social durable, et des actions de soutien à la coopération régionale et transfrontalière.

Sources : UE, MAE, RESACOO
Réalisation : V. Guinet

4) L'aptitude à prendre du recul par rapport aux projets

Il s'agit d'étudier ici la capacité des villes à analyser les projets en cours, passés ou futurs. Pour ce faire, il existe deux démarches importantes : le diagnostic préalable et l'évaluation.

a) Le diagnostic préalable: une pratique mal connue

Selon la charte de la coopération décentralisée pour le développement durable, *"Tout projet de coopération décentralisée nécessite l'élaboration d'un diagnostic partagé préalable, permettant d'évaluer les impacts sociaux, économiques, environnementaux et culturels, directs et indirects, à court, moyen et long terme des actions envisagées"*. Il faudrait ajouter à la citation précédente que ce diagnostic doit aussi permettre d'avoir une vision plus large dans l'espace que celle du village ou de la commune d'intervention : certains équipements, créés sur une commune choisie uniquement parce que c'est elle qui a un partenaire français, risquent de déstabiliser l'équilibre de la zone. Il faut que tous ceux qui agissent prennent conscience que même des actions minimales peuvent avoir des conséquences; Pour prendre un exemple extrême, le documentaire de Hubert SAUPER, "le cauchemar

de Darwin", illustre bien les bouleversements dramatiques que peut entraîner un acte anodin, l'introduction d'une nouvelle espèce de poisson dans le lac Victoria, sur les modes de vie de toute une communauté. L'exemple des convois de médicaments, hors période de crise, pouvant déstabiliser complètement l'économie pharmaceutique locale, est aussi fréquemment cité. Ce diagnostic est aussi d'autant plus important que la collectivité française qui agit ne sera pas celle qui en supportera les conséquences (ce qui ne facilite pas l'introduction de cette pratique).

Globalement, parmi les villes bretonnes, le diagnostic des impacts est une pratique assez mal connue et très peu utilisée. Il est régulièrement confondu avec le diagnostic des besoins. Dans les domaines pointus, comme l'hydrologie, l'étude d'impact s'est imposée. La ville de Morlaix, qui travaille avec cinq autres communes bretonnes sur un projet de barrage au Burkina Faso a, par exemple, fait appel à une association spécialisée pour étudier le terrain auparavant. Mais pour des projets plus modestes, comme la construction de puits, elle est souvent négligée. Hors, dans les régions très sèches, on sait maintenant que les forages sauvages et le développement des petites pompes à moteur rendent impossible le contrôle du volume d'eau prélevé, et fragilise le renouvellement des nappes. Pour les rares collectivités qui agissent en maîtrise d'œuvre direct, ce type d'expertise peut au contraire faire partie des compétences proposées: ainsi, la ville de Rennes s'est engagée à Jéricho, à mener une étude sur l'impact écologique d'une couverture des canaux d'irrigation.

Le diagnostic, première phase d'un projet, permet aussi de bien poser les objectifs, et donc de préparer l'évaluation.

b) L'évaluation: un procédé qui aurait besoin d'être professionnalisé

Le terme d'évaluation, contrairement à celui du diagnostic préalable est aujourd'hui bien connu des acteurs de la coopération. Cependant, il est souvent compris comme un bilan, alors qu'il recouvre une procédure bien plus complexe.

Evaluer, c'est mesurer les impacts et les résultats des actions pour améliorer sa façon de travailler. L'évaluation est engagée en vue d'une amélioration prospective. Ce n'est pas un verdict posé sur une action, l'évaluation ne délivre pas de sentence. « Evaluer, c'est avant tout vouloir évoluer ». C'est un volet à part entière d'une démarche de coopération décentralisée, "un des signes de maturation des relations internationales" (CUF).

On distingue trois enjeux principaux dans une évaluation:

- Réformer : poser un diagnostic qui sera le fondement d'une phase ultérieure ; Analyser le passé en profondeur pour mieux comprendre l'avenir.
- Informer : l'évaluation est une réponse à une demande sociale de plus en plus importante en matière de transparence. Elle permet de partager les informations entre les différents acteurs

- Former : l'évaluation est une démarche formatrice : sa fonction est pédagogique : elle permet de comprendre ce qui s'est passé et de donner lieu à un travail de réflexion collective.

Différents aspects des partenariats peuvent être évalués en coopération décentralisée: les projets et les réalisations (pertinence, efficacité, pérennité des actions mises en place), le partenariat : c'est le comment..., une politique : le pourquoi (motivation des acteurs, stratégie mise en œuvre, cohérence d'ensemble des projets...). L'entrée par le projet est importante, mais rarement suffisante, car la coopération décentralisée est avant tout une relation dynamique. Or dans la grande majorité des cas, c'est uniquement cette forme de l'évaluation qui est traitée. Son résultat est finalement plus un bilan des projets qui viennent d'être réalisés qu'une évaluation.

Il existe aussi plusieurs types d'évaluation:

- L'évaluation interne : elle est conduite par les responsables du projet, soit seuls, soit assistés. Elle présente le risque d'un manque d'ouverture et d'un manque de recul
- L'évaluation externe : la structure qui commande l'évaluation est distincte de celle qui la réalise : c'est plus long et plus onéreux
- L'évaluation mixte : elle s'appuie simultanément sur un évaluateur externe et sur les ressources internes de la structure.

Rares sont les collectivités qui choisissent une évaluation en externe. Deux peuvent être citées: le conseil général des Côtes d'Armor, et la ville de Brest avec la Communauté Urbaine. Dans chacun des cas, une remise à plat des politiques de coopération décentralisée a été effectuée. Alors que les changements entraînés semblent positifs dans les Côtes d'Armor, les relations de partenariat de Brest peinent à se relever de l'audit qui a été effectué. A titre indicatif, une évaluation en externe peut coûter entre 15 000 et 25 000 euros (investissement inimaginable pour une petite collectivité). Ces coûts varient évidemment en fonction des champs couverts par l'évaluation : nombre de partenariats, de partenaires concernés...) La durée d'une évaluation peut être échelonnée sur une période de huit mois à un an, comprenant la période de maturation et de préparation du projet (4 à 6 mois en moyenne) et la réalisation de l'évaluation (2 à 3 mois).

Le coût de l'évaluation, sa durée et les bouleversements qu'elle peut engendrer rendent difficile une professionnalisation de cette pratique. Celle-ci serait pourtant souhaitable, car " nul ne peut évaluer seul les retombées de son action " (CUF). Elle est nécessaire pour alimenter la réflexion de ceux qui agissent, et la faire évoluer. L'évaluation mérite d'être intégrée plus régulièrement aux pratiques de coopération et d'être pensée dès la mise en place d'une nouvelle programmation. Souvent, les petites collectivités savent qu'elles feront une évaluation ou un bilan à la fin de leurs projets, mais elle n'est pas préparée, au préalable, en fonction des objectifs fixés à l'origine.

L'évaluation s'est généralisée car elle devenue obligatoire pour toute structure bénéficiant d'un financement public. Cependant, les clefs pour la mener à bien n'ont souvent pas été transmises. Par ailleurs, le fait qu'elle se fasse souvent pour les organismes qui financent ne facilite pas la réalisation d'un travail objectif : il est toujours difficile de remettre en cause un projet qui a été subventionné quand on espère de nouveau des fonds de la même structure.

En guise de conclusion, il ne s'agit pas de généraliser, la difficulté de cette analyse tenant dans la diversité des pratiques des villes, mais de tirer quelques grandes tendances, qui caractérisent l'efficacité des projets des villes :

Conclusion autours des critères d'efficacité des Projets:

ASPECTS POSITIFS	POINTS A AMELIORER
<ul style="list-style-type: none"> ■ Des choix d'actions qui vont de plus en plus dans le sens d'une autonomie de la collectivité appuyée ■ Un investissement financier global non négligeable de la part des villes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Méconnaissance des différentes possibilités de gestion de la coopération par une collectivité ■ Peu de villes assument vraiment la maîtrise d'ouvrage de leurs projets de coopération décentralisée

<ul style="list-style-type: none"> ▪ La mobilisation de multiples partenaires issus de la société civile dans les programmes de coopération des villes ▪ L'évaluation est une pratique qui s'est généralisée 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les professionnels de la coopération décentralisée sont rares dans les villes ▪ L'investissement des services communaux en coopération est faible ▪ Le diagnostic des impacts est un concept peu connu par les acteurs de la coopération décentralisée; l'évaluation aurait besoin d'être professionnalisée
--	---

B. La cohérence des politiques

Dans le sens commun, on associe la notion de cohérence au jugement d'incohérence, à ce qui paraît inadéquat. Ce concept repose donc sur un sentiment, ce qui rend l'analyse plus subjective. Il est complexe pour tester la cohérence d'utiliser des critères quantitatifs, c'est pourquoi les constats suivants se basent généralement sur les discours des acteurs rencontrés et sur les interprétations qui en ont été tirées. La cohérence des politiques des villes en matière de coopération décentralisée pour le développement sera étudié sous trois angles : la cohérence géographique, la pertinence de l'intervention et la capitalisation des expériences. Plus précisément, il s'agit ici de se poser trois questions :

La cohérence géographique est-elle souhaitable, doit-elle être un critère majeur lors du choix des partenariats ? Quelle est l'influence de chacune des collectivités, françaises et étrangères, et de leurs partenaires étatiques et communautaires sur le choix des thèmes et mode d'intervention ? Et enfin, les acquis antérieurs sont-ils être valorisés et diffusés et permettent-ils la capitalisation des expériences ?

1) La cohérence géographique, entre atout et contrainte

Par cohérence géographique, on entend l'intervention de plusieurs collectivités vers une même zone géographique, chaque échelle de collectivité ayant un partenaire correspondant à son échelon de collectivité locale ou d'entité administrative. Nous l'avons vu au début de cette étude: c'est le cas principalement au Niger, dans le département de Tchirozérine, au Mali dans la région de Mopti, en Roumanie dans le judet de Sibiu et en Pologne dans la Voïvodie de Wiekopolska. Celle-ci doit-elle être recherchée, et si oui, à quel prix ? Quels sont les risques ou les atouts pour les pays en développement d'une action concentrée sur une région, ou au contraire d'une dispersion des partenariats ? Faut-il plutôt rechercher la complémentarité?

a) Un "plus" certain quand elle est possible:

L'éparpillement des partenariats présente en effet un certain danger pour les pays en développement. L'aménagement du territoire est une politique qui s'envisage d'abord à l'échelle d'un état: les collectivités doivent faire attention à ne pas favoriser un développement trop inégalitaire du territoire et complètement subjectif. Il n'existe en plus dans ces pays aucun fond de péréquation qui pourrait rétablir l'équilibre. Le conseil général des Côtes d'Armor, qui a mené une importante réflexion sur ce domaine, a mis en place une démarche intéressante. Dans le cadre de son partenariat avec le département de Tchirozérine, il a incité les villes de son territoire à nouer des liens avec les villes de sa collectivité partenaire. Ainsi, Saint Briec est jumelée avec Agadez, Lannion avec Tchirozérine, et la communauté de communes Arguenon-Hunaudaye avec la commune d'Ingall. Les trois dernières communes du département de Tchirozérine, qui n'ont pas trouvé de partenaire, sont accompagnées par le Conseil Général. Par contre, il a été décidé que le Conseil Régional de Bretagne, qui voulait aussi s'investir au Niger, mais dans un autre cadre que la coopération décentralisée, choisirait d'autres zones géographiques d'intervention, pour un développement plus égalitaire. Cet exemple montre que dans le débat entre synergie et complémentarité des actions, il n'y a pas une solution qui prime: les différents acteurs doivent être capables de jongler habilement entre les deux. Ces choix doivent toujours être pensés en fonction des plans nationaux de développement des pays concernés.

Parmi les villes bretonnes, une certaine cohérence géographique, au moins à l'échelle internationale (c'est-à-dire vers un même pays), favorise les rencontres et le partage d'expériences; elle induit une certaine stimulation positive. Ainsi, les villes du sud de la Bretagne qui ont des partenariats au Mali (Vannes, Hennebont, Pontivy, Quimperlé et Queven) ont créé une sorte de petit réseau informel: les associations ou comités de jumelage se rencontrent régulièrement pour échanger sur leur coopération.

b) Un critère à préférer : l'appui aux initiatives de la société civile?

La démarche de coopération décentralisée, telle qu'elle est justifiée par les collectivités du Nord, s'intègre dans le développement local. C'est-à-dire qu'elle comprend à la fois des actions de développement là-bas ainsi qu'un important travail de sensibilisation ici. Ce dernier sera d'autant mieux entendu et compris si la ville s'appuie sur son tissu associatif propre. Pour une démarche complète de coopération décentralisée, il faut que les populations soient impliquées; pour une petite ville, s'appuyer sur la société civile, c'est être sûr que les populations vont s'investir et que la municipalité ne va pas porter seule le projet, c'est pourquoi appuyer et soutenir la société civile est aussi essentiel. La ville, en choisissant la même destination qu'une association ou d'autres organismes, peut venir renforcer la dynamique. On constate souvent que ce sont les partenariats où la société civile est la plus investie, qui marchent le mieux.

2) La pertinence de l'intervention

La pertinence de l'intervention concerne le choix des thèmes des partenariats : l'analyse suivante vise à soulever trois questions : Comment se fait ce choix, et surtout, comment sont prises en compte les attentes de la collectivité partenaire ? Est-ce que les domaines d'intervention correspondent aux compétences des villes ? Les orientations communautaires et étatiques ont-elles un impact sur les politiques des villes et parviennent-elles à les harmoniser ?

a) Le choix des thématiques d'intervention:

Il s'agit d'envisager ici comment les villes choisissent les thèmes sur lesquels elles vont intervenir. La charte de la coopération décentralisée pour le développement durable indique, dans le principe de Solidarité: "*prenant en compte l'interdépendance entre les territoires et les générations, la coopération décentralisée doit permettre **d'identifier ensemble** les besoins des territoires partenaires, et d'élaborer par des **réflexions et des moyens communs**, des stratégies et projets de développement*". Les villes bretonnes définissent leurs projets de différentes façons: les plus importantes, ou celles en lien avec les conseils généraux peuvent conduire des études de besoins, en lien avec les partenaires locaux. Dans ces cas-là, il y a souvent des volontaires, présents sur place. Elles peuvent alors bien construire un diagnostic partagé des besoins. Les autres sont à l'écoute des attentes de leurs partenaires. Une pratique intéressante se développe: la ville de Vannes, par exemple, dans sa relation avec Baroueli, au Mali, se sert des Plans de Développement Local, réalisés par la collectivité malienne, pour choisir ses projets. La ville de Rennes devrait d'ailleurs s'investir prochainement pour appuyer la réalisation de Programmes de Développement Sociaux et Economiques (PDSEC) pour les communes du cercle de Bandiagara.

L'époque où l'on pouvait reprocher aux collectivités françaises de calquer leur modèle sur leurs partenaires des pays en développement semble bien dépassée, à tel point même, que certaines hésitent à donner leur avis sur les projets qu'elles financent. Elles n'ont qu'une crainte, c'est que leur action soit assimilée à du néo-colonialisme ou à de l'ingérence (au sens contemporain du terme, c'est-

à-dire l'intrusion d'un état ou d'une collectivité dans les affaires intérieures d'un autre état ou collectivité).

b) La pertinence de l'intervention, par rapport aux domaines de compétences des villes

Ce thème a déjà été en partie abordé: l'étude des thématiques d'intervention et de la gestion de la coopération décentralisée à l'intérieur des collectivités françaises (avec la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre) ont montré que généralement, les actions des villes portent peu sur leurs compétences. Les collectivités locales possèdent des compétences spécifiques en matière de gestion communale ou urbaine, en matière de démocratie locale, qui constituent des axes de travail propres à la coopération décentralisée, mais qui sont rarement développés par les villes bretonnes. Les demandes des villes ou villages des PECO ou PVD ne correspondent en plus pas forcément aux compétences des villes.

On peut se demander à quoi est lié ce constat: les villes n'ont-elles pas ou ne se donnent-elles pas les moyens de mener de véritables politiques de coopération décentralisée? La coopération décentralisée est une notion jeune, elle n'a qu'une dizaine d'années et le repère que peut avoir tout un chacun en matière de Solidarité internationale reste l'association. Ainsi pour toutes les collectivités qui n'ont pas les moyens de professionnaliser ce domaine, la démarche de coopération se transforme en un financement d'association, intervenant sur des thématiques plus spécifiques aux ASI (la santé, l'éducation, le développement rural...). Les villes ne savent pas comment faire autrement.

c) L'influence des orientations nationales et européennes:

Au-delà de leurs programmes propres d'aide au développement, la France et l'Europe cherchent à guider et orienter les politiques de coopération des collectivités ; ces orientations sont essentiellement visibles à travers les critères de soutien financier. Elles ont déjà permis des évolutions importantes, comme la généralisation des conventions de coopération, entre collectivités. Certaines pratiques comme l'évaluation connaissent aussi un développement important, car elles sont rendues obligatoires afin de bénéficier de fonds publics.

Les crédits actuels pour la coopération montrent bien ce rôle influent que veulent jouer les institutions étatiques et communautaires, et qui permet une certaine harmonisation des démarches des collectivités :

- L'implication dans des actions dites "triangulaires":

L'Etat français cherche à encourager les mises en réseau opérationnelles et la recherche de partenariats nouveaux mobilisant plusieurs collectivités locales françaises. C'est dans cet objectif qu'il a mis en place le fonds de soutien aux initiatives concertées en coopération

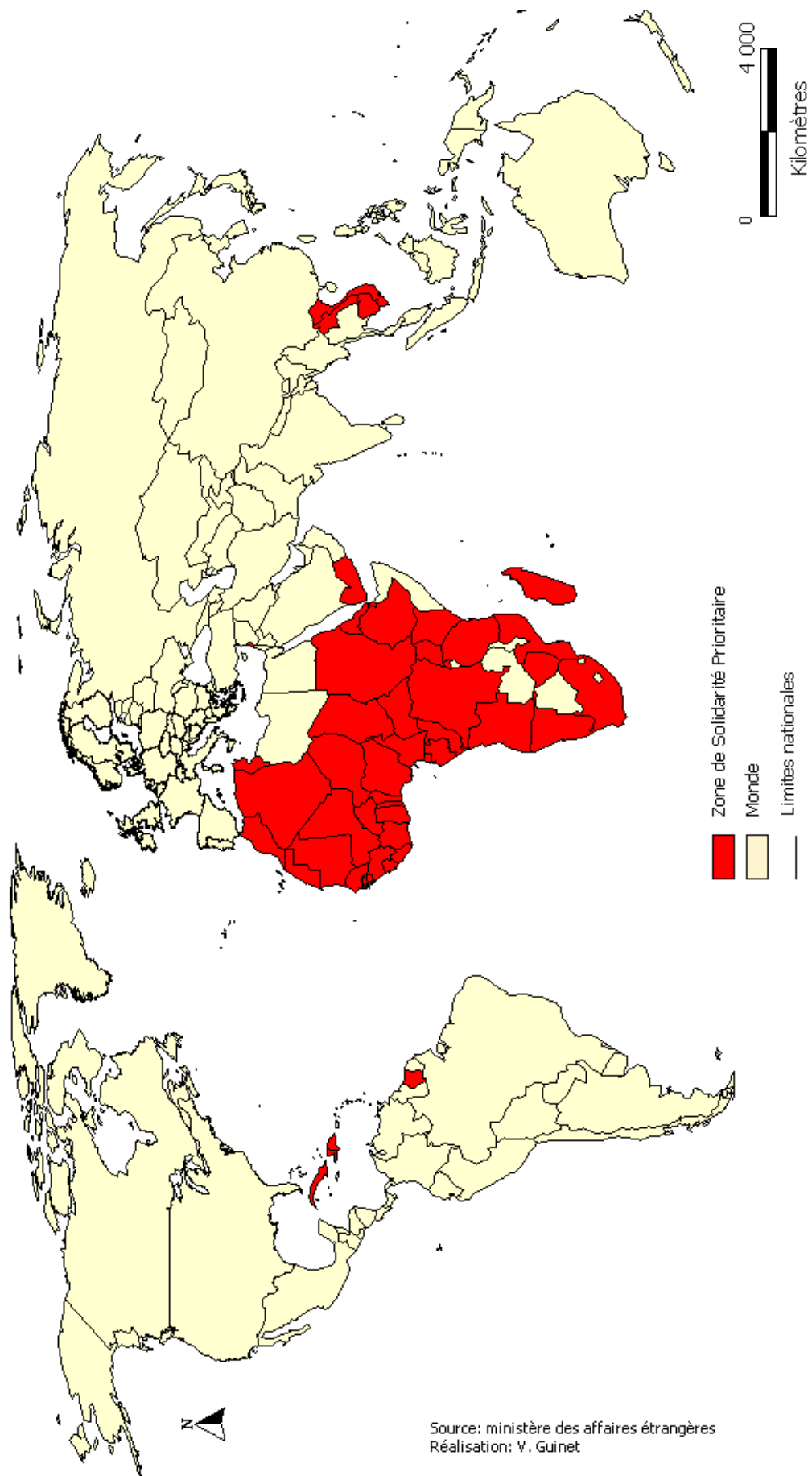
Sept villes bretonnes mènent ou ont mené au moins ponctuellement des actions avec une ville du Sud ou des PECO, en impliquant une troisième collectivité; trois autres font des tentatives dans ce sens. Ces partenariats triangulaires existent aussi bien avec les PECO que les pays du Sud (50% chacun).

Dans la totalité des cas, c'est une seconde collectivité du Nord qui a été investie, le plus souvent allemande. Aucun jumelage tripartite Nord-Sud-Sud n'a encore été recensé parmi les villes bretonnes. Ce pourrait être une initiative intéressante, notamment pour mettre en contact deux villes du Sud entre elles, pratique encore peu courante.

- Le crédit au titre du fonds de solidarité prioritaire :

"La Zone de Solidarité Prioritaire a été définie par le gouvernement français en février 1998 comme celle où l'aide publique, engagée de manière sélective et concentrée, peut produire un effet significatif et contribuer à un développement harmonieux des institutions, de la société et de l'économie. Elle se compose de pays parmi les moins développés en terme de revenus, n'ayant pas accès au marché des capitaux et avec lesquels la France entend nouer une relation forte de partenariat dans une perspective de solidarité et de développement durable." (cf site internet du ministère des affaires étrangères). Cette zone peut évoluer. Depuis 2002, elle comprend les pays représentés sur la carte 12. Les PECO n'en font pas partie. Elle comprend l'essentiel de l'Afrique, la péninsule indochinoise et quelques îles d'Amérique latine (Haïti, la république dominicaine...)

Plus de 75% des partenariats bretons avec des collectivités du Sud concernent la Zone de Solidarité Prioritaire. Il ne faut sans doute pas voir de relations de cause à effet entre les destinations des partenariats et le choix de cette ZSP, mais cette information permet de montrer que l'état et les collectivités ont défini des priorités géographiques à peu près similaires. En fait, lorsque les conventions s'adressent à des collectivités de pays en développement, et spécialement dans ceux de la Zone de Solidarité prioritaire, elles participent naturellement à l'aide française au développement; c'est pourquoi la coopération décentralisée est encouragée par l'Etat.



- L'Union Européenne et le principe de l'appel d'offre :

Pour mettre en place sa politique de coopération, l'Union Européenne fonctionne par appel d'offre, auxquels peuvent répondre les collectivités. L'appel d'offre définit les besoins et les caractéristiques précises de la proposition. Les structures intéressées, dont les services correspondent au besoin exprimé peuvent répondre en formulant une proposition. La sélection se fait ensuite en fonction de critères définis initialement. De cette façon, l'U.E définit elle-même le projet, le finance, et les collectivités qui y répondent sont ses opérateurs. Rares sont les villes bretonnes qui ont déjà répondu à un appel d'offre : ils nécessitent des moyens humains importants.

Au-delà des incitations financières, l'état français comme l'Europe émettent des documents qui ont vocation à guider les actions des acteurs de la solidarité internationale.

Les services de l'Union Européenne produisent des Documents de Stratégie Pays (DSP). Ils décrivent les objectifs de coopération de l'UE, la réponse politique et les domaines prioritaires de coopération, sur la base d'une évaluation complète de l'agenda politique du pays partenaire et de sa situation politique et socio-économique. Le Programme Indicatif National (PIN) expose la réponse de l'UE plus en détail, mettant en exergue ses objectifs, les résultats attendus et les conditions à respecter dans les domaines de coopération prioritaires pour des périodes pluri-annuelles.

La commission nationale de la coopération décentralisée émet, elle, des dossiers pays, qui informent plus qu'ils n'orientent les collectivités. Par contre, ce rôle de guidage pourrait être relayé par les ambassades, à l'étranger. Certaines prévoient un programme d'appui et de conseil aux collectivités territoriales, comme celle du Mali, du Burkina ou du Sénégal. Pourtant, lors des entretiens, à aucun moment les ambassades n'ont été évoquées. On peut se demander si le rôle qu'elles peuvent jouer est suffisamment connu des collectivités.

Les "carottes" financières de l'Etat et, dans une moindre proportion, de l'Europe permettent d'orienter les démarches politiques de coopération des collectivités et d'introduire de nouvelles pratiques intéressantes. Leur impact est suffisamment important pour assurer une certaine cohérence et harmonisation entre les politiques étatiques et communautaires, et celles des collectivités. Toutefois, cette dépendance des villes par rapport aux fonds nationaux et européens pour la réalisation de leurs projets peut aussi poser question.

3) La valorisation, la capitalisation et la diffusion des expériences

Sur le principe de capitalisation, la charte indique: *"les partenaires du projet doivent s'attacher à ce que l'expérience tirée de leur coopération soit capitalisée, valorisée et exploitable par l'ensemble de acteurs de la coopération décentralisée. Le produit de cette capitalisation doit être diffusé au sein*

des collectivités territoriales concernées mais également relayé à une échelle plus large par le biais des associations de collectivités territoriales actives en matière de coopération internationale."

Capitaliser, c'est connaître, comprendre et analyser ses propres expériences, ainsi que celle des autres, pour en tirer parti: la capitalisation permet de ne pas refaire les mêmes erreurs, de découvrir de nouvelles façons de fonctionner et de sans cesse aller de l'avant en améliorant ce qui a été conçu par d'autres. Comment un tel concept est-il appréhendé par les villes bretonnes?

Il existe à l'échelle nationale des réseaux qui ont pour objectif de fédérer les collectivités autour sur la coopération décentralisée, et de favoriser leurs échanges d'expériences. Il s'agit essentiellement de Cités Unies France et de l'Association du Conseil des Communes et Régions d'Europe, qui ont été présentés au début de cette étude; nous allons voir maintenant quelle répercussion ils connaissent parmi les villes bretonnes investies. Nous évoquerons ensuite les échanges existant entre les villes, et plus largement entre les collectivités bretonnes.

a) L'appartenance à des réseaux nationaux d'échanges et de formation:

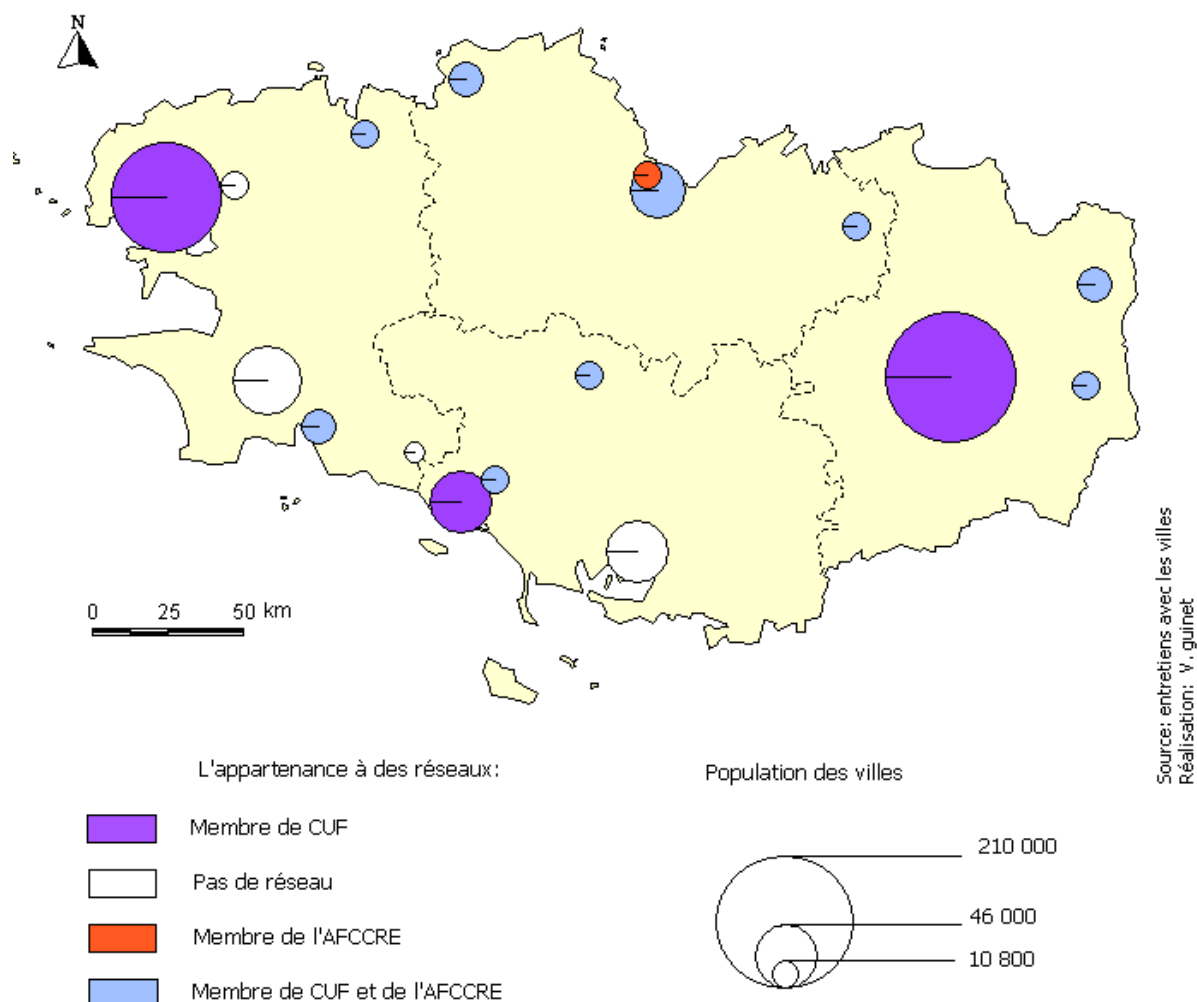
Cités Unies France est incontestablement le réseau qui connaît les répercussions les plus importantes en Bretagne: sur les dix sept villes investies en coopération décentralisée pour le développement, douze en sont membres. Elles appartiennent généralement au groupe pays correspondant à celui de leur collectivité partenaire. Ces groupes permettent de rassembler autour d'une même table les différentes collectivités françaises intervenant auprès des collectivités d'un même pays. Toutes les villes investies des Côtes d'Armor et d'Ille et Vilaine sont membres de ce réseau (à l'exception de celle de Plérin, qui elle adhère à la Fédération Mondiale des Citées Unies, devenue depuis peu "Cités et Gouvernements Locaux Unis). Les villes adhérant à L'AFCCRE sont moins nombreuses en Bretagne; cette association concerne essentiellement les jumelages entre villes européennes, d'Europe occidentale ou des PECO, et c'est à ce titre que Rennes, Brest, Lorient et Plérin en sont membres.

De telles adhésions permettent aux collectivités d'accéder à des bases de données, à une documentation abondante sur les pratiques de coopération et surtout à des formations sur des thèmes divers ("la coopération décentralisée, mode d'emploi", "coopération décentralisée et développement durable", "coopération décentralisée et coopération territoriale européennes"...). Ces adhésions ont un coût pour les collectivités: Ainsi, la ville de Rennes dépense plus de 25 000 euros pour adhérer à des réseaux de coopération (CUR, AFCCRE, mais aussi la Conférence des Régions Périphériques Maritimes ainsi que les associations de coopération du Conseil Général d'Ille et Vilaine). Cependant, leur montant varie selon des paliers de populations, restant accessible à de plus petites collectivités.

La représentation majoritaire des villes appartenant à des réseaux nationaux montre leur volonté à la fois de ne pas s'enfermer sur leurs projets et de se donner les moyens d'avancer: c'est au contact des expériences des autres que les projets vont pouvoir s'enrichir.

Carte N°13

Les villes bretonnes, et l'appartenance aux réseaux nationaux de la coopération décentralisée, en 2005



b) Les liens entre les collectivités bretonnes:

A l'image de nombreuses autres régions françaises, comme Rhône-Alpes, le Nord Pas de Calais ou encore la région Centre, la Bretagne voudrait mettre en place un organe de coordination des actions de Solidarité Internationale. Différents collèges existent déjà, notamment celui des associations, avec la CASI, mais aussi celui des collectivités avec les C.B.C.I. Celles-ci ont vocation à rassembler toutes les collectivités menant des actions de coopération internationale (c'est-à-dire de coopération décentralisée, mais aussi des actions plus ponctuelles, d'aide d'urgence, de soutien aux associations...) Lors de l'une de leurs dernières réunions, à Lannion, début mars, la liste des invités

comprenait: le Conseil Régional, les quatre Conseils Généraux, et les villes de Vannes, Quimper, Saint Briec, Fougères, Brest, Lannion, Châteaulin, Corps-Nuds, Saint Herblon et Saint Nolff. Cette liste montre la vision encore tronquée qu'ont les élus moteurs de ce réseau, des villes bretonnes actrices. La phase d'état des lieux de la coopération décentralisée en Bretagne doit être achevée, avant que ce comité puisse jouer un rôle de réseau et favoriser la capitalisation des démarches.

Outre ces réseaux d'échelle régionale, il existe aussi, notamment en Ile et Vilaine, autour des associations du Conseil Général, des espaces privilégiés d'échanges. En effet, comme nous l'avons vu, beaucoup de communes d'Ile et Vilaine ont choisi de s'investir vers les mêmes destinations que leur département. Ainsi, la plupart de celles qui s'investissent au Mali ont adhéré à l'association Ile et Vilaine Mopti (AIVM), comme Rennes, Vitré, mais aussi Pacé, l'Hermitage, Bédée... Les rencontres et concertations se trouvent ainsi facilitées.

c) Les relations entre professionnels de la coopération décentralisée

A l'échelle nationale, les professionnels de l'international dans les collectivités locales ont créé leur association: l'ARRICOD (Association des Responsables des Relations Internationales et de la Coopération Décentralisée). C'est un lieu de rencontres, d'échanges, de débats: "*Mieux s'informer, mieux se former, pour mieux exercer, tel est l'objectif de ce réseau de professionnels, unique en Europe*". (cf site internet de l'ARRICOD). Ce réseau est bien connu des professionnels bretons puisque plusieurs sont membres du conseil d'administration (Comme par exemple Laurence Arnoux, chargée de mission coopération décentralisée au conseil général du Finistère, Marie-Françoise Kerroc'h, directrice des relations internationales à la ville de Rennes, ou encore Pierrick Hamon, fondateur de l'ARRICOD, secrétaire adjoint à la CNCD, et ancien chargé de mission des relations internationales au conseil général des Côtes d'Armor.)

Les professionnels des villes bretonnes restent très peu nombreux et généralement se connaissent. Cependant, certains sont chargés (en partie) de ce dossier, mais sans avoir suivi de formation adéquate: des rencontres plus fréquentes avec les chargés de mission, notamment des conseils généraux, plus expérimentés et formés pourraient être bénéfiques.

Les villes bretonnes sont majoritairement investies dans les réseaux nationaux de coopération décentralisée; Ceux-ci leur permettent de s'informer et de diffuser leurs pratiques, ouvrant ainsi un espace de réflexion à l'échelle des collectivités françaises. Les échanges au niveau régional, malgré un certain retard pour rapport à d'autres régions françaises, commencent à s'organiser. Les premières Assises de la Coopération Internationale bretonne, qui auront lieu les 18 et 19 juin 2005, organisées par le conseil régional, illustrent cette prise de conscience de la nécessité de se rencontrer et d'échanger.

Comme précédemment, il est possible de synthétiser les grandes caractéristiques des politiques de coopération décentralisée des villes au regard de leur cohérence.

ASPECTS POSITIFS	POINTS A AMELIORER
<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'intervention des villes est globalement cohérente par rapport aux orientations étatiques ▪ La majorité des villes adhère à des réseaux d'échanges sur le thème de la coopération décentralisée ▪ Une coordination à l'échelle régionale, pour la capitalisation des expériences est en train de se mettre en place 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'intervention des villes se fait rarement en adéquation avec leurs domaines de compétences ▪ Les relations entre professionnels bretons sont peu développées ▪ Les petites villes de la conférence sont souvent à l'écart des rencontres et des échanges sur la coopération

C. La pérennité des actions

Le développement est un processus qu'il faut envisager sur le long terme. En effet, l'appui au développement ne peut s'imaginer comme une suite d'actions ponctuelles, sans lendemain. La réflexion sur la coopération décentralisée pour le développement durable doit intégrer la notion de pérennité, d'autant plus, comme nous l'avons vu précédemment, qu'il faut du temps pour construire un partenariat efficace : la rencontre, la connaissance, la compréhension des différents acteurs, surtout compte tenu de la distance et des difficultés de communication ne peut se faire dans de bonnes conditions si elle s'intègre dans un cadre temporel fixe et prédéfini.

Plusieurs facteurs peuvent favoriser ou au contraire fragiliser la stabilité des relations : nous verrons que le contexte local conditionne, en partie, l'installation dans le temps des liens entre collectivités. La recherche d'une forme de réciprocité pour la collectivité française, comme un travail important sur l'implication des populations sont des clefs à ne pas négliger pour garantir des partenariats de longue durée.

1) Le contexte local, en France, indicateur de la stabilité des partenariats:

L'étude du contexte local apporte des indications précieuses sur la solidité des partenariats. Sont-ils plutôt anciens ou récents? Quelle est leur origine? Ont-ils résisté à des alternances politiques? Nous verrons aussi que la présence et l'implication de communautés étrangères issues des pays partenaires est un atout supplémentaire qui permet de confirmer l'ancrage des relations.

a) Ancienneté et origines des partenariats :

Parmi les villes de la conférence, une trentaine de partenariats ont été recensés avec au moins en partie, un objectif d'appui au développement. Trois sont aujourd'hui inactifs (Cf carte page 14). Sur les 36 partenariats restants, (31 signés et actifs, et cinq en projet), on peut étudier les périodes auxquelles ils se sont mis en place. Il faut distinguer les dates de convention, plus officielles, mais moins représentatives : Plusieurs partenariats ont fonctionné pendant des années sans convention, avant de donner lieu à une contractualisation. Les documents qui ont été signés avant 1992 sont généralement des conventions de jumelage. Suite à la loi ATR, ont pu être signées d'autres sortes de conventions (coopération, parrainage...).

Tableau N°8: l'ancienneté des partenariats des villes bretonnes

	Avant 1990	De 1990 à 1994	De 1995 à 1999	De 2000 à 2005	Total
Signature de la convention	8 (26%)	5 (16%)	6 (19%)	12 (39%)	31
Prise de contact	11 (30.5%)	11 (30.5%)	4 (11%)	10 (28%)	36

Près d'un partenariat sur trois existant aujourd'hui a été créé dans les cinq dernières années. On constate tout de même qu'à peu près 30% d'entre eux étaient noués avant l'apparition juridique de la coopération décentralisée. Le plus ancien est celui de Rennes avec Brno, entamé en 1965 (il en existe de plus anciens, mais signés avec des villes d'Europe occidentale). Après un creux entre 1995 et 2000, suite aux grandes vagues d'appuis vers les PECO, la dynamique semble reprendre entre 2000 et 2005, mais en se tournant cette fois-ci surtout vers les pays d'Afrique.

Le choix de la collectivité partenaire a des origines variées; deux dominent : l'appui sur la société civile et les contacts personnels d'élus. Ces raisons arrivent bien avant la volonté de cohérence géographique avec les autres collectivités, la présence de communautés étrangères vivant dans la ville, ou encore les mises en relation par CUF ou d'autres acteurs institutionnels. Quelques partenariats s'appuient sur des aspects particuliers, comme des liens historiques pour Saint Malo et Port Louis (L'ancien gouverneur de l'île Maurice était malouin), ou des convictions politiques communes: Brest a choisi de se jumeler avec Bejaïa pour soutenir une des seules villes socialistes de

Kabylie. Ceux-ci ne se sont pas faits, à la base, dans une volonté de coopération, ce qui explique leur faible activité. Les autres partenariats qui sont devenus inactifs aujourd'hui concernent des relations avec des villages roumains, commencées sous l'impulsion d'Opération Villages Roumanie, dans un contexte d'aide d'urgence. Une fois la période de crise estompée, ceux-ci n'ont pas réussi à mobiliser pour engager des actions de développement, et ainsi s'engager dans la durée.

L'appui sur des contacts personnels d'élus apporte à court terme l'assurance que la collectivité va s'investir. Mais s'ils ne sont pas relayés par la société civile, ils font peser une certaine fragilité sur les partenariats: Les mandats des élus ne sont pas des temps suffisamment longs pour ancrer des démarches de coopération décentralisée. Ce constat amène à se poser la question du risque que peuvent faire peser les changements politiques sur la pérennité des projets de coopération décentralisée.

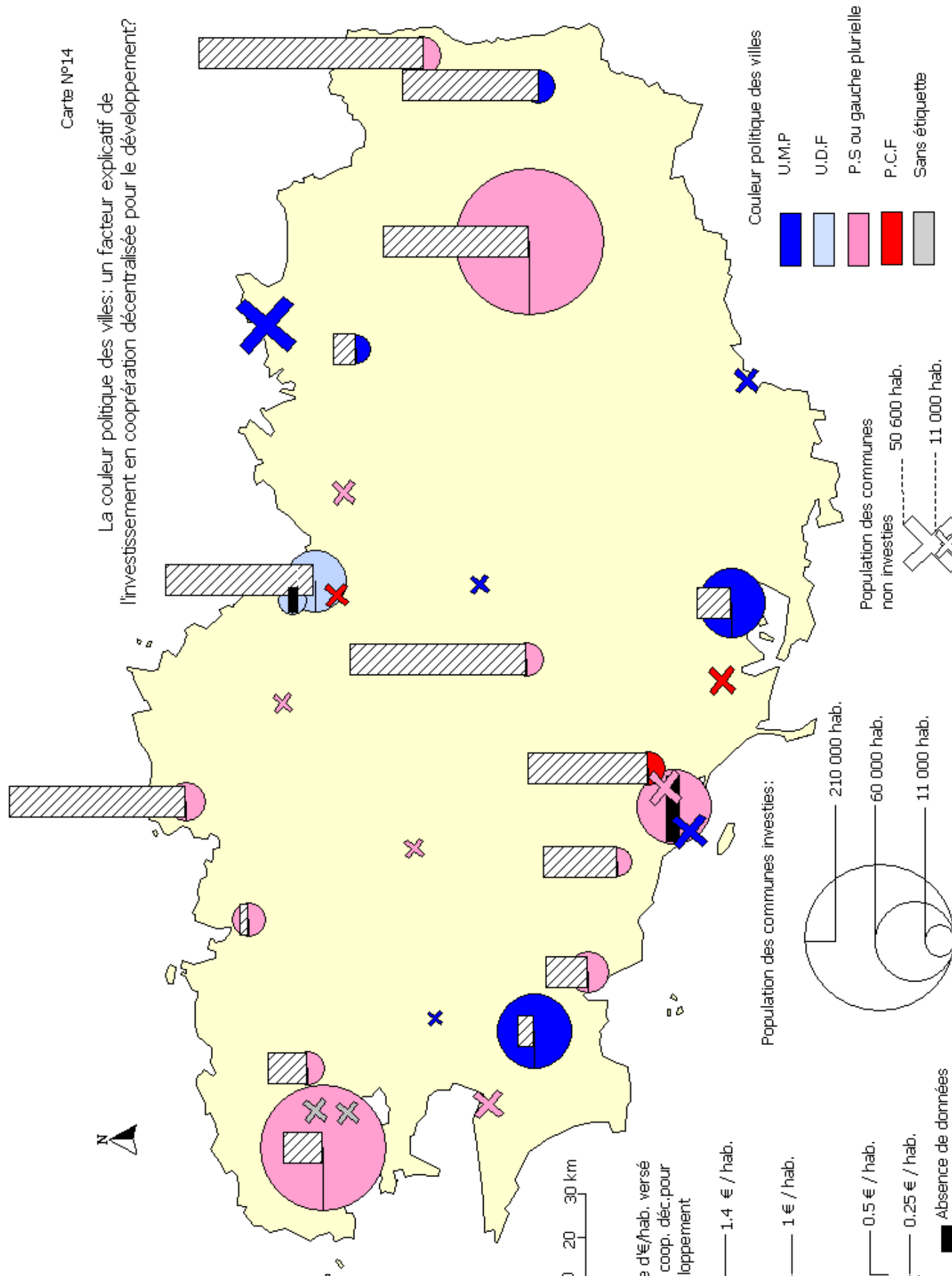
b) L'alternance politique, une menace pour l'engagement à long terme des collectivités?

Les villes bretonnes interrogées connaissent une importante stabilité politique : la très grande majorité n'a pas connu d'alternance lors des derniers mandats municipaux. Pour quatre d'entre elles, cependant, la majorité a changé : dans la moitié des cas, l'alternance n'a rien changé à la politique de coopération décentralisée pour le développement ; dans l'autre moitié, elle a modifié les démarches. A Quimper, l'importance des financements n'a pas évolué, mais, les élus investis dans l'association de coopération de la ville (Quimper-Santamaria Orléa) sont passés à l'opposition, perdant ainsi de l'influence pour porter cette démarche au cœur des préoccupations de la ville. A Quimperlé, la politique de coopération décentralisée a commencé récemment, lorsque la gauche a été portée au pouvoir.

Cependant, pour la plupart des collectivités, cette politique reste récente, et ne permet pas assez de recul pour estimer de façon représentative les risques engendrés des changements politiques sur les choix en matière de coopération décentralisée. Par contre, il est indéniable que la couleur politique de des villes est un critère explicatif des différentes options qu'elles prennent. Les villes qui ne s'impliquent pas sont indifféremment de droite ou de gauche. Mais le très faible investissement technique et financier des grandes villes de droite, comme Saint Malo, Quimper, et Vannes dans une moindre mesure, est frappant. Au contraire, des petites villes comme Fougères, Lannion, Vitré, Pontivy ou encore Hennebont accordent une réelle importance à la coopération décentralisée. En tant que ville de droite, Vitré fait exception dans ce groupe.

Carte N°14

La couleur politique des villes : un facteur explicatif de l'investissement en coopération décentralisée pour le développement?



c) La faible représentation des communautés étrangères dans les démarches de coopération

Les étrangers en Bretagne, titulaires d'une carte de séjour sont à peu près 31300, ce qui représente moins de 1.5% de la population (pour une moyenne nationale de 6 à 7%). Il n'est malheureusement pas possible d'accéder aux données communales du nombre d'étrangers et de leurs nationalités. Cependant, ces informations peuvent être recueillies à l'échelle départementale. La préfecture du Morbihan ayant refusé de communiquer ces données (qui n'ont pourtant rien de confidentiel), seuls les chiffres des trois autres départements seront analysés (ils figurent en annexe N°3). Plus d'un tiers des étrangers recensés en Bretagne résident en Ille et Vilaine. Le tableau suivant permet de présenter les dix huit nationalités, hors pays de l'Union Européenne et d'Amérique du Nord, les plus représentées en Bretagne. Le nombre de résidents maliens, nigériens et Burkinabés ont été rajoutés, car ce sont des pays dans lesquels les villes bretonnes ont plusieurs partenaires. Les immigrants issus du Moyen Orient sont très nettement majoritaires. Suivent ensuite, dans des proportions similaires, des communautés issus de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud-Est et des PECO.

On ne constate pas de communautés très importantes issues des pays vers lesquels les villes bretonnes s'investissent.

Tableau N°9: Les communautés étrangères, du Sud ou des PECO, en Bretagne

Nationalités	Nbr de résidents nationaux et réfugiés			
	Côtes d'Armor	Ille et Vilaine	Finistère	Total
Marocaine	389	1800	879	3068
Turque	295	1124	576	1995
Algérienne	258	722	551	1531
Tunisienne	71	239	149	459
Chinoise	15	70	266	351
Camerounaise	59	140	109	308
Roumaine	73	126	94	293
Malgache	35	94	143	272
Vietnamienne	66	181	16	263
Congolaise	9	201	49	259
Cambodgienne	17	156	28	201
Polonaise	47	78	65	190
Yougoslave	25	121	31	177
Ivoirienne	27	104	32	163
Libanaise	18	79	48	145
Gabonaise	18	72	42	132
Laotienne	3	120	5	128
Ukrainienne	11	30	84	125
Mauricienne	13	43	59	115
Zairoise	8	90	4	102
Malienne	39	25	11	75
Burkinabe	6	31	18	55
Nigérienne	2	19	5	26
Ces données ne tiennent compte que des étrangers titulaires d'un titre de séjour en cours de validité. Les enfants ne sont pas pris en compte.				

Les réflexions menées actuellement sur la coopération décentralisée voudraient donner un rôle aux communautés issues de l'immigration. En effet, très peu de collectivités ont encore souhaité à ce jour impliquer les OSIM (Organisation de Solidarité Issues des Migrations). Elles pourraient pourtant interférer dans leurs manières de concevoir la coopération. Pierre FAYEMI, vice-président du FORIM, est convaincu que les migrants sont "le chaînon manquant entre le Nord et le Sud" revue territoire n°445, p.36). Les migrants ont une approche spécifique liée à leur double appartenance, à leur expérience de terrain, ici et là-bas. Ils ont toute leur légitimité pour apporter leur avantage comparatif. Ils peuvent être "des interprètes, des interfaces entre deux territoires, entre des acteurs qui ont, dans les deux sens, du mal à se comprendre" (p.38).

Parmi les villes bretonnes, peu sont en contact, dans le cadre de leur politique de coopération, avec les migrants de leur territoire. Plérin est la seule ville dont un de ses jumelages a pour origine la présence d'une forte communauté étrangère sur la commune: la "diaspora" polonaise a agi pour que le jumelage avec Wronki puisse exister. A Rennes, la ville soutient les associations liées à des populations étrangères; elle a créé le comité consultatif "rennais d'origine étrangère", afin de favoriser leur intégration et le respect de leurs différences. Cette démarche n'a cependant pas de lien direct avec celle de coopération. D'autres villes, comme Vitré, soulève le fait que les migrants ne sont pas constitués en association, et que tant qu'il n'y a pas de demande de leur part, il est complexe de les impliquer en coopération. Pour les migrants qui arrivent en Bretagne, jonglant entre situation précaire et démarches administratives, la participation à la solidarité internationale est loin d'être une priorité. Ils expriment aussi souvent le souhait de s'investir, mais uniquement vers leur région ou village d'origine, ce qui est souvent inconciliable avec les actions déjà en cours. Pour la diaspora, notamment africaine, le retour au pays dans ce cadre de l'aide au développement, est aussi très difficile; son action est comprise comme très politisée.

Globalement, la coopération décentralisée pour le développement est un phénomène récent, dont la projection dans le long terme reste tributaire du contexte local. Les villes bretonnes présentent l'avantage d'être relativement stables, du point de vue politique, ce qui permet de préserver les démarches de coopération des aléas de l'alternance. Les communautés étrangères, peu importantes en Bretagne, sont encore aujourd'hui faiblement impliquées, mais la prise de conscience du rôle qu'elles pourraient jouer est en train de se faire, et des actions ont été lancées, notamment à l'échelle départementale (en Ile et Vilaine, par exemple) pour mieux les connaître et les rencontrer. Peut-être il y a-t-il ici une idée pour aider à résoudre le malaise des citoyens issus de l'immigration ?

Il faut aussi évoquer ici le contexte local des collectivités partenaires. En Afrique, notamment, il est courant que le "climat" politique soit fébrile voire instable. Celui-ci est fréquemment à l'origine de déstabilisation ou d'arrêt momentané des partenariats. Parmi les difficultés rencontrées par les villes bretonnes, celles liées aux changements de partenaires locaux reviennent souvent.

2) La réflexion sur la réciprocité des partenariats, une clef essentielle pour les faire perdurer

La circulaire commune du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intérieur du 20/04/2001 précise deux notions qui conditionnent la légalité de la coopération décentralisée: il s'agit de l'intervention uniquement dans les domaines de compétences des collectivités, et de l'existence d'un intérêt local pour la collectivité française. Cette seconde notion nécessite que la collectivité, avant de se lancer dans des actions de coopération décentralisée, (surtout si elles concernent un appui au développement), vérifie qu'elle est bien en adéquation avec la définition de l'intérêt local qu'elle a posé. Cette question de l'intérêt local nous amène à poser celle de la réciprocité: que gagnent les collectivités françaises à s'engager dans des partenariats visant l'appui au développement? Et même, plus largement, est-ce que les actions de coopération décentralisée des collectivités françaises répondent bien à leur intérêt général?

a) Le discours officiel sur la réciprocité:

La nécessité de rechercher une réciprocité, ou plutôt une contrepartie pour la collectivité française à son action d'appui au développement, est passée dans tous les discours officiels. Dans la charte, le principe de réciprocité se fonde "sur la conviction que le partenariat doit être mutuellement équitable et que les particularités de chaque partenaire sont une source d'enrichissement pour l'un et pour l'autre". En effet, en aucun cas, la recherche d'un intérêt pour la collectivité française ne doit se faire au détriment de la collectivité partenaire. Chercher des apports concrets dans les partenariats fait parfois peur, comme si la notion de solidarité était antinomique de celle d'intérêt; pourtant un intérêt réciproque est un gage de pérennité. En effet, avoir une vision claire de ce que l'on gagne, c'est être conscient de l'échange et faire disparaître la représentation à sens unique et donc fermée du partenariat. Tant que les différents partenaires sont satisfaits, il n'y a pas de raison pour les échanges s'arrêtent. Par ailleurs, une relation où l'un des membres se sent constamment redevable par rapport à l'autre, n'est pas viable sur le long terme.

L'Etat, à travers les documents publiés par la CNCD (guide de la coopération décentralisée, Vade Mecum...), explique les enjeux de la coopération décentralisée. Elle se justifie à plusieurs titres : "échanges d'expériences et de savoir-faire, préparation de l'avenir dans un contexte de mondialisation, apport d'une aide technique dans un esprit de solidarité, promotion de la paix, ouverture du territoire sur le monde"... autant d'objectifs louables, mais tellement virtuels qu'ils en sont peu convaincants.

Le concept en lui-même de réciprocité, comme un gage de pérennité des partenariats est extrêmement pertinent. Cependant, si les discours officiels le font bien ressortir, ils offrent peu de clefs aux collectivités pour savoir quelle forme de réciprocité elles doivent rechercher.

b) Le "retour" des villes bretonnes sur la réciprocité:

Lors de chaque entretien, il a été demandé à l'interlocuteur comment est-ce que la ville envisage la réciprocité, ou en d'autres termes, qu'est-ce que les partenariats de coopération décentralisée apportent à la collectivité française. Avec les partenaires du Sud ou des PECO, les liens se sont majoritairement noués dans un esprit de solidarité. Celui n'est jamais très éloigné d'une certaine forme de culpabilité.

Cette culpabilité peut être historique : L'une des premières motivations d'Henry Fréville, ancien maire de Rennes, lorsqu'il signa la charte de jumelage en 1965 entre Rennes et Brno était de "réparer symboliquement l'erreur historique des accords de Munich" en maintenant "une fenêtre ouverte avec l'Europe de l'est". Ce même discours est tenu aujourd'hui encore, quarante ans plus tard, par exemple, par le président du comité de jumelage de Plérin : "Après Yalta, on ne peut pas laisser les PECO hors d'un processus d'aide internationale". Le sentiment de culpabilité vient aussi de la situation très privilégiée de la majorité des français par rapport aux situations de misère existant dans le tiers monde. On peut se demander si l'esprit de solidarité n'est pas souvent lié à la volonté "d'acquisition" d'une bonne conscience collective. La réflexion sur la culpabilité est intéressante, mais pas suffisante, car elle entretient les collectivités françaises dans une logique de réparation, et ne leur permet pas de rechercher ce que peut leur apporter la coopération décentralisée.

Les échanges culturels sont un domaine dans lequel les villes bretonnes identifient clairement la réciprocité. Elles ont aussi conscience que la coopération peut faire évoluer les mentalités, dans le sens du respect, de la citoyenneté, de la paix : sur les dix sept collectivités, les mots « s'ouvrir » ou « ouverture » sont revenus onze fois. Les jeunes sont aussi une préoccupation importante des villes : par les partenariats de coopération, elles cherchent à leur ouvrir des portes, à leur créer des opportunités. Quelques grandes villes françaises (dont Rennes), ont instauré, en partenariat avec des ONG, des séjours de rupture pour des jeunes en difficulté. Le choc culturel, l'adaptation à la vie dans un pays du tiers monde, la prise de recul engendrée peuvent avoir des effets bénéfiques sur ces jeunes. Cette pratique pose tout de même question, quant à la façon dont elle peut être perçue par les collectivités du Sud qui accueillent ces groupes.

Pour les partenariats avec les PECO, la réciprocité est bien identifiée, notamment à travers les échanges d'expérience, principaux modes de relations. Ces transferts de savoir-faire sont beaucoup plus complexes à développer sur un mode de réciprocité avec les pays du sud : il est plus difficile d'y trouver des personnes de formation à peu près équivalente ; la langue, notamment avec l'Asie, est aussi un barrage à cette forme de contact.

Les retours virtuels semblent relativement bien identifiés par les villes bretonnes, au moins par les protagonistes des projets.

c) Des possibilités d'apports concrets pour les collectivités françaises:

Les collectivités françaises voudraient vraiment retirer "quelque chose" de leur partenariat, mais elles ne savent pas quoi. C'est une question qui demande véritablement une réflexion au sein de la collectivité et une réelle motivation pour écouter, observer ses partenaires. C'est ce qu'exprime R. Lefrançois, adjointe au maire de Rennes, lorsqu'elle explique : "la ville de Rennes a également à apprendre (...), dans la mesure où les délégations et les stagiaires accueillis dans nos structures peuvent apporter un regard neuf sur des problèmes récurrents". Les partenariats de coopération peuvent questionner et modifier nos modèles, et pourtant, aucune ville bretonne n'a déjà développé de pratiques concrètes issues des pays du Sud. Le regard critique des partenaires du Sud doit faire réaliser qu'eux aussi ont des modes de fonctionnement qui pourraient nous intéresser; en matière d'organisation sociale par exemple, ce que relève Pierre Fayémi, président du Forim: "Ecoutez des africains analyser entre eux les 15 000 victimes de la canicule qui sont mortes simplement parce qu'il a fait chaud et qu'il n'y avait personne à côté pour leur donner à boire". Plus concrètement encore, c'est sans aucun doute en matière de démocratie participative que nous avons beaucoup à apprendre des collectivités du Sud. L'expérience menée par Kofi Yamgname, maire d'origine togolaise de la commune de Saint-Coulitz, dans le Finistère est, à ce titre, tout à fait représentative. Il est à l'origine du "conseil des sages", reproduisant le modèle africain où se sont les plus âgés, via leurs expériences, qui gèrent les communautés. Depuis 1989, à Saint-Coulitz, le conseil des Sages a accès à tous les dossiers de la mairie; il a pour rôle d'éclairer l'équipe municipale sur les préoccupations des citoyens.

Toujours dans l'idée de la réappropriation de la politique par les citoyens, la municipalité de Porto Alegre, créa en 1989, un système innovant et révolutionnaire appelé budget participatif. Le but poursuivi est essentiellement de faire en sorte que la population participe activement à l'élaboration et au suivi de la politique municipale qui la concerne. Selon ce principe, ce ne sont pas les techniciens ou les dirigeants qui tranchent : c'est la population elle-même qui, au travers d'un mécanisme de débats, de consultations et de décisions, définit le montant des recettes et des engagements financiers, et décide où seront effectués les investissements et selon quelles priorités. De telles expériences commencent à faire leur apparition en France.

Plusieurs villes sont restées muettes face à la question de l'apport de la coopération décentralisée à la collectivité française. Le concept de réciprocité est maintenant suffisamment connu pour s'interroger, mais il n'est pas aisé d'y apporter des réponses qui ne soient pas creuses. En Bretagne, il est évident que les actions de coopération décentralisée se justifient: le très grand nombre d'associations de solidarité internationale montre que les villes, globalement, font ainsi

remonter des aspirations citoyennes (d'autant que l'investissement dans des domaines éthiques engendre pour la collectivité des retombées non négligeables en terme d'image).

En s'appuyant sur les discours officiels de l'Etat, on peut très bien justifier la coopération, mais ne pas agir. Or, les collectivités françaises et les citoyens ont beaucoup à tirer de la coopération décentralisée, mais ça ne se fera pas tout seul. Il faut que la collectivité commence par définir ce qu'elle attend de ce partenariat. De même « l'ouverture » sur le monde, si importante pour les collectivités bretonnes, peut se traduire par la lutte contre les préjugés et le racisme, mais en passant par une importante politique d'information et de sensibilisation. Il est évident qu'il ne suffit pas de construire des projets là-bas pour que l'ensemble de la population bénéficie de cette ouverture. On peut alors se demander si les villes par les démarches de communication qu'elles mettent en place se donnent les moyens des ambitions qu'elles ont exprimées en matière de réciprocité ?

3) Impliquer les populations locales, gage de pérennité des actions

Le travail de communication des collectivités autour de la coopération décentralisée est essentiel: non seulement il rend compte auprès des administrés de la bonne utilisation de l'argent public, permettant ainsi plus de transparence, et met en valeur les efforts faits pour la promotion de la collectivité au plan international, mais en plus il garantit une certaine pérennité des actions. En effet, impliquer la population lui donne un droit et une possibilité de regard: les élus sont alors obligés d'expliquer et de défendre leur politique. Si elle trouve du répondant parmi la population, elle en sortira renforcée. Par ailleurs, selon Adda Bekkouche, "les projets de coopération décentralisée avec le Sud ne peuvent être menés à bien que si les opinions publiques concernées, notamment celle du Nord, y adhèrent. " (revue territoire N°445, p.10) C'est en se sentant soutenues et poussées par leurs citoyens que les collectivités pourront s'engager dans des actions audacieuses, notamment vers le Sud. Pour ce, déjà faut-il s'interroger sur la communication qui est faite autour des projets existants. L'information est-elle suffisante? Au-delà, n'est-ce pas aussi le rôle de la coopération décentralisée, comme outil de développement local, de servir d'exemple concret pour sensibiliser et former les populations à la solidarité internationale?

a) L'information des populations françaises

L'information des populations sur l'existence des partenariats de coopération peut tout d'abord passer par des éléments visibles dans les villes : il s'agit par exemple des traditionnels panneaux de jumelage à l'entrée des villes. Ceux-ci n'existent pas toujours, et surtout ne sont parfois pas à jour. Ainsi, à Quimperlé ou à Vannes, par exemple, les derniers jumelages avec l'Afrique n'y figurent pas encore. Par ailleurs, tous les partenariats de coopération n'ont pas le statut de jumelage; ils ne trouvent donc pas tous leur place sur ces panneaux Il est possible d'imaginer des représentations un peu plus

esthétiques: à Lorient, un arbre des jumelages a été créé. Il indique le nom des villes jumelles, la direction et le nombre de kilomètres depuis Lorient.



Photo N° 1: Panneau à l'entrée sud de la ville d'Hennebont. Photo prise le 29 mars 2005 (V. Guinet)



Photo N°2: "Arbre des jumelages", boulevard du général Philippe Leclerc à Lorient. Photo prise le 29 mars 2005 (V. Guinet)

Les partenariats sont aussi visibles, dans certaines villes, par les noms de rues (Rue de Sroda, à Vitré). Ces signes peuvent paraître anodins mais sont importants: ils ne demandent pas d'effort d'information de la part du citoyen lui-même.

Par ailleurs, sur les dix sept villes concernées, toutes ont un site internet. Huit ont au moins un paragraphe ou une page sur leurs partenariats de coopération. Sur sept sites, les relations internationales ne sont pas abordées. Sur les deux derniers, enfin, il existe une page sur les jumelages, mais les relations de coopération pour le développement des deux villes ne sont abordées nulle part. Internet est devenue un outil majeur de communication et le fait que les actions de solidarité internationale de la ville n'y soient pas plus souvent mentionnées peut poser question.

Le rôle des médias est aussi à mentionner: les villes précisent que leurs projets sont relativement bien relayés par les journaux locaux, Ouest France et le Télégramme. Cependant, dans une enquête réalisée en 2003 pour le Haut Commissariat à la Coopération Internationale, intitulée "Pour une analyse des pratiques de la coopération décentralisée pour le développement et la solidarité internationale", la ville de Brest répondait, à propos de sa relation avec les médias, que la coopération décentralisée est "trop peu connue". Le Conseil Général des Côtes d'Armor ajoutait "que ce n'est pas toujours le thème le plus vendeur", quelle que soit la priorité que la collectivité y attache, et l'intérêt

qu'elle porte à la sensibilisation du public. Partant de ce constat, les villes créent parfois leurs propres outils de communication: il peut s'agir de simples plaquettes ou de petits magazines, comme "la lettre de l'international" de la ville de Rennes. Quelle que soit leur nature, c'est leur diffusion qui pose problème. Ils circulent généralement en interne et dans le milieu associatif, mais peinent à toucher le grand public.

Les villes donnent une importance très variable à cette dimension de leur politique de coopération. Elles sont aussi dans des situations différentes : certaines par leur politique de coopération, font remonter des aspirations citoyennes et inscrivent leurs actions dans la continuité de celles de leurs associations ; d'autres sont des précurseurs : elles instaurent une nouvelle forme, de nouvelles méthodes de coopération internationale. Ces villes ont souvent du mal à s'engager ouvertement et à mettre en valeur leurs actions, sans savoir si elles auront le soutien de leur population. Si l'époque du cartiérisme s'éloigne (doctrine des années 60, se basant sur la devise " la Corrèze avant le Zambèze"), il existe toujours une certaine appréhension de la part des villes à intervenir et à faire connaître leurs projets, sur des thèmes apparemment éloignés des préoccupations de leurs citoyens, et dont les impacts sont indirects et à long terme. En effet, l'intérêt pour la collectivité n'est pas toujours perceptible pour les électeurs.

b) La sensibilisation des populations:

Certaines collectivités expriment la volonté d'aller plus loin que l'information : il ne s'agit plus seulement de communiquer sur l'action elle-même, mais de s'en servir comme d'un support concret pour sensibiliser de manière plus large à la solidarité internationale et à la problématique des relations Nord-Sud et Est-Ouest. Cette sensibilisation des populations peut prendre le nom "d'éducation au développement" ou "ouverture des citoyens à l'international". Elle vise à faire prendre conscience de l'interdépendance des régions du monde, de la solidarité entre les peuples dans les processus de mondialisation en cours, et plus particulièrement de la réalité économique, sociale, culturelle des pays en développement. Elle constitue également un élément essentiel de l'apprentissage de la citoyenneté.

Les collectivités disposent de différentes possibilités pour impulser une telle forme d'éducation. Elles cherchent tout d'abord à passer par des relais. Les écoles en font partie. En effet, les milieux scolaires permettent de mobiliser enseignants et enfants, mais aussi de façon indirecte les familles. Neuf villes sur les dix sept ont impliqué des écoles primaires, collèges ou lycées dans leurs échanges avec leurs partenaires du Sud ou des PECO. Les centres RITIMO, qui ont été évoqués au début de cette étude, sont aussi des relais efficaces en matière d'éducation au développement. Ces centres de ressources disposent de professionnels et de nombreux documents pédagogiques pouvant être utiles dans les écoles, les associations ou à l'occasion d'événements particuliers. Ils sont bien connus dans les quatre villes où ils sont installés (Quimper, Lorient, Saint Brieux et Rennes), mais

pourraient aussi intervenir ailleurs. (le CRISLA et le CRIDEV se sont par exemple déplacés à Fougères, pour des animations sur le commerce équitable).

La Semaine de la solidarité internationale, chaque année au mois de novembre, est aussi l'occasion de sensibiliser les populations à la solidarité internationale et au développement durable. Ce grand rendez-vous, national et décentralisé, vise à donner une plus grande visibilité aux actions, aux acteurs et aux thématiques de la S.I, auprès de tous les publics. Les collectivités territoriales peuvent participer sous deux formes à la semaine de la Solidarité Internationale: soit en tant qu'organisatrices d'animations, soit en tant que « facilitateurs » des actions menées par les associations : en mettant à disposition des locaux, des services (communication, technique...), des personnels, en apportant une aide financière aux organisateurs... La plupart des villes se contentent d'appuyer les associations. D'autres évènements ont été instaurés: la journée de l'Europe, les saisons (saison tchèque, cette année) au niveau national, mais aussi à l'échelle locale, comme la semaine malienne, à Hennebont. Ces rencontres ont sans aucun doute des effets non négligeables sur la sensibilisation des populations, mais leur multiplication peut entraîner une certaine lassitude, qui risque de les affaiblir.

Le thème de la sensibilisation amène la question de l'investissement des populations: les collectivités doivent-elles inciter leurs concitoyens à participer aux actions de coopération décentralisée? Il existe un paradoxe très difficile à résoudre entre la professionnalisation de la coopération et la participation des populations locales. Dans les villes qui fonctionnent avec des comités de jumelage, ce sont des bénévoles qui s'investissent, ce qui crée un lien fort entre les instances politiques de la ville et les citoyens; cependant, les partenariats souffrent souvent de leur manque de temps et de compétences dans le domaine du développement. Mais au contraire, les villes qui ont instauré une coopération professionnalisée peinent à investir et à intéresser leur population, qui se sent écartée des actions concrètes.

La ville de Rennes a essayé de jouer sur les deux tableaux et a mis en place une structure permanente: la Maison Internationale de Rennes, qui permet de faire le lien entre la ville et les citoyens, autour de la coopération internationale. La MIR, créée en 1984, était dans un premier temps dévolue à la communication et à l'information autours des jumelages. Cette nouvelle institution était destinée à centraliser les actions lancées dans le cadre du programme de la ville. Aujourd'hui, elle joue un rôle essentiel dans l'information et la sensibilisation des Rennais: *"carrefour du monde à Rennes, elle veut être le lieu de promotion et d'organisation d'activités permettant une meilleure connaissance des pays étrangers"* Edmond Hervé (maire de Rennes). Elle accueille toujours les comités de jumelage, mais

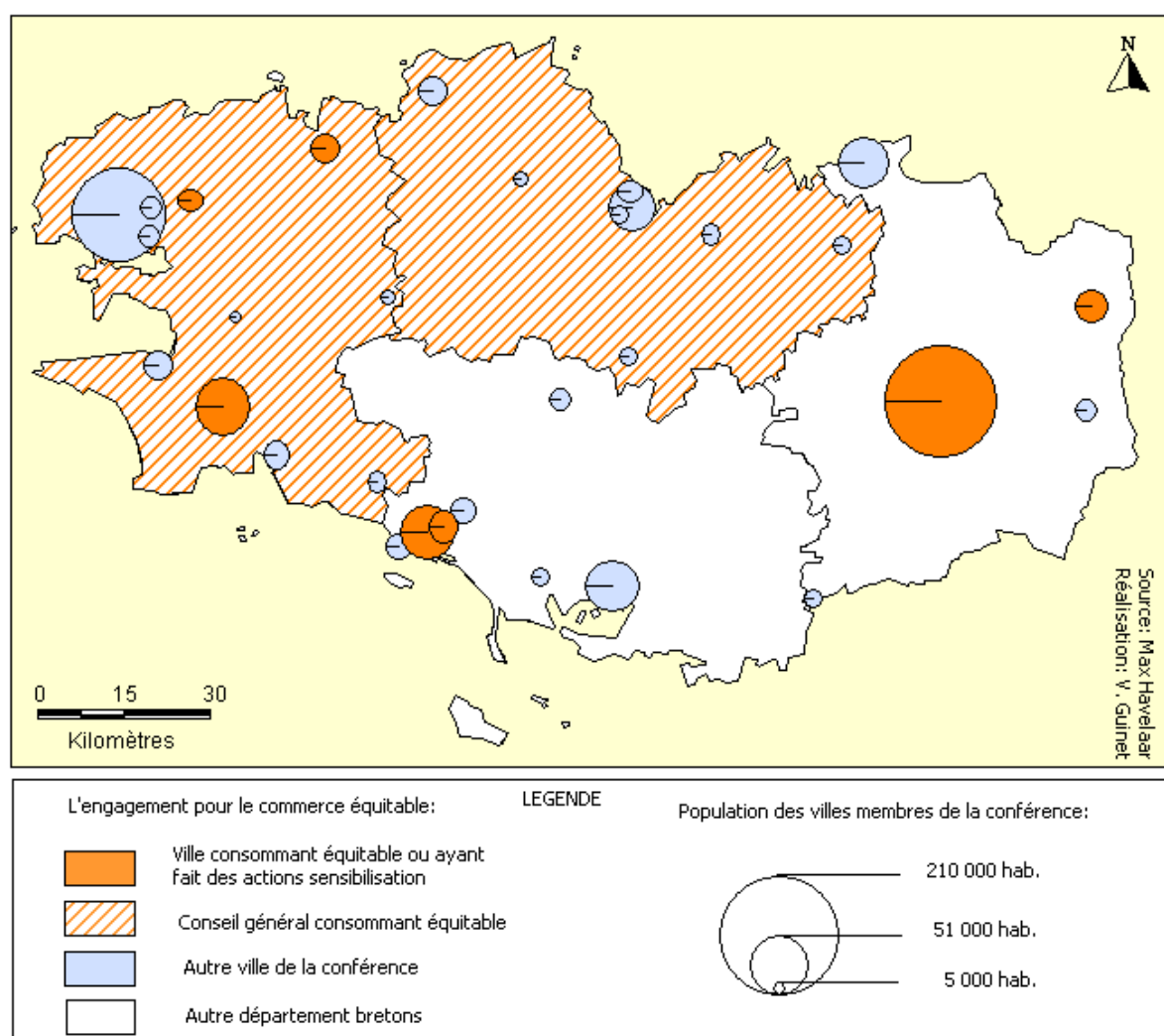


Photo N°3: La Maison Internationale de Rennes 7 quai Chateaubriand.
Photo prise le 19 avril 2005
(V. Guinet)

offre aussi des espaces pour exposer et s'exprimer, oriente le public et les associations, propose un accompagnement des demandes de subvention de projets internationaux... Elle organise des conférences débats et des manifestations publiques, comme la semaine de la solidarité internationale, les journées de l'Union Européenne, les Marchés du Monde... Cette institution devient le symbole de l'association des citoyens aux opérations de coopération.

La politique de sensibilisation des villes doit-elle aller au-delà de l'éducation au développement? "A quoi sert une politique de coopération internationale si par ailleurs d'autres actions publiques de la collectivité génèrent une influence irrespectueuse des valeurs qui sous-tendent l'action de coopération" interroge Pascal Charcosset, dans la revue Territoire (n°445). Effectivement, il paraît clair que les démarches de coopération décentralisée pour le développement ne doivent être envisagées comme les seules actions de coopération internationale des collectivités. C'est sans doute dans ce souci de cohérence que plusieurs villes bretonnes ont choisi de s'engager pour le commerce équitable. La carte suivante permet de constater que toutes les villes engagées, à l'exception de Lanester, sont investies en coopération décentralisée.

Carte N°15:



Ces pratiques peuvent faire naître chez les populations de nouvelles visions des actions pour le développement: l'aide au développement passe aussi par le commerce équitable, par la mobilisation pour l'évolution des règles du commerce mondial et pour la révision de la dette du tiers monde, ou encore par la lutte contre le rôle que joue l'Etat français en Afrique...

Globalement, il faut tout de même constater que les villes ont du mal à faire connaître leurs pratiques et à y intéresser le grand public. Avec l'information, la sensibilisation, voire la participation des populations, on touche aux aspects les plus complexes, et peut-être aussi les plus effacés, des pratiques de coopération décentralisée. Les collectivités ne doivent pas oublier que leur action a d'abord vocation à être d'intérêt général pour leur population. Si les démarches de coopération ne servent pas aussi à sensibiliser et à éduquer les citoyens, alors elles perdent une part de leur intérêt et surtout leur justification en tant qu'outil de développement local pour la collectivité française. **Le rôle de la coopération décentralisée est de travailler à promouvoir le développement chez ses partenaires, mais aussi de faire évoluer les mentalités en France.**

ASPECTS POSITIFS	POINTS A AMELIORER
<ul style="list-style-type: none"> ■ Les villes connaissent une relative stabilité politique, qui joue en faveur de partenariats actifs sur le long terme ■ Il existe en Bretagne une véritable aspiration citoyenne à la solidarité ■ Au-delà de la coopération, plusieurs villes développent des principes éthique dans leur mode de fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les communautés étrangères sont peu impliquées dans les projets ■ Les définitions de ce qu'attendent les villes bretonnes de ces partenariats sont souvent vagues et imprécises ■ Les villes connaissent des difficultés importantes pour informer et sensibiliser leur population

Les démarches de coopération décentralisée pour le développement durable sont donc celles qui peuvent allier des projets efficaces et des politiques cohérentes et pérennes. Cette analyse a permis, à travers les trois petits tableaux de synthèse, de révéler les forces et faiblesses des pratiques de coopération des villes bretonnes. Mais celles-ci sont parvenues, selon leur taille, leurs moyens et leur environnement politique, à des stades différents de leur démarche. Il est possible de dresser différents tableaux, décrivant ces étapes. Celles-ci peuvent être présentées comme les phases chronologiques de la maturation des projets de coopération décentralisé. Ces tableaux sont inspirés, à l'origine, par des études du CIEDEL (Centre International d'Etudes sur le Développement Local).

Pour certaines villes, la coopération décentralisée est un moyen de rapprochement entre les hommes, une école de solidarité, un espace de rencontres inter-culturelles... Leurs partenariats sont généralement inspirés par les jumelages. Dans ce cas, elles interviennent surtout dans le domaine de l'aide solidarité (envoi d'objet en nature, financement de petites infrastructures...). Leurs actions ne se distinguent pas des modes traditionnels d'appui au développement. Elles s'intéressent à la réalisation d'infrastructures plus qu'aux dispositifs et procédures de soutien aux innovations sociales (par

exemple, elles pensent plus à l'équipement du dispensaire qu'à l'organisation du système local de santé, à la construction d'une école qu'à son insertion dans le contexte local, au coût direct des projets qu'à la mise en place de dispositifs pérennes de financement du développement local...). Le lien entre la collectivité et les citoyens français est direct, puisque ce sont souvent eux, en tant que bénévoles, qui assurent la mise en œuvre des actions. Les projets sont conduits uniquement dans une optique de solidarité entre les peuples, et l'aspect "éducation" des populations françaises est généralement éludé. La réflexion sur la réciprocité ne dépasse pas les aspects d'ouverture sur le monde, et d'enrichissement pour ceux qui travaillent aux projets.

D'autres agissent plus franchement sur leurs compétences propres: par exemple sur le registre du développement communal en appuyant la gestion de services urbains, la création d'outils d'aide à la décision, de l'amélioration de la qualité des services de santé, la mise en place de formations professionnelles... Ce 2^e type d'approche inscrit l'appui des villes dans le contexte politique et institutionnel du pays de leur partenaire, dans la recherche de voies qui permettent de légitimer les nouvelles collectivités territoriales. En effet, les projets de coopération décentralisée présentent l'avantage de mettre directement les différents élus locaux en relation. Normalement, on ne peut pas reprocher aux villes, comme cela a été le cas pour de nombreuses petites associations, d'intervenir en dépit des autorités locales ou sans les consulter et de "prendre le Sud pour leur terrain de jeux". Le rôle essentiel des pouvoirs locaux est reconnu. Pour ce faire, elles ont besoin de rechercher des partenaires et opérateurs multiples, disposant de compétences spécifiques. Elles agissent avec l'idée de valoriser leur action, et d'influer sur la vision du développement et la mentalité de leurs concitoyens. Les pratiques de coopération sont professionnalisées, mais les villes peinent à investir les populations. Les démarches de coopération décentralisée ne sont pas envisagées seules, mais dans le cadre d'une politique de coopération internationale comprenant aussi l'engagement éthique de la collectivité.

Le CIEDEL propose une troisième approche, mais qui trouve peu ou pas aujourd'hui d'applications parmi les villes bretonnes. Elle reste pour une large part à concevoir et à mettre en œuvre. Les collectivités territoriales du nord pourraient avoir un rôle spécifique à jouer "en apportant un appui institutionnel à la structuration des sociétés" (CIEDEL). Il s'agirait par exemple d'aider les collectivités locales à se constituer en interlocuteur des associations et non à se penser comme une association supplémentaire; ou encore de contribuer à instaurer une notion de service public, inciter à l'élaboration de plans locaux de développement, travailler en concertation avec l'Etat, appliquer les systèmes de fiscalité locale, re-crédibiliser l'impôt... En participant à la réussite de la décentralisation, les collectivités françaises pourraient contribuer à redonner aux Etats du Sud et de certains PECO une légitimité dans l'action publique (dimension aujourd'hui contestée).

III. Suggestions pour optimiser ces démarches, dans un objectif de coopération décentralisée pour le développement durable

Le diagnostic précédent a pu mettre en lumière les pratiques des villes, dans leur diversité: il a permis de relever des démarches intéressantes, mais aussi certaines lacunes; c'est pourquoi nous nous attacherons d'abord à faire des propositions concrètes, pouvant déboucher sur de l'opérationnel, afin d'alimenter la réflexion des villes et des réseaux. A ce stade de la réflexion, il nous faut aussi ouvrir les questionnements à l'échelle de l'ensemble des membres de la conférence des villes de Bretagne. La prise en compte des seules villes menant des actions de coopération décentralisée ne suffit plus. Finalement, et en guise d'ouverture, nous évoquerons les opportunités que représente le développement de l'intercommunalité, particulièrement prononcé en Bretagne, pour l'investissement en coopération des villes.

A. *Soutenir les membres de la conférence et les sensibiliser à la thématique de la coopération décentralisée*

A ce stade de l'étude, tirer les conclusions pratiques des constats qui ont été établis précédemment, lors de l'état des lieux et du diagnostic, s'impose. C'est donc d'abord sur l'optimisation des démarches des villes investies que des suggestions seront émises. Nous serons ensuite amené à nous interroger sur les facteurs qui freinent l'investissement des villes en coopération décentralisée, ainsi que sur les modes d'engagement, correspondant aux caractéristiques et inquiétudes de ces villes. De même, comme nous le verrons, le rôle des réseaux régionaux, qu'il s'agisse des organismes de coordination ou de la conférence des villes de Bretagne, est encore à penser.

1) Alimenter la réflexion des villes investies

Quel que soit le stade de leur réflexion sur la coopération décentralisée, les villes s'interrogent sur leurs pratiques. Pour les appuyer dans cette démarche, la priorité est sans doute de former les acteurs bretons de la coopération décentralisée: les élus, bien sûr, car il s'agit de relations liant plusieurs collectivités, mais aussi certains professionnels et les bénévoles (il ne faut pas oublier que ce sont ces derniers qui assurent la création et la mise en œuvre concrète de nombreux projets). Au-delà, la promotion de la coopération décentralisée comme une nouvelle pratique d'aide au développement spécifique des collectivités, et non comme un investissement associatif des villes sera sans doute nécessaire. Familiariser les villes avec les thématiques d'appui à la décentralisation et à la gestion institutionnelle, peut être une façon de valoriser les compétences propres des collectivités en coopération.

a) Former les acteurs bretons de la coopération décentralisée :

Les premiers acteurs à former sont sans aucun doute les élus: généralement investis dans les associations, quand la gestion se fait par un comité ou une association para-municipale, ils pourront en plus faire redescendre les informations. Suite au diagnostic, quelques thèmes semblent à privilégier:

- Le principe de "l'aide qui aide à se passer de l'aide": pour permettre à certaines villes de sortir du schéma de la réalisation d'infrastructures et à penser leur actions dans le sens d'une plus grande autonomie des populations soutenues. Il faudrait presque un appui personnalisé par projet ou programme. Les chargés de mission du conseil général des Côtes d'Armor ont suivi des formations pour eux-mêmes former les élus. Leur expérience pourrait servir pour mettre en place des dispositifs similaires dans les autres départements.
- La réciprocité: il faudrait poursuivre la sensibilisation autour de ce concept, et surtout inciter, avant la signature de la convention, à la définition commune des attentes et des motivations des deux collectivités: pour un partenariat équilibré, elles doivent être partagées entre le nord et le sud mais également entre les différents protagonistes. Cette définition doit prendre en compte le fait de pouvoir rendre l'intérêt perceptible pour les citoyens.
- La communication et sensibilisation des populations: L'objectif serait de donner des clefs aux villes pour valoriser leurs actions, comme la mise en lien plus fréquente des services de coopération (quand ils existent) avec celui de la communication, la valorisation des centres RITIMO, la présentation d'exemples de projets pouvant être conçus par les villes lors de la semaine de la Solidarité Internationale...
- La place de la coopération décentralisée au sein de la thématique beaucoup plus large de la coopération internationale: il s'agit de resituer les intérêts spécifiques de la coopération décentralisée par rapport à ceux de l'aide d'urgence, du soutien aux associations, des engagements éthiques de la collectivité... afin d'éviter que les démarches des villes soient des amalgames de ces différentes formes de solidarité internationale.

Sur des aspects plus techniques, la construction et la diffusion d'outils concrets auprès des villes, associations et comités de jumelage pourraient faciliter le développement et la professionnalisation de certaines pratiques: ce seraient des outils simples et synthétiques de méthodologie de projet, comme des grilles de diagnostic et d'évaluation pour aider ceux qui s'investissent à se poser plus de questions.

b) Promouvoir la coopération décentralisée en tant que nouvelle pratique d'aide au développement:

Dans un grand nombre de villes, la gestion de la coopération décentralisée et les thèmes d'intervention choisis reproduisent un fonctionnement associatif, qui ne permet pas de valoriser les

compétences spécifiques des collectivités. Les structures opérationnelles de la coopération décentralisée ont d'ailleurs souvent un statut loi 1901 (les comités ou associations para-municipales), ce qui amplifie le brouillage existant avec les ASI.

Une explication des différents modes de gestion possibles de la coopération décentralisée dans les villes ouvrirait peut-être de nouveaux horizons et permettrait de faire évoluer le cadre encore trop habituel des comités de jumelage. L'exemple de Fougères, qui fonctionne avec un emploi à mi-temps à la mairie, et plusieurs associations, qui interviennent sur des thématiques différentes de celles de la municipalité, montre qu'il est possible d'expérimenter des modes d'organisation très intéressants (même sans avoir les moyens de la ville de Rennes...). Celui-ci permet notamment d'allier professionnalisation de la coopération et possibilités de participation des populations locales.

Une clef de progrès réside sans aucun doute dans la professionnalisation de la coopération. Il est évident que les petites communes ont rarement les moyens de créer un poste pour cette thématique, mais elles pourraient se regrouper par pays ou domaine d'intervention pour financer un professionnel. Il est par exemple imaginable que les cinq villes du sud de la Bretagne qui interviennent au Mali se regroupent. Comme nous le verrons par la suite, l'échelle de l'intercommunalité peut aussi apporter des possibilités intéressantes dans ce domaine.

Par ailleurs, promouvoir la coopération décentralisée comme une nouvelle pratique d'aide au développement passe par la familiarisation des villes avec des thématiques d'intervention qui correspondent à leurs compétences. Le rôle spécifique des collectivités, mis en avant par le CIEDEL, consistant à apporter "un appui institutionnel à la structuration des sociétés" peut être un bon exemple :

Depuis la fin des années 80, la décentralisation est devenue une priorité politique affichée par de nombreux états du tiers monde. En effet, nombre d'entre eux considèrent que des structures locales efficaces sont un élément incontournable de toute stratégie de progrès humain et beaucoup se sont tournés vers la référence institutionnelle du mouvement de "décentralisation à la française". Au Mali, depuis 1997, 682 communes ont été créées, par la réunion volontaire de villages. Au Niger, depuis 1996, il existe trois échelles de collectivités locales, avec 13 régions, 55 départements et 774 communes. Au Burkina Faso, au Sénégal, la décentralisation a aussi commencé à se mettre en place dans les années 90. A Madagascar, en 2004, ont été créées 22 régions administratives, venant s'intercaler entre les provinces et les communes... et beaucoup d'autres exemples pourraient être donnés.

Selon le comité économique et social français, la coopération décentralisée trouve le meilleur de ce qu'elle apporte dans le soutien aux mouvements de décentralisation et aux processus de démocratisation dans les pays du sud, à la formation des responsables et acteurs locaux, à la mobilisation des populations locales. Les collectivités françaises peuvent en effet sur ce point faire profiter les autres de leur expérience. Pour agir et être reconnues comme des institutions publiques, les collectivités du Sud doivent disposer de trois ressources : un budget alimenté par la collecte de l'impôt, un personnel bien formé, agissant dans le cadre du service public, des informations pour

choisir leurs priorités. Ce sont des ressources dont les collectivités françaises, globalement, ont appris à se doter depuis plus de vingt ans. Par l'intermédiaire de la coopération décentralisée, elles peuvent aider les collectivités locales du sud à relever ces enjeux. (En France aussi, à l'heure où une part importante de la population ne croit plus en la politique, travailler sur la mise en place et le rôle des institutions dans le tiers monde peut aider à les re-crédibiliser.)

Les collectivités doivent s'engager dans la coopération décentralisée en tant que telles, c'est-à-dire avec les savoir-faire qui sont les leurs, et en sortant de la logique de l'action à tout prix.

2) Appuyer les villes encore non impliquées dans cette politique

L'analyse suivante s'intéresse aux douze villes qui n'ont jusqu'ici, pas été abordées. En effet, un questionnaire d'enquête a été créé, s'adressant aux villes de la conférence pour lesquelles aucune action de coopération décentralisée n'avait été recensée. Il poursuivait plusieurs objectifs: il permettait d'abord de communiquer sur le thème de la coopération décentralisée, en en redonnant une définition claire en en-tête. (*"La coopération décentralisée est l'ensemble des actions de coopération menées entre une collectivité française et une collectivité étrangère, dans un intérêt commun. Elle repose sur une convention liant les deux collectivités partenaires"*). Le but poursuivi par les différentes questions était de déterminer si les communes sollicitées avaient engagé une réflexion en matière de coopération décentralisée pour le développement.

a) Les raisons de la non implication des villes:

Cette enquête s'est révélée un relatif échec, puisque sur les quatorze villes ciblées, malgré une relance active de la conférence des villes de Bretagne, seules six ont répondu, dont quatre largement en dehors des délais. Le nombre de retours ne permet pas d'assurer la représentativité des résultats. Cependant, il est possible de tirer des six réponses des informations intéressantes. Celles-ci se classent en deux catégories:

Trois ont permis de mettre en lumière des partenariats jusqu'ici non recensés. Celui de Quimperlé avec Nara a pu être pris en compte lors de l'étude précédente. Les réponses d'Auray, et de Ploemeur, révélant des relations avec la commune de Setam à Madagascar, et de Bla au Mali, ont été trop tardives pour être approfondies; cependant, la présentation de ces partenariats dans les réponses montrait la confusion importante qui existe entre coopération décentralisée et subventionnement d'associations. Il s'agirait de partenariats avec des ONG, plus qu'entre collectivités. Ces trois mêmes communes, dans le cadre de la solidarité internationale, mais hors coopération décentralisée, soutiennent financièrement des A.S.I.

La seconde catégorie de réponses concerne trois collectivités n'ayant pas actuellement de projet de coopération décentralisée avec une collectivité du Sud ou des PECO. Aucune d'entre elles n'a déjà été sollicitée, que ce soit par sa société civile, ou par une autre collectivité, étrangère ou française,

pour créer un partenariat ou y participer. Parmi les différents freins évoqués, expliquant la non implication de la collectivité, il existe une constante: les trois localités ont coché la réponse: "ce n'est pas une priorité pour la commune", alors que la formulation même de la phrase laissait présager peu de réponse. La crainte de ne pas financer un projet fiable et pertinent revient à deux reprises. Par contre, le manque de financement ou la complexité de la démarche n'a jamais été soulevé. Deux de ces collectivités ne mènent aucune autre action de solidarité internationale. La dernière, Guipavas, s'investit en soutenant une association, qui travaille à Dorolt, en Roumanie.

Enfin, sur l'ensemble des six questionnaires, aucune réponse n'a été apportée à la question 7, seule question ouverte, interrogeant sur ce que pourrait apporter un partenariat de coopération décentralisée à la commune. Quelques conclusions peuvent être tirées de ces retours: les collectivités ne trouvent pas ou ne sont pas capables de définir leur intérêt propre, en coopération. Par ailleurs, l'élan de solidarité qui existe, est freiné par la peur d'agir dans le vide, d'investir dans des projets "qui ne vont rien changer".

b) Sensibiliser ces collectivités:

Pour appuyer ces collectivités, les premières actions qui peuvent être menées concernent la sensibilisation des élus: en effet, pour les collectivités locales qui sont peu sensibles à l'idée de se mobiliser autour de la notion de Solidarité Internationale, il importe de raisonner à partir des intérêts de la collectivité française à agir; l' élu ne peut s'engager que s'il est sûr d'une certaine forme de "retour sur investissement". Au delà de l'éducation au développement, et des exemples concrets pour expliquer le développement et la mondialisation, la coopération, dans les petites collectivités, peut jouer un rôle dans la re-dynamisation du lien social, en fédérant la population autour d'un projet éthique, qui valorise la collectivité. L'investissement des cilles apporte aussi de nouvelles pratiques pour les associations: la coopération décentralisée contribue, à replacer les élus des localités partenaires au centre de la prise de décisions et des actions. Avec de nouvelles méthodes, la coopération décentralisée peut enrichir les démarches des associations (ce qui est sans aucun doute aussi vrai dans l'autre sens...). Les relations de coopération décentralisée permettent aux villes de questionner leur modèle et de puiser chez leur partenaire des exemples concrets pour enrichir leurs modes de fonctionnement: la re-définition du rôle des personnes âgées dans la société en était un exemple. Des actions pédagogiques, en faisant témoigner des élus engagés sur des cas concrets, peuvent porter leurs fruits, pour sensibiliser ces villes.

Par ailleurs, la crainte de s'engager pour financer des projets non crédibles et inefficaces est tout à fait compréhensible. La corruption, les récents scandales qui ont bouleversé le monde des ONG, font planer un climat de doute. Cependant, si la fiabilité des projets est le critère prioritaire de l'investissement, il est possible aux collectivités de s'investir ou de rechercher un appui auprès des Conseil Généraux: en effet, ceux-ci bénéficient, au moins dans les Côtes d'Armor et l'Ille et Vilaine,

d'une réflexion et d'une expérience sur le long terme, de professionnels, d'opérateurs sur place, qui garantissent des programmes fiables. Plusieurs possibilités s'offrent alors aux collectivités: soit choisir un partenaire propre, en synergie avec le conseil général, et bénéficier de formations pour construire son projet, comme c'est possible dans les Côtes d'Armor, soit participer financièrement aux actions du conseil général, mais sans avoir de partenaire direct: c'est le choix qu'ont fait plusieurs communes d'Ille et Vilaine, comme Poilley, Cesson, ou Domloup, en subventionnant l'association Ille et Vilaine Mopti. Rien de tel n'est encore engagé dans le Finistère: pour le moment, le conseil général n'a pas de relations particulières avec les autres collectivités autour de la coopération décentralisée; maintenant que les projets commencent à être rodés, peut-être cela sera-t-il imaginable.

Il faut aussi se demander s'il est pertinent de vouloir encourager de nouvelles collectivités à s'engager: leur sensibilisation est intéressante, mais ne doit pas forcément être une priorité, pour éviter la logique d'action à tout prix. Par ailleurs, avant de vouloir étendre le réseau des villes engagées, peut-être faut-il d'abord accompagner les collectivités investies et assurer leur "formation continue".

3) Le rôle des réseaux à l'échelle régionale

Différents réseaux sont en train de se construire en Bretagne, autour de la solidarité et de la coopération internationale. Leurs objectifs sont en cours de définition, mais il est clair que leur existence sera essentielle pour l'optimisation des pratiques de coopération décentralisée, ne serait-ce que par rapport à la mise en œuvre des aspects qui ont été suggérés précédemment. A travers une comparaison avec les organes de coordination des autres régions, nous verrons quels buts ces réseaux peuvent se fixer et comment ils peuvent s'adapter aux spécificités bretonnes.

La conférence des villes de Bretagne est elle-même un réseau ; si elle travaille déjà, par les échanges d'expériences, sur de nombreuses pratiques liées à l'aménagement du territoire, elle commence juste à s'intéresser à la thématique de la coopération décentralisée. Elle a sans aucun doute un rôle à jouer dans la sensibilisation et l'optimisation des pratiques.

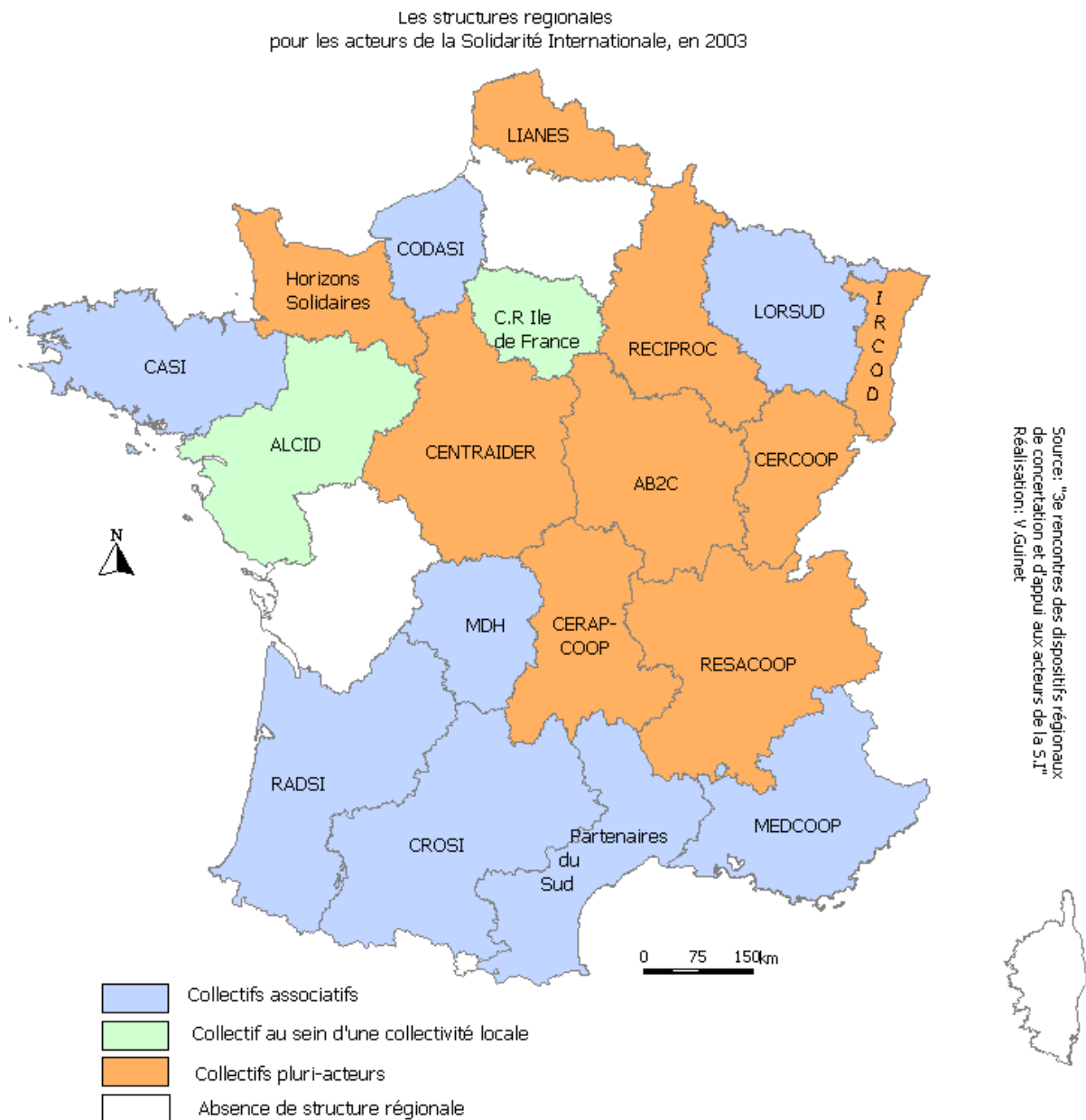
a) Permettre la concertation des acteurs de la solidarité internationale

Il existe en France différents réseaux régionaux pour la coopération internationale. En 1994, la Région Rhône-Alpes a été dotée par l'Etat et le conseil régional d'un dispositif d'appui aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale, sous la forme du programme RESACOOOP (Réseau d'Appui à la Coopération). Depuis, diverses régions françaises se sont engagées dans des démarches similaires, notamment la Basse-Normandie, la Bourgogne...

Ces structures de concertation des acteurs de la solidarité internationale prennent des formes variées : en 2003, neuf dispositifs régionaux, deux coordinations au sein d'une collectivité locale et huit collectifs associatifs ont été recensés, couvrant dix-neuf régions (voir les tableaux en annexe

N°9). La Bretagne était représentée par la CASI, dans les collectifs associatifs. Les dispositifs régionaux sont pluri-acteurs, regroupant à la fois les collectivités et les OSI. Ils ont généralement un statut associatif. Le dispositif RESACOOP fait exception en étant confié au CIEDEL. Ils disposaient d'un budget, hors collectifs associatifs, compris entre 50 000 et 150 000 euros en 2003.

Carte N°16

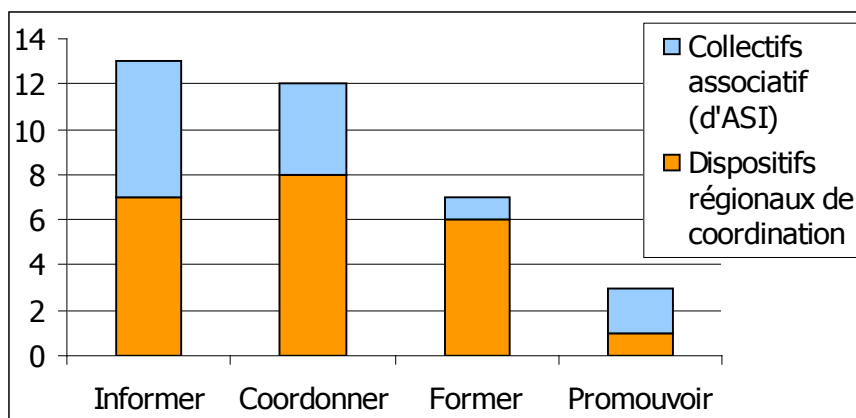


Globalement, les objectifs que ces organismes se sont fixés peuvent se classer en quatre catégories :

- Informer, sensibiliser, communiquer
- Coordonner, mutualiser, mettre en réseau

- Appuyer, former, proposer
- Promouvoir la coopération décentralisée (inciter les collectivités non investies à s'engager)

Graphique N°3 : Les objectifs des structures régionales de coordination des acteurs de la solidarité internationale, en 2003



Source : CENTRAIDER, "3^e rencontre des dispositifs régionaux"
Conception : V. Guinet

Pour ce graphique, les dispositifs au sein d'une collectivité locale ont été intégrés aux dispositifs régionaux. L'objectif le plus courant, quelle que soit la structure, est l'information et la communication. A ce titre, quasiment toutes ont un site internet, et la majorité dispose d'une base de données en ligne, recensant les différents acteurs régionaux (collectivités, associations, et autres OSI), leur zone et leurs thématiques d'intervention. Par contre, la coordination, et surtout la formation sont des compétences plutôt exercées par les dispositifs régionaux, alors que les collectifs associatifs restent plus nombreux à s'investir pour la promotion de la coopération internationale. Pour la plupart des dispositifs, il s'agit de conforter l'existant, de trouver des pistes pour contribuer à une amélioration des pratiques de coopération décentralisée existante. Contribuer à ce que de nouvelles collectivités s'engagent dans la coopération décentralisée reste un axe moins choisis. Il vaut sans doute mieux commencer par poser des bases solides, avant de vouloir diffuser des pratiques, et créer de toute pièce des motivations chez des élus qui n'avaient pas spontanément la volonté de s'investir.

Parmi les pratiques intéressantes, il existe sur certains sites internet des espaces d'échanges, sous forme notamment de foires aux questions, ou de rubriques du type: "j'ai un problème, j'ai une question, ... avez-vous une solution, une réponse?". Ces espaces permettent une aide personnalisée en ligne. Beaucoup de ces structures sont aussi des centres de ressources, mettant à disposition, toujours sur internet, des études, fiches techniques (sur la méthodologie de projet, les possibilités de financement...); certains servent même de transition pour relayer les appels d'offres européens.

La région Bretagne présente une spécificité importante : en plus du collectif associatif, la CASI, s'est constituée une structure de coordination des collectivités ; et pour rassembler l'ensemble des acteurs, un troisième organisme est en cours de construction. D'autres régions, comme la région

Centre, fonctionnent avec un dispositif régional qui se compose de différents collèges selon le statut des membres (associations locales et affiliées, collectivités locales, établissements publics, par exemple pour CENTRAIDER). En Bretagne, il sera sans doute impossible de rassembler les différentes structures existantes en un seul et unique organisme: les différentes associations par statut d'acteur tiennent à leur existence indépendante. En effet, les ASI craindraient, compte tenu de leurs moyens plus faibles, d'être peu entendues. Les collectivités ne sont peut-être aussi par encore prêtes à accepter que les associations aient un regard critique sur la façon dont elles utilisent les fonds de la coopération. Il faut alors imaginer une organisation par superposition des dispositifs, ce qui nécessite une bonne définition du rôle de chacun : Les objectifs d'information et la communication peuvent être communs aux différents organismes; cependant, la sensibilisation, avec l'éducation au développement, gagnerait à être une thématique abordée par la totalité des acteurs, ensemble, tout comme la coordination et la mise en réseau des actions. Les Collectivités Bretonnes pour la Coopération Internationale (CBCI) pourraient intervenir spécifiquement sur les thématiques de promotion de la coopération décentralisée, et de formation, compte tenu des différences de pratiques à encourager par rapport aux ASI.

Une fois le ou les organes de concertation mis en place, la première chose à faire va être de convaincre les communes de l'intérêt de ce regroupement: leur montrer ce qu'elles peuvent tirer de l'expérience des autres et en quoi ça peut être utile. Les différents dispositifs régionaux existants constatent différents impacts positifs, liés à leur création: l'existence d'une structure permettant le dialogue entre collectivités territoriales et secteur associatif provoque un élan, une impulsion pour l'ouverture internationale; Les porteurs d'initiatives nouvelles trouvent plus vite des références et des soutiens; la rencontre de partenaires est facilitée, et des synergies apparaissent grâce à "l'inter-connaissance" des acteurs. Ces organes proposent un terrain d'expression et, au mieux, de conciliation pour les divergences. L'objectif de coordination que ce sont fixés de nombreux dispositifs régionaux pose cependant question: En Bretagne, la synergie des actions vers quelques pays est constatée à l'échelle départementale, et non régionale. Par ailleurs, s'il semble exister une cohérence géographique dans le choix des partenaires des collectivités, au moins sur deux départements, mais les actions des ASI bretonnes sont beaucoup plus dispersées: est-il vraiment possible et intéressant de coordonner les actions des différents acteurs à l'échelle d'une région? Pour une mise en réseaux vraiment efficace et pertinente des projets, ne faudrait-il pas plutôt imaginer une coordination à l'échelle des états concernés, en liens avec les partenaires politiques locaux? Par contre, la coordination à l'échelle régionale présente un fort intérêt pour les actions menées en France, comme pour les politiques de sensibilisation, ou d'accompagnement des autres acteurs de la solidarité internationale par les collectivités.

b) Quel rôle pour la conférence des villes de Bretagne?

Cette association a vocation à répondre à un double objectif: d'une part, faire connaître le point de vue des villes bretonnes sur les questions importantes concernant l'espace régional, et d'autre part, développer les échanges d'expériences entre les villes bretonnes. En effet, toutes les villes sont potentiellement concernées par les expériences et les réalisations les plus intéressantes qui ont pu être conduites sur les thèmes de l'action municipale dans les autres villes. L'ensemble des secteurs est concerné : aménagement et urbanisme, habitat et logement, action sociale, économie et finances locales, culture, intercommunalité... La Conférence s'efforce à chaque fois de trouver un spécialiste d'une des villes devenant le référent chargé de faire fonctionner le réseau sur les thèmes abordés. C'est ainsi que se concrétisent la dynamisation du réseau et l'enrichissement du savoir-faire des villes. La conférence joue aussi un rôle de centre de ressources.

Sur la coopération décentralisée, la conférence peut avoir un impact non négligeable. En l'intégrant à ses thèmes de réflexion, elle facilitera le travail en partenariat et la mise en relation des villes, favorisant la synergie. Son rôle consiste aussi à animer des échanges constructifs entre les villes. Grâce à sa vision d'ensemble sur leurs actions, elle a vocation à animer des échanges constructifs entre elles, et surtout à valoriser les choix qu'elles font en la matière. Elle peut aller plus loin, en proposant la diffusion de documents synthétiques d'information, sur les nouveaux décrets ou lois en la matière, sur le cadre juridique de la coopération décentralisée, sur les pratiques novatrices... La conférence des villes de Bretagne, en jouant sur la double casquette de son président (depuis peu président des Collectivités Bretonnes pour la Coopération Internationale), peut aussi être une force de propositions auprès des villes.

Ce double rôle du président est sans aucun doute une opportunité importante pour mettre en liaison les différents réseaux. A ce titre, la région Centre présente un exemple intéressant. Elle dispose, comme la Bretagne, d'un réseau de villes regroupant une trentaine de collectivités: il s'agit du "réseau de développement des villes du Centre". Celui-ci poursuit globalement les mêmes objectifs que la conférence des villes de Bretagne, à savoir "l'organisation des relations d'échanges, de partage et de coopération entre les villes, sur la mise en œuvre de projets de renouvellement urbain et de cohésion sociale". Ces enjeux se traduisent par six axes d'intervention prioritaires:

- √ "aménagement-foncier-habitat-urbanisme"
- √ "développement économique-emploi-formation-insertion"
- √ "sécurité-civilité-tranquillité-citoyenneté"
- √ "gestion urbaine-participation des habitants"
- √ "développement des territoires"
- √ **"coopération décentralisée"**

Dans le cadre de l'axe sur la coopération décentralisée, le réseau des villes du Centre a "contractualisé" avec le réseau CENTRAIDER, dispositif régional de coordination. Celui-ci est chargé d'animer la commission coopération décentralisée, créée au sein du réseau des villes. Cette pratique pourrait inspirer les réseaux bretons.

Pour optimiser les pratiques des villes, il s'agit de les appuyer en alimentant leur réflexion pour qu'elles prennent du recul par rapport à leurs propres projets et qu'elles puissent les faire évoluer. Faciliter le travail des professionnels et des bénévoles qui n'ont souvent que peu de temps et de moyens pour mettre en place des projets fiables et de qualité, est aussi une priorité. Finalement, par l'information, la formation, la mise en réseau, ce sont les défis qui doivent être relevés par les différents réseaux bretons.

B. *L'intercommunalité, une échelle adéquate pour les actions de coopération décentralisée ?*

La France connaît actuellement un puissant développement de la coopération intercommunale. Avec la loi de 1999, relative à la simplification et au renforcement des structures intercommunales, l'intercommunalité dite "de gestion" poursuit sa progression: près de 90% du territoire est désormais couvert par des syndicats, ou des groupements à fiscalité propre (Communautés Urbaines, d'Agglomérations, de Communes et Syndicats d'Agglomérations Nouvelles). Les lois de 1995 (LOADT) et de 1999 (LOADDT) ont quant à elles permis la progression des "territoires de projet", Pays, Agglomération et Parcs Naturels Régionaux.

La conférence des villes de Bretagne compte à l'heure actuelle trois intercommunalités de gestion: "Brest Métropole Océane", "Rennes Métropole" et la "CAP Lorient". Le réseau a décidé de s'ouvrir progressivement aux communautés d'agglomérations et aux communautés de communes de dimension urbaine. Chacune des 31 villes membres fait partie de groupements communaux.

En 2004, la commission nationale de la coopération décentralisée a recensé, sur l'ensemble de la France, grâce aux conventions qui ont été signées, 85 structures intercommunales menant des actions de coopération décentralisée. Il s'agit essentiellement des regroupements urbains et des PNR. En effet, seules 2% des Communautés de Communes Françaises sont investies dans des partenariats avec des collectivités étrangères. Les partenariats intra-européens dominent ici aussi largement.

Gérer la coopération décentralisée à l'échelle d'une intercommunalité est donc une pratique innovante, qui commence juste à se développer. Il importe alors de se demander quels sont les enjeux qui entourent ce nouveau procédé. Par la suite, nous verrons que la Bretagne, région précurseur pour le développement de l'intercommunalité, est impliquée dans ce mouvement. Finalement, en nous appuyant toujours sur l'exemple des groupements bretons, nous nous interrogerons sur les rôles que peuvent jouer, les intercommunalités de gestion et les territoires de projet, dans la coopération décentralisée pour le développement.

1) Enjeux d'une gestion de la coopération décentralisée à l'échelle intercommunale

L'échelle intercommunale permet d'envisager la coopération décentralisée sous de nouvelles dimensions. En s'appuyant sur le travail de la CNCD, "Vade Mecum: coopération décentralisée et intercommunalité", nous verrons que l'intercommunalité est une source incontestable de nouvelles opportunités pour la coopération. Cependant, les villes interrogées à ce sujet sont loin d'être aussi enthousiastes, et émettent de nombreuses réserves.

a) L'ouverture de nouvelles perspectives pour la coopération décentralisée:

- L'élargissement du champ d'intervention :

En milieu rural, l'intercommunalité constitue souvent une opportunité pour agir pour la première fois, ou de manière accrue, à l'international. Pour les communes qui avaient déjà des liens, l'insertion dans un groupement peut permettre d'envisager de nouvelles actions, grâce à l'appui financier et technique de l'intercommunalité. Le cadre communal est souvent, en effet, compte tenu des faibles ressources, insuffisant pour permettre la création de projets ambitieux.

- La professionnalisation de la coopération :

Le regroupement des communes peut favoriser la création de postes liés (au moins en partie), à la coopération décentralisée : le manque de professionnels a déjà été constaté, l'intercommunalité peut être une solution. A la mairie de Rennes, par exemple, l'idée a été émise de créer un poste de chargé de mission à Rennes métropole pour appuyer les communes dans leurs différents projets. Par ailleurs, les compétences des intercommunalités répondent bien aux attentes de la coopération décentralisée pour le développement: dans le cadre d'une coopération dépassant la simple logique de solidarité, et s'orientant vers la recherche d'un intérêt réciproque pour la promotion d'un développement durable des différents territoires, ce sont maintenant les intercommunalités (de gestion) qui disposent des compétences nécessaires, liées notamment à l'aménagement du territoire. Les PNR illustrent l'intérêt des partenariats de coopération décentralisée pour la mise en valeur des territoires ruraux

- Pérennisation de la coopération :

En général, en milieu urbain, les partenariats de coopération sont antérieurs aux groupements intercommunaux. Le défi consiste donc à faire perdurer ces partenariats, alors que certaines actions reposaient sur des compétences désormais transmises à l'intercommunalité. Le rôle de l'intercommunalité n'est pas d'ajouter des partenariats, ni de se substituer à la commune, mais d'agir en complémentarité et synergie avec les actions communales. Ainsi, elle peut contribuer à une meilleure cohérence thématique et géographique vis-à-vis des partenaires étrangers, et venir renforcer la stabilité des partenariats.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la coopération décentralisée peut être un des piliers de la construction de l'identité du territoire, pour faire connaître l'intercommunalité, en valorisant le potentiel de solidarité des habitants. ("Il n'y aurait rien de pire pour un contrat de pays que de ne pas avoir d'âme; la coopération décentralisée peut apporter cette âme" élu du pays du Nord Cotentin). Travailler avec les citoyens sur un territoire plus vaste que les limites de la commune permet aussi un nouveau dimensionnement du tissu social et associatif.

Cependant, cette nouvelle tendance ne va pas sans inquiéter les élus locaux, chargés de la coopération et de la solidarité internationale:

b) Dangers et inquiétudes liés au changement d'échelle de la coopération décentralisée

Le discours des élus chargés dans les villes de la coopération internationale reflète une certaine crainte par rapport au rôle des intercommunalités ; elles ne concernent que les intercommunalités de gestion, la place que pouvant prendre les territoires de projet ne "menaçant" pas leur travail. Certaines villes semblent avoir peur d'être dépossédées d'une de leurs dernières compétence attractives : "qu'est ce qu'il reste aux élus locaux qui soit attrayant à part l'école, la culture et la solidarité? " questionne un maire. D'autres villes font ressortir le besoin pour chaque collectivité, quelle que soit son échelle, de pouvoir s'identifier clairement à une autre localité : "l'intercommunalité risque de diluer encore plus l'information, les villes ont besoin d'identité et de s'identifier à une autre ville". Une échelle supplémentaire pour la coopération risque d'accentuer le brouillage qui existe déjà, lié au déficit de communication. "L'intercommunalité est déjà un sujet de confusion pour les associations !" (chargée de mission solidarité internationale).

En fait, les communes investies aimeraient que les petites communes environnantes, membres de la même intercommunalité s'impliquent avec elles en synergie, en choisissant une destination voisine de leur partenaire: ainsi, chacune aurait un partenaire identifié, et il serait plus facile de fédérer la population autour d'un projet global, que si c'est la structure intercommunale qui gère le partenariat. Ces deux possibilités ne sont sans doute pas inconciliables, mais elles nécessitent de définir clairement le rôle de l'intercommunalité comme une intervention en appui, en soutien et pas en substitution. La structure intercommunale peut venir compléter les projets sur les compétences qui lui ont été transférées.

Ce rôle sera plus difficile à développer dans les groupements où plusieurs communes ont déjà des partenariats, comme c'est fréquemment le cas dans les communautés d'agglomération (Lorient, Vannes, Saint Briec...). Comme pour toute autre action, l'intercommunalité reste soumise aux divergences politiques existant entre les différentes communes qui la composent et la coopération décentralisée n'est pas à l'abri d'une certaine forme de compétition entre elles, Dans la Communauté

d'Agglomération de Saint Brieuc, des suggestions avaient été faites pour mettre en place une bourse de moyens (pour financer du matériel commun et permettre un échange sur les expériences), sans qu'il soit possible de parvenir à une réalisation concrète.

Gérer la coopération décentralisée présente incontestablement des avantages techniques, mais il serait dangereux que cette nouvelle échelle vienne se substituer à celle communale, éloignant encore plus le partenariat des populations. Par contre, pour les collectivités non encore impliquées en coopération, les groupements communaux peuvent être l'élément facilitateur et déclencheur de cette politique.

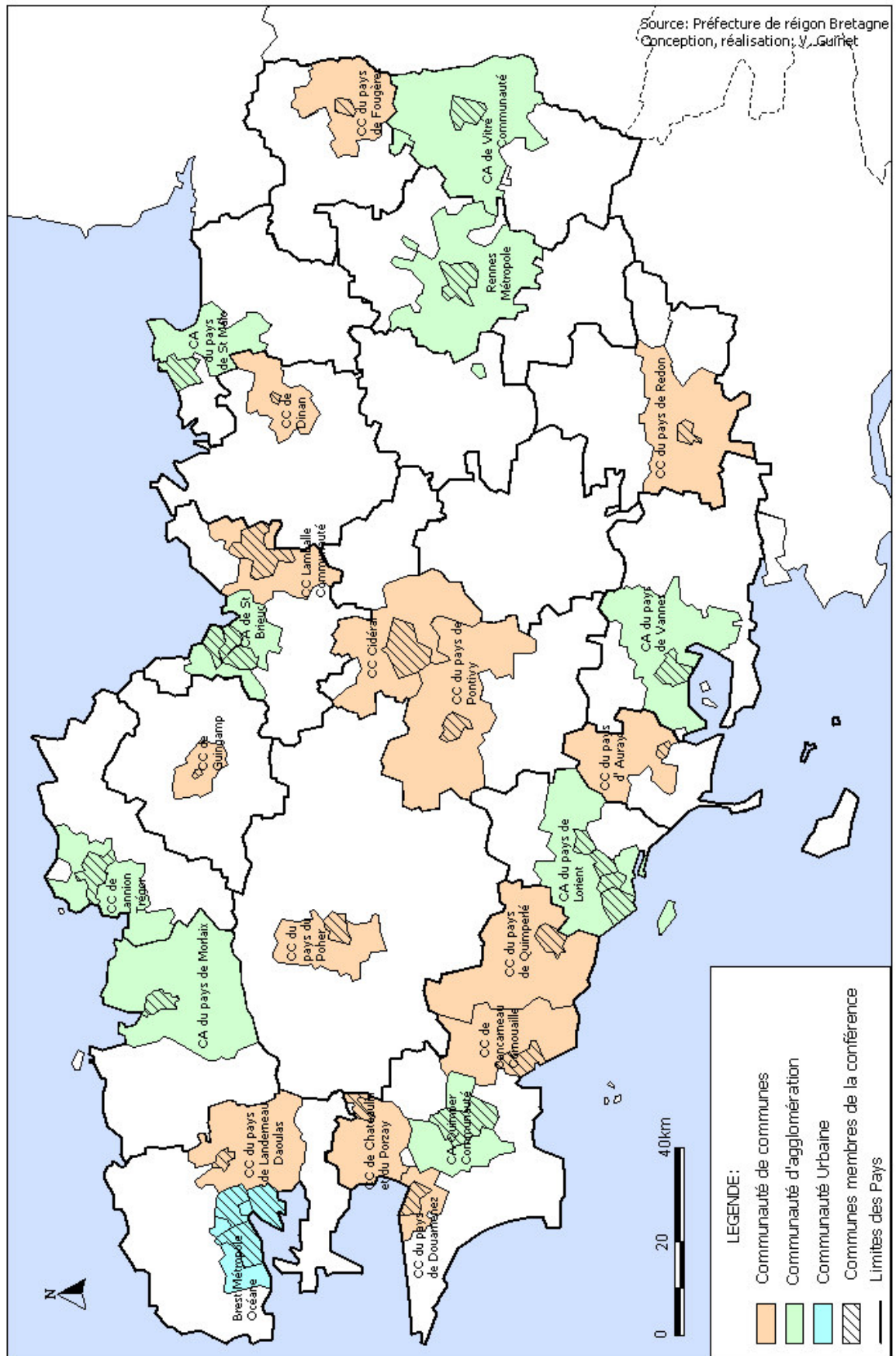
2) La Bretagne, un territoire approprié pour lancer cette réflexion, grâce au succès qu'a connu le développement de l'intercommunalité

La Bretagne est aujourd'hui l'une des régions où la coopération intercommunale est la plus avancée. La gestion de la coopération décentralisée y est-elle pour autant particulièrement développée ?

a) Des villes toutes membres d'intercommunalités de gestion et de territoires de projets

La coopération intercommunale a connu un développement extrêmement rapide en Bretagne : au 01/01/2004, elle concernait 97% de la population (contre 79% au plan national). Avec 115 EPCI, qui rassemblent plus de 1200 communes, la Bretagne est proche d'une couverture intercommunale complète. Les collectivités bretonnes ont majoritairement choisi le régime fiscal de la taxe professionnelle unique : 92% de la population contre 57% sur la France entière. (ces chiffres sont issus de la préfecture de région Bretagne). La Bretagne comprend vingt et un pays, un parc naturel régional, 104 communautés de communes, neuf communautés d'agglomération et une communauté urbaine (ancienne génération : c'est-à-dire créée avant la loi de 1999 qui impose le seuil de 500 000 habitants). La précocité du développement des pays, tous apparus entre 2001 et 2004, est frappante. La Bretagne bénéficierait de plusieurs facteurs favorables en matière d'intercommunalité et notamment: un espace majoritairement rural avec un réseau dense de villes petites et moyennes et l'absence d'une métropolisation trop poussée, ainsi que l'implication forte d'élus convaincus de la nécessité d'un cadre d'action plus large. Cette rapidité dans le développement de l'intercommunalité peut étonner : si elle est due à une volonté politique forte, ces territoires trouvent-ils une répercussion réelle chez les population? La crainte d'une dévitalisation généralisée a été en Bretagne un moteur puissant pour la création des Pays; cependant, ils engendrent la crainte pour les élus locaux de voir leur commune ou communauté de communes tomber dans l'aire d'influence d'une plus grande ville. Les noms qu'ont pris les pays, en général celui de la ville principale, sont, à ce titre, assez révélateurs.

Comme le montre la carte de la page suivante, toutes les villes de la conférence sont aujourd'hui membres à la fois d'une intercommunalité de projet et de gestion. La C.U de Brest et les C.A de Lorient et Saint Brieux rassemblent même plusieurs membres de la conférence.



b) Les intercommunalités bretonnes et la coopération internationale: une réflexion déjà entamée

Certaines intercommunalités bretonnes mènent actuellement une réflexion sur la coopération décentralisée; c'est ce que nous allons voir, en distinguant, d'une part, les territoires de projets, et d'autres part, les intercommunalités de gestion à fiscalité propre.

▪ Les "territoires de projets" et la coopération décentralisée :

Une première analyse a été menée sur les Pays, à partir des vingt et une chartes de territoire. La synthèse des résultats obtenus se situe en annexe N°7. Globalement, celle-ci a permis de constater que l'ouverture internationale était un concept bien ancré en Bretagne, puisque dix sept chartes sur vingt et une la mentionnent. Par contre, seules cinq évoquent la coopération internationale, et parmi celles-ci, elles ne sont que trois à s'intéresser à la solidarité internationale ou à la coopération décentralisée: Il s'agit des chartes des Pays de Rennes, Dinan et Saint Brieuc.

Le Pays de Saint Brieuc reste le plus évasif: dans la partie "Vivre au Pays", du chapitre deux, il précise ainsi sa volonté d'agir pour la solidarité internationale: "*Zoopôle développement* (technopôle impliqué dans le domaine des sciences du vivant, plus particulièrement en Santé Animale et en Hygiène Alimentaire) *envisage de mettre au service des PED ses compétences en matière de santé animale*".

La charte du Pays de Rennes s'étend un peu plus sur la question. Elle est d'abord la seule à évoquer l'ouverture internationale lors de son diagnostic territorial. Par ailleurs, dans son chapitre deux, intitulé "le Pays de Rennes en Bretagne et dans le monde, elle indique l'engagement du pays pour:

- "le soutien aux initiatives permettant de favoriser les échanges internationaux entre les territoires et entre les hommes, et notamment les échanges scolaires entre jeunes étrangers et jeunes du pays de Rennes à l'étranger, et l'ouverture des formations à l'international pour l'accueil des étrangers".
- "le soutien aux initiatives permettant le développement d'un commerce plus équitable avec les PED, et des actions de coopération décentralisée. Il contribuera en particulier à l'amélioration de l'information sur les dispositifs existants, à leur amélioration et à leur mise en synergie".

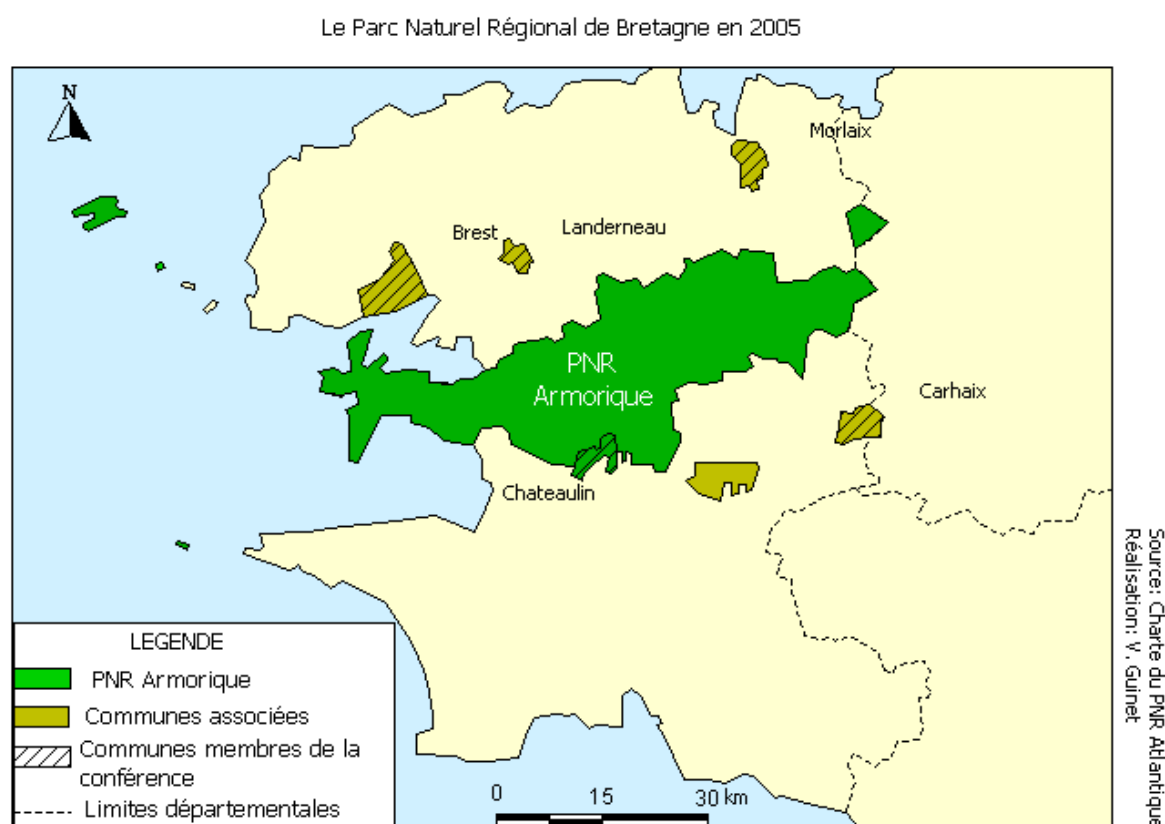
La charte a été signée en décembre 2001. Pour le moment, aucune action concrète ne semble avoir été entreprise dans le cadre du second point.

Enfin, la charte du Pays de Dinan, si elle reste assez évasive dans son développement ("Structurer la coordination entre les CC, les Pays voisins, avec le département, la région et avec l'international, notamment pour organiser des événements et en particulier des opérations phares") consacre un des huit programmes pour la mise en œuvre de la charte à la coopération décentralisée: le huitième a pour objectif la mise en place d'une relation de coopération décentralisée entre le pays de Dinan et la province de Champassak au Laos. Cette relation existe depuis 1999, et a donné lieu à

une convention tripartite entre la ville de Dinan, le Pays de Dinan (bien qu'appartenant à des bords politiques différents...) et la Province de Champassak. La totalité de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage (selon les termes mêmes du président du Pays) sont déléguées à une association: "Armor Mékong", dans laquelle le maire de Dinan et le président de Pays sont aujourd'hui investis.

Parmi les territoires de projets, il faut aussi évoquer le Parc Naturel Régional d'Armorique: Celui-ci comprend trente neuf communes (dont une membre de la conférence: Châteaulin), et cinq communes associées (dont quatre membres de la conférence: Brest, Landerneau, Carhaix et Morlaix).

Carte N°18



Le 29^e article de la charte du PNR s'intitule "favoriser les relations internationales et la rencontre des autres cultures. En effet, "l'échelle territoriale, comme les missions d'un PNR convergent en faveur d'une ouverture vers l'extérieur" (charte du PNR Armorique). Le parc a choisi de concentrer ses relations sur l'Arc Atlantique, et plus spécialement le Parc National de la côte du Pembrokeshire au Pays de Galles, et avec la république de Chine. Il propose aussi de participer à toutes initiatives de création de parcs, dans les pays francophones et dans les PED. Le mode d'échange choisi concerne essentiellement la mise en relation des élus locaux et responsables socioprofessionnels et associatif du

parc avec leurs homologues étrangers. Concrètement, le PNR Armorique a noué plusieurs contacts informels avec des pays tels que le Brésil, la Russie, la Roumanie, et, plus récemment, l'Irlande du Nord et les Etats-Unis (Nouveau Mexique). Ces relations se sont traduites par l'accueil de personnes chargées de la protection d'espaces naturels, ainsi que l'échange de correspondances et de documentation.

- L'intercommunalité de gestion et la coopération décentralisée :

A Brest, la ville et la communauté urbaine disposent d'un service commun, dit "des relations européennes et internationales". Certaines actions, comme le soutien aux ASI restent chapeautées par la ville; par contre la coopération décentralisée est actuellement financée par la communauté urbaine. Ce mode de fonctionnement introduit une certaine ambiguïté, d'autant plus que seuls les partenariats de la commune de Brest sont passés à l'intercommunalité. A part l'origine des financements, les projets n'ont pas connu d'évolution liée à ce changement d'échelle.

Le partenariat de la CA de Vannes avec Abéché, au Tchad, existe depuis près de vingt ans. Il est né en 1986, alors Vannes et les communes alentour étaient regroupées pour former un district. L'objectif était d'éviter l'enfermement du groupement sur des questions administratives, et de permettre son ouverture sur le monde extérieur. Aujourd'hui, ce partenariat est géré par une association. Celle-ci est une émanation de la CA de Vannes, mais les élus n'ont pas de contact direct avec les élus tchadiens, aucune convention n'a été signée. Ces relations entrent-elles vraiment dans le cadre de la coopération décentralisée? Ce partenariat ne bénéficie, par ailleurs, d'aucune des compétences spécifiques à la CA.

Sous l'impulsion du Conseil Général, la coopération décentralisée est une pratique sur laquelle commencent à se pencher les C.C costarmoricaines: Deux d'entre elles sont d'ores et déjà impliquées; il s'agit d'abord de la CC Arguenon-Hunaudaye, en lien avec la commune d'Ingall, au Niger (dans le département de Tchirozérine). Le président de cette C.C, Claudy Lebreton, est aussi le président du conseil général. La seconde CC investie est celle de Lanvollon Plouha, avec une collectivité malgache. Les CC de Penthièvre, de Rance Frémur et du Centre Trégor ont aussi sollicité des formations au Conseil Général, sur le thème de la coopération décentralisée.

Les syndicats sont des formes plus anciennes de coopération intercommunale. En Bretagne, aucun n'est le maître d'ouvrage d'un projet de coopération décentralisée, mais certains peuvent être associés, comme partenaire. La commune de Morlaix compose, avec cinq autres communes le pays de Morlaix (appellation qui n'a rien à voir avec les Pays de la LOADT). Ces six communes s'investissent ensemble sur un partenariat avec Réo, au Burkina Faso. Elle travaillent sur des projets hydrauliques et ont comme partenaire le syndicat mixte de gestion des eaux du Trégor et du pays de Morlaix. Celui-ci, sur deux communes actuellement, participe financièrement aux projets, en reversant une cotisation selon la consommation d'eau (Ce qui pose d'ailleurs un problème juridique: Les Services Publics Industriels et Commerciaux sont limités dans leurs actions de coopération décentralisée aux échanges d'expériences et de savoir-faire. En revanche, ils ne peuvent financer des infrastructures à l'étranger

sur les recettes du service: ces financements doivent reposer sur le contribuable, et non sur le redevable, qui ne doit payer que la contrepartie du service rendu).

Finalement, il existe déjà plusieurs intercommunalités travaillant sur le dossier de la coopération décentralisée, mais l'origine de cet investissement semble lié soit à une volonté politique forte (très nette pour le Pays de Dinan ou la CC Arguneron Hunaudaye), soit à "un concours de circonstances", comme pour la Brest Métropole ou la CA de Vannes. Rares sont les collectivités qui ont choisi l'échelle de l'intercommunalité pour s'impliquer, à cause des compétences propres de celle-ci: c'est tout de même le cas pour le PNR Armorique, ou le syndicat des eaux de Morlaix. L'exemple des Côtes d'Armor montre bien que la coopération décentralisée connaît une certaine répercussion dans les communautés de communes: c'est une échelle qui paraît tout à fait adéquate pour permettre la mobilisation des petites communes rurales.

3) Réflexion et suggestions pour une mise en pratique de la coopération décentralisée à l'échelle des groupements de communes bretonnes

a) Les territoires de projet, un échelon supplémentaire pour la communication

Aujourd'hui, la réflexion menée par les Pays autour de la coopération internationale les conduit à se poser comme une échelle adéquate pour rassembler, pour favoriser la synergie des différentes collectivités: c'est une partie des objectifs du Pays de Rennes; c'est aussi ce que recherche le Pays du Cotentin, avec la création de l'Agence intercommunale de la coopération décentralisée. Elle doit être un lieu rassembleur avec différentes missions, de documentation, d'appui technique et surtout d'une plateforme pour l'aide humanitaire. Cependant, compte tenu du contexte breton, faut-il vraiment ajouter un échelon supplémentaire et donc multiplier les dispositifs de coordination? Les territoires de projets pourraient par contre venir consolider les projets de coopération décentralisée là où ils pèchent le plus: c'est-à-dire dans le domaine de la communication et de la sensibilisation. Pour ce, les conseils de développement peuvent être des lieux privilégiés. Ces instances de démocratie participative offrent des opportunités pour investir les populations, mais de façon abstraite, en les impliquant non plus dans l'action, mais dans la réflexion sur le développement. Une telle mission pour ces conseils nécessite des animateurs compétents dans le domaine du développement, apportant les éléments nécessaires à l'alimentation de la réflexion: les centres RITIMO pourraient intervenir dans ce cadre, de façon ponctuelle. En France, certains Pays sont allés plus loin, en prenant en charge la mission d'éducation au développement: pour laquelle, par exemple, le Pays de Savoie a créé un poste.

Pour les PNR, la réflexion est différente: en effet, contrairement aux Pays, ils participent massivement à la coopération décentralisée, et ce, depuis déjà plusieurs années. Dans une enquête

menée en 2003 par la fédération nationale des PNR, il ressortait que seuls deux parcs n'avaient pas du tout de relations avec des structures étrangères, et que 27 sur 40 mènent ou ont menés des actions dans des pays du Sud ou des PECO. Leurs actions sont vraiment à encourager, auprès des élus des collectivités locales qui assurent la gestion de ces parcs. En effet, cette coopération s'inscrit dans un cadre d'échanges entre acteurs qui ont les mêmes problèmes de gestion de leur territoire. Les PNR français connaissent en plus une bonne répercussion dans les pays en développement: il est fréquent que ceux-ci reproduisent des groupements communaux avec les mêmes objectifs de gestion des ressources naturelles et d'aménagement de l'espace (comme au Mali ou à Madagascar).

- b) Les intercommunalités de gestion, une échelle adéquate pour compléter, appuyer et investir les collectivités membres

L'implication des communautés est pertinente lorsqu'elle peut venir compléter l'action des villes, en intervenant sur des thématiques différentes, correspondant à ses domaines de compétences (ce qui n'empêche pas les communes de poursuivre leurs actions sur des compétences qui ont été transférées à l'intercommunalité, à condition qu'elles se rattachent à un intérêt local, de caractère infra-communautaire, notion très souple). A ce titre, les exemples ne manquent pas : Lyon a par exemple signée un protocole de coopération avec Porto Novo, capitale du Bénin ; la ville travaille sur la formation du personnel municipal, sur la gestion des déchets... alors que la communauté urbaine s'est plus impliquée dans les forum économiques. En Loire Atlantique, le conseil général entretient un partenariat avec Kindia, en Guinée Conakry ; Il reçoit l'appui du service des relations internationales de Nantes Métropole (la CU) sur certains thèmes, comme l'assainissement urbain. Ce mode de participation correspond assez bien au cadre de la communauté urbaine ou d'agglomération

Pour les Communautés de Communes, voir les petites communautés d'agglomération, deux situations différentes se présentent : soit aucune commune n'est investie, et dans ce cas, comme nous l'avons déjà vu, elle peut présenter un cadre intéressant pour commencer une coopération, soit une ou plusieurs communes ont déjà des partenariats. Dans cette seconde situation, la CC peut être un cadre pour inciter les autres communes à s'investir en synergie avec la première : C'est ce qui est en train de se passer dans la Communauté d'Agglomération de Vitré, où deux autres communes alentour ont choisi des communes proches de Djenné. Ainsi, chaque commune garde des partenaires facilement identifiables pour les citoyens et la CC propose un cadre pour fédérer la population autour d'un projet global. Quand plusieurs communes d'un même groupement disposent de différents partenariats, le rôle de l'intercommunalité est plus délicat ; cependant, il serait dommage, compte tenu des opportunités techniques qu'elle peut apporter aux projets, que la création de cette nouvelle échelle donne lieu à l'apparition de nouveaux liens, engendrant ainsi une superposition des actions, au lieu de les renforcer.

Il s'agit juste ici d'une ébauche de réflexion sur l'intercommunalité et la coopération décentralisée en Bretagne ; celle-ci aurait besoin d'être approfondie : Il serait notamment intéressant de travailler sur quelques intercommunalités de gestion pour voir, commune par commune, comment chacune peut se retrouver et se reconnaître dans un partenariat qui dépasse sa propre échelle. Le risque d'éloigner encore plus le citoyen est réel. De nouvelles formes de communication sont alors aussi à inventer. Les pays peuvent avoir ici leur rôle à jouer : ils ont été choisis comme une échelle possible pour l'expression de la démocratie participative, notamment avec les conseils de développement (existant d'ailleurs aussi chez certaines communautés). Ils peuvent permettre de faire évoluer l'implication des populations, de la simple information vers la concertation, en les associant non plus à l'action, mais à la réflexion.

Il faut aussi être conscient qu'impliquer les services des intercommunalités, c'est passer dans une logique de projets ou de programmes où la maîtrise d'œuvre est, au moins en partie, assurée par la collectivité, ce qui est encore très peu le cas en Bretagne; une gestion à l'échelle intercommunale peut faire évoluer les méthodes et conceptions de la coopération décentralisée pour le développement.

CONCLUSION GENERALE

Cette étude révèle des villes bretonnes ouvertes sur le monde, et loin d'être insensibles aux problématiques du développement. Leur mobilisation est bien sûre inégale et porte sur des priorités variées, mais c'est d'abord la multitude des projets de coopération décentralisée qui est frappante. Leur analyse a permis de dégager à la fois des aspects très positifs, comme la mobilisation de partenaires et opérateurs multiples, ou des actions privilégiant de plus en plus l'autonomie des populations locales appuyées, mais aussi des problématiques moins abordées, comme l'information et la sensibilisation des populations ou le travail sur la recherche de réciprocité dans les partenariats. La formation des élus, dans ces domaines pourrait y remédier. Par ailleurs, le développement de l'intercommunalité semble être une piste intéressante, afin de renforcer et de professionnaliser certaines relations de coopération décentralisée pour le développement.

Le choix a été fait, lors de ce travail, d'aborder de nombreuses thématiques, et la plupart mériteraient d'être approfondies. Une analyse plus détaillée des différentes conventions de coopération, documents aujourd'hui difficiles à obtenir, serait, par exemple, pertinente, afin de mieux comprendre les choix d'investissement des différentes villes. Par ailleurs, ce document, répondant à une volonté de synthèse sur les démarches d'une trentaine de collectivités, présente un risque de simplification, ne pouvant pas prendre en compte les histoires et spécificités de chaque localité.

La coopération décentralisée est aujourd'hui une nouvelle pratique d'appui au développement. Elle présente un intérêt considérable, notamment en venant s'inscrire en complémentarité des politiques bilatérales de coopération et des actions des ONG et Associations de Solidarité Internationale. Son rôle a pris une place essentielle dans les discours sur la coopération internationale, mais doit cependant être relativisé. En effet, si elle ne concerne déjà qu'une minorité des collectivités du Nord, elle ne touche que très peu de collectivités du sud. Elle rencontre aussi les mêmes limites que toutes les politiques de coopération: décalages culturels, sociaux, politiques... Par ailleurs, l'investissement des villes, comme le montre l'exemple breton, ne diffère pas sensiblement de celui des associations, ce qui peut expliquer en partie les tensions entre ASI et collectivités. A ce titre, la définition de la loi de 1992, intégrant dans la coopération décentralisée des formes de relations comme les jumelages, structures au statut et fonctionnement associatif, pose question. Enfin, il ne faut sans doute pas idéaliser les tendances actuelles des collectivités locales à la solidarité internationale: les jumelages montrent bien une véritable aspiration citoyenne à une plus grande égalité entre les peuples, mais le repos sur des bénévoles les rend fragiles et les maintient dans une dimension proche de l'action caritative. Les motivations des plus grandes villes, s'impliquant dans des domaines comme la coopération économique ou la gestion urbaine sont moins simples; les gisements financiers sous-jacents ne sont pas négligeables. Cette logique de marché n'est pas choquante en soi, encore faut-il que les gains soient réciproques.

Au-delà du financement des projets, il est aussi attendu des collectivités, comme le résume P-M Cellier (animateur de Réseau-Solidarité), dans la revue territoire N°426, "qu'elles soient capables également d'initier des politiques audacieuses d'éducation au développement (...), qu'elles mènent des politiques d'achats publics qui soient en cohérence avec les initiatives des consommateurs pour renforcer les droits des travailleurs du Sud; qu'elles appuient les organisations de défense des droits sociaux et économiques sans lesquels le développement ne saurait être qu'inégal"... afin que leur politique de coopération décentralisée pour le développement s'intègre de façon cohérente dans une démarche globale de coopération internationale.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages:

BRUNEL S., 1997, *La coopération Nord-Sud*, Paris, Presses Universitaires de France, 124 pages.

CLAISSE Y., 1994, *Le droit de la coopération décentralisée*, Université panthéon-Assas, L.G.D.J, E.J.A Paris, 115 pages

LEVY M., JANSSEN A., CURTIS M-Y., 2002, *Pauvreté et inégalité en Afrique subsaharienne: le difficile rôle des collectivités locales et l'apport de la coopération décentralisée*, Citées Unies France, 71 pages

Ministère des affaires étrangères, 2000, *Guide de la coopération décentralisée: Echanges et partenariats internationaux des collectivités locales*, la documentation française, Paris, 164 pages

PETITEVILLE F., 1995, *La coopération décentralisée: les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*, L'Harmattan, 269 pages.

VERSCHAVE F.X, 1998, *La Françafrique, le plus long scandale de la république*, Stock, 380 pages

Actes de rencontre:

Rencontre des dispositifs régionaux, 3 et 4 avril 2000, *1ere rencontre des dispositifs régionaux de concertation et d'appui aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale*, RESACOO, 18 pages

Rencontre des dispositifs régionaux, 7 et 8 juillet 2003, *3e rencontre des dispositifs régionaux de concertation et d'appui aux acteurs de la coopération et de la solidarité internationale*, RESACOO, CERAPCOOP, CENTRAIDER, CERCOOP, 19 pages

Troisième assises de la coopération décentralisée, 26 et 27 novembre 2001, *L'action internationale des collectivités locales: engagement citoyen et mondialisation*, la documentation française, 483 pages.

Rencontre des Parcs Naturels Régionaux, 4 et 5 décembre 2003, *Premières rencontres de la coopération internationale des P.N.R de France*, 52 pages

Mémoires:

BOISTEAU G., 2003, *la place de la solidarité internationale dans les pays en Bretagne*, mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2, 156 pages

GRELIER F., 2003, *L'ouverture de la Roche sur Yon à la coopération internationale*, mémoire de maîtrise, Université de Nantes, 124 pages

Le SAEC M., 2004, *Panorama de la coopération décentralisée en Bretagne*, Mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2, 112 pages

MAURIER A., 2003, la coopération décentralisée et les pays d'Europe Centrale et orientale: le jumelage Rennes-brno, mémoire d'IEP-Rennes, 73 pages

POUBANNE V., 2004, *Le concept de réseau dans la solidarité internationale en Bretagne*, mémoire de maîtrise, Université de Rennes 2, 121 pages

Rapports:

BALLEIX C., 2005, *Vade Mecum pour les opérateurs désireux de participer aux actions de coopération décentralisée prévues dans le cadre des programmes européens de coopération au développement*, 10 pages

Cités Unies France, 2000, retranscription d'une session de formation, *l'évaluation des partenariats de coopération décentralisée*, 25 pages.

Cités Unies France, 2003, *L'intervention des collectivités territoriales françaises à l'international*, 11 pages.

Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (M.A.E), 2004, *Vade Mecum: coopération décentralisée et intercommunalités*, 79 pages

Haut Commissariat à la Coopération Internationale, 2003, *Pour une analyse des pratiques de coopération décentralisée pour le développement et la solidarité internationale*, 17 pages .

HUSSON B., 2004?, *la coopération décentralisée, légitimer un espace public local au sud et à l'est*, CIEDEL, 20 pages

Articles:

BERNADAS O., MARECHAL G., OLLIVRO J., SOULABAILLE J., 2002, Dossier Solidarité internationale, *la lettre de l'ARIC n°173-septembre/octobre 2002*

BEKKOUCHE A., 2004, la coopération décentralisée: un vecteur de démocratie et de développement, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 445, cahier 2, février 2004

BRAOUZEC P., 2002, la coopération internationale permet de questionner nos modèles, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 426, cahier 2, mars 2002, page 23-25

CELLIER P-M., 2002, il faut accorder les acteurs de la coopération décentralisée, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 426, cahier 2, mars 2002, page 20-22

CHARCOSSET P., Achats responsables: Ethique des collectivités locales, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 445, cahier 2, février 2004

FAYEMI P., Migrants et coopération, "nous sommes le chaînon manquant entre le Nord et le Sud", *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 445, cahier 2, février 2004

HAMON P., 2001, Stratégie internationale: coopérer ou rivaliser? , *Armor, le magazine de la Bretagne au présent*, janvier 2001, pages 21 à 28

HAMON P., 2004, la coopération, fille aînée de la décentralisation, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 445, cahier 2, février 2004

LOGIE G., 2004, Nature des échanges: coopérer dans la réciprocité, *Territoires, la revue de la démocratie locale*, n° 445, cahier 2, février 2004

SAGLIO A., 2004, *communication: action de la région en faveur des pays en développement: de l'aide au partenariat*", Document "Avis" N°2004-1 du Conseil Economique et Social de Bretagne, session des 19 et 20 janvier 2004.

Sites internet:

Sites institutionnels:

<http://www.france.diplomatie.fr/cncd/>

<http://www.hcci.gouv.fr>

<http://www.diplomatie.gouv.fr>

<http://www.bretagne.pref.gouv.fr/bretagne>

<http://www.region-bretagne.fr>

<http://www.cg22.fr/>

<http://www.cg29.fr/>

<http://www.cg35.fr/>

<http://www.cg56.fr/>

<http://www.ville-lannion.fr>

<http://www.ville-plerin.fr>

<http://www.mairie-saint-brieuc.fr>

<http://www.lamballe-communaute.com>

<http://www.saint-malo.fr>

<http://www.mairie-dinan.com>

<http://www.mairie-vitre.com>

<http://www.redon.fr>

<http://www.mairie-vannes.fr>

<http://www.ploemeur.com>

<http://www.hennebont.com>

<http://www.quimperle.com>

<http://www.ville-concarneau.fr>

<http://www.mairie-quimper.fr>

<http://www.ville-carhaix.com>

<http://www.mairie-guipavas.fr>

<http://www.morlaix.fr>

<http://www.mairie-brest.fr>

<http://www.pnr-armorique.fr/fr/index.html>

<http://www.parc-cotentin-bessin.fr>

<http://www.rance->

[fremur.com/rancefremur/ctc/ctc.html](http://www.fremur.com/rancefremur/ctc/ctc.html)

<http://www.audiar.org/pays/>

<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/fed>

<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/tacis>

<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/phare>

<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/pavdala>

<http://www.rpfrance.org/cec/fiches/meda>

Sites associatifs

<http://www.afccre.asso.fr>

<http://www.ciedel.org>

<http://www.casi-bretagne.org>

<http://www.cites-unies-france.org>

<http://www.coopdec.asso.fr>

<http://www.resacoop.org>

<http://www.medcoop.com/>

<http://www.cercoop.org>

<http://www.lianescooperation.org>

<http://www.cerapcoop.org/>

<http://www.infosolidaires.org>

<http://www.alcid.org/>

<http://www.ritimo.org/idf/asi/>

<http://www.iledefrance.fr/>

<http://www.region-haute-normandie.fr>

<http://www.sg.cnrs.fr/acp/biblio/textes>

<http://www.associanet.com/docs/gestiondefait.html>

<http://europa.eu.int/comm/development/>

<http://www.pdm->

[net.org/Newsite/french/decentralisation](http://www.net.org/Newsite/french/decentralisation)

<http://www.coordinationsud.org/>

<http://www.ird.fr/>

<http://www.afd.fr>

<http://www.crid.asso.fr/>

Cette liste des sites internet utilisés n'est pas exhaustive

ANNEXES

Liste des annexes:

Annexe N°1: Classement des partenariats de coopération décentralisée pour le développement des collectivités bretonnes, par pays d'intervention, en 2005

Annexe N°2: Base de Données du diagnostic des démarches des villes

Annexe N°3: les résidents étrangers en Bretagne, en 2005

Annexe N°4: Base de données des associations de Solidarité Internationale, en 2005

Annexe N°5: Détail des actions concrètes engagées par les villes, par thématiques

Annexe N°6: questionnaire d'enquête:

Annexe N°7: La prise en compte de la solidarité internationale dans les chartes de territoire des Pays bretons

Annexe N°8: Les dispositifs régionaux de coordination des acteurs de la Solidarité Internationale

Annexe N°9: Annuaire des personnes ressources en coopération décentralisée, en Bretagne, en 2005

Annexe N°10: Les pays Bretons (carte)

Annexe N°1: Classement des partenariats de coopération décentralisée pour le développement des collectivités bretonnes, par pays d'intervention, en 2005

Pologne	<ul style="list-style-type: none"> - Voïvodie de Wiekopolska / Conseil régional de Bretagne, C.G d'Ille et Vilaine <ul style="list-style-type: none"> * Poznan / Rennes * Sroda / Vitré * Wronky / Plérin - Voïvodie de Warmie Marzurie / Conseil Général des Côtes d'Armor - Voïvodie de Dolnoslaskie: <ul style="list-style-type: none"> ° Powiat de Walbrzych * Walbrzych / Vannes
Roumanie	<ul style="list-style-type: none"> - Judet de Sibiu / Conseil Général d'Ille et Vilaine <ul style="list-style-type: none"> * Sibiu / Rennes * Talmaciu / Vitré * Avrig / Plérin - Judet de Constantza <ul style="list-style-type: none"> * Constantza / Brest - Judet de Tulcea <ul style="list-style-type: none"> * Smardan / Carhaix - Judet de Dambovila <ul style="list-style-type: none"> * Titu / Ploufragan - Judet Hunedoara <ul style="list-style-type: none"> * Santamaria Orlea / Quimper - Judet de Arges <ul style="list-style-type: none"> * Mioveni / Landerneau
Bosnie	<ul style="list-style-type: none"> * Gorazde / Saint Briec
Rép. Tchèque	<ul style="list-style-type: none"> * Brno / Rennes * Cekse Budejavice / Lorient
Lettonie	<ul style="list-style-type: none"> * Ventspil / Lorient
Turquie	<ul style="list-style-type: none"> * Diyarbakir / Rennes
Palestine	<ul style="list-style-type: none"> * Jéricho / Rennes
Tunisie	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernorat de Gabès / Conseil Général des Côtes d'Armor * Gabès / Saint Briec
Algérie	<ul style="list-style-type: none"> * Sétif / Rennes * Bejaia / Brest
Mali	<ul style="list-style-type: none"> - Région de Mopti / Conseil Général d'Ille et Vilaine <ul style="list-style-type: none"> * Cercle de Bandiagara / Rennes * Djenne / Vitré - Région de Koulikoro <ul style="list-style-type: none"> * Mourdiah / Hennebont * Ouelessebougou / Pontivy * Nara / Quimperlé - Région de Ségou: <ul style="list-style-type: none"> * Vannes / Baroueli - Région de Kidal / Conseil Général du Morbihan

Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Province de Bazega <ul style="list-style-type: none"> * Saponé / Brest - Province de Boulgou <ul style="list-style-type: none"> * Ouargaye / Fougères - Province de Sanguié <ul style="list-style-type: none"> * Réo / pays de Morlaix
Niger	<ul style="list-style-type: none"> - Département de Tchirozérine / Conseil Général des Côtes d'Armor <ul style="list-style-type: none"> * Agadez / Saint Brieuc * Lannion / Tchirozérine
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> * M'Bour / Concarneau
Maurice	<ul style="list-style-type: none"> * Port Louis / Saint Malo
Chine	<ul style="list-style-type: none"> - Province du Shandong / Conseil Régional de Bretagne <ul style="list-style-type: none"> * Jinan / Rennes * Quigdao / Brest
Kazakhstan	<ul style="list-style-type: none"> * Almaty / Rennes
Vietnam	<ul style="list-style-type: none"> - Province de Ha Tinh et Nghe An / C.G des Côtes d'Armor - Province de <ul style="list-style-type: none"> * Huê / Rennes
Laos	<ul style="list-style-type: none"> - Province de Champassak / pays de Dinan
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> * Somoto / Fougères

Annexe N°2: Base de Données du diagnostic des démarches des villes
(Résultats des entretiens)

Collectivités / Critères de durabilité		22/ Lannion	22/ Plérin
Efficacité des projets			
Mode de gestion de la coop décentralisée	1	gestion par contractualisation. 1 adjointe déléguée aux jumelages et à la coopération décentralisée	Externe: Comité de jumelage, avec une commission (20e de bénévoles) par collectivité partenaire. Elus dans les comités, mais moins de 50% par commission. 1 élu aux affaires culturelles et jumelages
Employés?	2	non	non
Maîtrise d'ouvrage	3	ville de Lannion	ville de Plérin
Maîtrise d'œuvre	4	Association Côtes d'Armor Agadez et l'ALDZP sur place	Commission du comité de jumelage
Forme d'intervention (juste échanges culturels, ou appui au développement):	5	Appui au développement	Surtout échanges culturels (un peu d'appui au développement pour Avrig, Roumanie)
Formes d'Appui au développement	6	Echanges, transferts, formation	Dons (camions de pompiers), formation.
Thématique des actions	7	pas encore de projets	Santé et action sociale développement culturel, jeunesse, sport, projets dans le développement rural et économique
Partenaires	8	Le CG et ses partenaires	S35R (CG35), Côtes d'Armor Roumanie (ASI), lycées
Financements investis par la municipalité en 2004	9	Budget propre: 20 000 euros/an (pas toujours dépensés et non reconductibles)	14000 euros de subvention de fonctionnement pour tous les jumelages, plus possibilité de déposer des dossiers pour des projets.
Partenaires financiers	10	CG	Financements propres, CG, Etat, Europe
participation financière des partenaires locaux	11	oui	oui, dans le cadre des échanges culturels, quand ils reçoivent
Diagnostic	12	Non, pas encore de projet	non
Evaluation	13	Oui, menée par le CG qui a conduit à la répartition des communes nigériennes par communes française	non
Cohérence des politiques			
Mode d'indentification des besoins	14	identification commune.	Demande de la collectivité étrangère, réflexion commune pour le développement rural
Cohérence géographique du partenariat	15	oui (CG, St Brieux et 2 autres communes)	Moyen: mêmes zones que le CG35
Cohérence par rapport aux politiques nationales et européennes	16	ZSP pas encore de projets	Intégration européenne?
Cohérence par rapport aux compétences des coll. Fr.	17	pas encore de projets	
Réseaux d'échanges et de formation	18	CUF	FMCU, AFCCRE
Actions triangulaires	19	Non ?	oui, volonté de création et début de mise en place d'un grand réseau entre villes jumelles

Liens avec les autres collectivités bretonnes	20	CBCI, liens avec le CG, mauvaises relations avec St Brieuc	Connaissance des autres collectivités qui interviennent vers les mêmes destination.
Financement d'ASI	21	oui, pas de critères géographiques	
Pérennité des actions			
Origine du partenariat	22	Incitation du CG	Organisation Villages Roumanie. Communauté polonaise
Ancienneté du partenariat	23	Tchirozérine 2004	1989 (Avrig), 1998 (Wronki)
Signature de convention?	24	pas encore (il y en avait une avec Agadez)	Convention de parrainage pour Avrig, Convention de jumelage pour Wronki (2004)
Changements liés aux alternances politiques?	25	pas d'alternance récente	La politique des jumelages est stable depuis 1989, les alternances politiques n'ont rien changé.
Infos sur le site internet de la municipalité	26	Non	Page sur les jumelages dans les activités culturelles
Organisation de manifestations	27	Non	Opération fête-jumelage-musique (98), son et lumière en 2000
Participation à des manifestations nationales	28	Non, pas de participation directe à la semaine de la SI ou la 15e du commerce équitable	A la journée de l'Europe en 2000
Possibilités de participation du grand public?	29	Non	Par les échanges et les manifestations
Centre d'info sur la S.I	30	Non	Non
Appui sur des communautés étrangères	31	Non	oui, communauté polonaise à Plérin
ville consommant équitable?	32	Non	Non
Perception du retour du partenariat	33	Prise de conscience des autres, du développement, pas seulement dans les cas de crise; Montrer qu'il y a des situation terribles au quotidien.	Partenariat créés pour les jeunes, pour leur donner des possibilités de s'ouvrir. Vision historique et culpabilisée pour la Roumanie: Après Yalta, on ne peut pas laisser les PECO hors d'un processus d'aide internationale. Intérêts concrets pour la commune: ça favorise le tourisme.
Remarques		Pas d'appui sur la société civile, grosses difficultés en matière de communication, de liens avec la population.	Succès depuis 1996 pour les dossiers européens (au titre du FIR)
Intercommunalités		La coop déc n'est pas un axe retenu, ça risque de diluer encore plus l'information, les villes ont besoin d'identité et de s'identifier à une autre ville.	Proposition de mise en place d'une union des comités de jumelage de la CABRI ss 2 formes: bourse de moyens pour financer du matériel commun et pour mutualiser les expériences. Pas parvenus à 1 réalisation concrète. La coop déc n'est pas débattu au sein de l'intercom

	22/ Saint Brieuc	56/ Hennebont	56/ Lorient
E			
1	Directe et par contractualisation. 1 élus aux affaires scolaires et internationales	Externe: comité de jumelage, avec une 20e de bénévoles.(pas d' élu dans le comité) 1 élu, adjoint délégué à la culture, au patrimoine et aux échanges internationaux	Gestion mixte: un service à la mairie + des comités de jumelage. 1 élu, relations internationales, jumelages, tourisme
2	oui, 1 pers chargée du dossier de la coop déc	Non	oui, un personne chargée du dossier des relations internationales
3	ville de St Brieuc	ville d'Hennebont (ambigu)	Ville de Lorient
4	Association Côte d'Armor Agadez, et l'ALDZP sur place	Les comités de jumelages, à Hennebont et à Mourdiah	Ville de Lorient et comités de jumelage
5	Echanges culturels pour Gabès et Gorazde, Appui au développement pour Agadez	Appui au développement	Echanges culturels (d'expériences dans le domaine de la jeunesse, de la santé..)
6	Echanges, formations, construction d'infrastructures	Construction et amélioration d'infrastructures	
7	Développement culturel, jeunesse, sport (pour les trois), pour Agadez: Education et Formation, Santé et action sociale, Aide à la décentralisation	Echanges culturels, hydraulique, santé et action sociale, Education	Développement culturel, jeunesse, sport; santé et action sociale
8	CG22, Côtes d'Armor Agadez, ALDZP, inspection académique, hôpital de St Brieuc, association des peuples de la Méd. 2 écoles primaires et 1 collège jumelés.	Associations françaises et maliennes, direction général de l'hydraulique au Mali, ministère de la santé au Mali	Comités de jumelage, centre hospitalier, un centre de rééducation, l'université. Des échanges entre écoles devaient commencer.
9	30500 euros pour Agadez en 2004, 8000 euros pour des ASI	10 000 euros par la ville d'Hennebont	budget du service? 20000 euros pour les ASI Pas de financement de fonctionnement pour les comités.
10	CG, CR, Etat (MAE)	Financements propres (4000 euros), CG, Etat	Etat, Europe pour l'organisation de manifestations en France
11	oui	oui, (à peu près 10% des projets)	oui, quand ils reçoivent dans les échanges, manifestation là-bas
12	oui, pour connaître les besoins, pas pour évaluer les impacts	oui, pour savoir si les actions demandées étaient cohérentes	non
13	Non, pas par la ville: des retours qui indiquent si le projet a fonctionné. Évaluation du CG	Non, demande pour une évaluation en externe par CUF, mais trop cher	non (toutes les assoc financées doivent fournir un bilan de leurs projets)
C			
14	L'association ALDZP sur place fait une étude des besoins avec ses partenaires	Les maliens disent ce dont ils ont besoin, les français font un choix parmi les demandes	Identification communes des secteurs qui ont envie d'échanger
15	oui, CG22, Lannion et 2 autres communes	oui au niveau du Mali, non au niveau local	Non
16	ZSP Aide à la décentralisation	ZSP non	Intégration européenne?
17			
18	CUF	CUF	CUF, AFCCRE
19	non	Tentatives pour investir les partenaires allemand et gallois au Mali, sans grand succès. Participation financière	Essais pour que Galway s'investissent aussi à Cekse, en république Tchèque

20	Le maire est l'ancien président des CBCI. Connaissance des autres projets mais pas de travail en commun ("chasse gardée")	Réseau informel avec les communes proches qui travaillent aussi sur le Mali: Quimperlé, Pontivy, Quéven	Pas de contact avec d'autres collectivités sur le thème de la coop déc.
21	oui, sur des critères géographique (Niger et Tunisie)		la SI à Lorient se fait par le financement d'ASI (20 000 euros), pas de critères géographiques
P			
22	Volonté de cohérence avec le CG, 1 élu pour Gorazde	Demande auprès de Cités Unies France	?
23	Gorazde 2001, Agadez 2002, Gabès 2003	1990	Ventspils: 1975 Budejavice: 1997 Ceske
24	Agadez: charte de partenariat, Gabès: charte d'amitié et de coopération, Gorazde: charte de partenariat en cours d'étude	Signature d'une convention en 1990, renouvelée en 1998	Charte de jumelage avec Ventspils Charte d'amitié avec Ceske (plus souple, moins strict)
25	Pas d'alternance récente	Pas d'alternance récente	pas d'alternance récente
26	Rien sur les jumelages	Non, comité de jumelage dans le répertoire des assoc	Une page par ville jumelle
27	Organisation d'expositions, de conférences relayés par la presse, surtout lors de la venue de partenaires	oui, semaine malienne, organisation de débats sur l'Afrique	oui: organisation de la semaine culturelle tchèque (manifestation Bohême en Bretagne, débats sur l'Europe, conférences)
28	?	?	participation à la saison Etonnante Lettonie (manif nationale)
29	Non	Lors de la récolte de fonds propres (vente d'artisanat)	non (par les échanges)
30	Oui, RESIA (RITIMO)	non	Oui, CRISLA (RITIMO)
31	Non	non	non
32	Non (participation des écoles, et formations par le RESIA)	non	oui
33	Ouverture, Solidarité, connaissance de l'autre, respect; Apport culturel, éthique	C'est une ouverture sur un autre pays, ça abolit le racisme, c'est un gage pour la paix dans le monde, ça apprend à découvrir une autre culture, le respect des autres.	Ouverture, échange de culture. Ce sont des petites choses du quotidien, des pratiques qui changent
R	Difficulté sur le thème de la réciprocité, de l'ingérence, de la sensibilisation et de l'implication des populations	Difficulté pour monter les dossiers de financement (sur les termes employés); Peur de l'ingérence, du néo-colonialisme	Eparpillement dans les services des actions concernant la SI (services culturel, jeunesse...)
I	La coop déc n'est pas abordée à la CABRI (cf Plérin)	La Cap Lorient n'est pas investie en coop déc. Il n'y a pas de service des relations internationales à la CAP: c'est un sujet de confusion pour les associations	La Cap Lorient n'est pas investie en coop déc.

	56/ Pontivy	56/ Vannes. Jumelages avec Baroueli	56/ Vannes; Partenariat avec Walbrzych
E			
1	Externe: comité de jumelage (pas d' élu identifié)	Externe: Comité de jumelage pour Baroueli, au moins 3 élus dans le CA. 1 conseiller municipal délégué aux relations internationales à la mairie	Externe: association Vannes-Walbrzych, 3 élus de Vannes et 3 de Grandchamp dans le CA. 1 conseiller municipal délégué aux relations internationales à la mairie
2	non	non	non
3	ville de Pontivy (ambigu)	ville de Vannes (ambigu)	ville de Vannes,es (ambigu)
4	Comité de jumelage et partenaires	le comité de jumelage	les différents partenaires
5	Appui au développement	Appui au développement	Echanges d'expériences (jeunesse, santé, formation, économie)
6	Echanges et Financement	Financement, formation, infrastructures	
7	Santé et action sociale, hydraulique, appui à la décentralisation	Education et formation, hydraulique, santé et action sociale	Echanges: culturels,soutient à la francophonie, jeunesse, santé, formation, économie
8	hôpital de Pontivy, un collège, trois écoles primaires, des ONG	Association St Avé, Air France, projet pour investir des écoles	différents lycées, école d'infirmière, office du tourisme, chambre des métiers, fédération des pompiers, maison de la Bretagne à Walbrzych.
9	à peu près 15 000 euros	à peu près 11 000 euros par an en deux financements: un pour l'assoc et un pour les projets.	Pas de budget propre, la ville paye une cotisation à l'association (150 euros). Elle finance venue de délégations sur un autre budget
10	CG, parfois l'Etat	pas encore d'autres partenaires	Chaque partenaire cotise à l'association; Pas d'autres partenaires financiers
11	oui, de 5 à 10%	oui, en général, l'association paye 50% de la part communal des projets	Chaque collectivité paye pour ses échanges
12	?	non	non
13	oui, prévu pour la fin du projet en externe	non. Dispositif annuel de suivi et bilan des projets fait en interne sur le terrain.	non
C			
14	?	Identification commune: Projets issus du programme communal et choisis par les français	Identification commune: chacune des deux villes propose des thématiques puis choix commun
15	oui, au niveau national mais pas local	oui, au niveau national mais pas local	non
16	ZSP Appui à la décentralisation	ZSP non	intégration européenne?
17			
18	CUF	non	non
19	oui: avec une commune allemande qui participe financièrement et aux chantiers de jeunes	non, ce serait bien.	Un peu avec une autre ville allemande (pas jumelle de Vannes), qui intervient aussi à Walbrzych

P			
22	hasard	Hasard d'une rencontre d'une élue avec le préfet de Baroueli	contact pris au moment de la chute du mur de Berlin
23	Ouelessebougou: 1985	2002	Contacts depuis 1990
24	oui	oui, jumelage-coopération	oui, partenariat-coopération signé en 2001
25	oui, ça n'a rien changé	Grande stabilité politique	Grande stabilité politique
26	Rien sur le site	Page sur les relations internationales	Page sur les relations internationales
27	oui: expositions	Dossiers, plaquettes, projet de repas	Pas d'action en France: nombreux échanges mais le grand public n'est pas informé ni ne participe aux projets.
28	?	Semaine africaine	non
29	non (à part les échanges, chantiers là-bas)	non (sauf lors des récoltes de fonds propres)	non (à part dans les échanges)
30	non	non	non
31	non	non	non
32	non	non	non
33	Découvrir les autres: ne pas vivre en vase clos: ça sensibilise tous les milieux, les jeunes comme les vieux;	Les gens ont beaucoup d'intérêt pour la coopération avec l'Afrique, ils sont contents que la collectivité fasse quelque chose avec l'Afrique: ils sont très intéressés et impliqués	Ouverture sur un pays émergent, sur sa culture, sur son économie. La Pologne est un pays avec lequel les liens d'amitié sont traditionnels. Dans le cadre de la construction européenne, ce partenariat permet de montrer que chacun a quelque chose à apporter aux autres.
R	Critiques de la politique de la région: arbitraire. Problèmes de financement. Passage des fonds à l'AFD l'état se désengage	Difficultés pour investir vraiment la population française, faire connaître les projets. Tt repose sur des bénévoles. Il manque une personne travaillant sur le thème. Le conseil municipal n'est pas un lieu de réflexion pour les actions des jumelages! Problème de corruption en Afrique	
I	?	La communauté d'agglomération mène un projet avec la ville d'Abéché au Tchad. La mairie aurait un font pour l'aide au développement qui serait entièrement transmis à cette assoc. Quand le partenariat a commencé, il était déjà au district. Difficile et sans intérêt de faire passer les partenariats des villes à l'échelle intercommunale: ce sera trop éloigné; les partenariats font parti de l'identité communale. Par contre, ce serait intéressant que les CA viennent compléter les thématiques d'intervention.	

	56/ Ploemeur	35/ Fougères	35/ Saint Malo
E			
1	Externe: comité de jumelage Ploemeur-Nowa Deba, en train de se constituer. Elus dans le CA (pas en majorité), pour servir de délégué entre le comité et la ville. Une élue chargée des relations inter.	Gestion directe et par contractualisation. 1 élu chargé du dossier	Gestion directe: une adjointe aux affaires culturelles et internationales. Il n'y a pas de comité de jumelage, ni association
2	non	1 personne chargée à mi-temps du dossier de la coop déc à la mairie.	non
3	ville de Ploemeur	Ville de Fougères	Ville de Saint Malo
4	Le comité de jumelage	Différents opérateurs selon les projets	Ville de Saint Malo
5	Echanges culturel	Appui au développement	Echanges culturels
6		Formation, fonds économiques (mis à dispo sous forme de prêts), micro-crédit	
7	Développement culturel, jeunesse, sport	Développement rural (autonomie alimentaire), Hydraulique, éducation et formation	Développement culturel, jeunesse et sport. Soutient à la francophonie
8	Un club de badminton, un club de foot, le lycée Notre Dame de la Paix. En projet: peut-être un envoi de matériel entre les hôpitaux	Pas vraiment de partenaires: des opérateurs sur place. Soutien aux assoc locales	Ecoles, club de sport
9	à peu près 30 000 euros pour la Pologne (Ca dépend des années)	30500 euros en tout pour les deux villes partenaires.	Ca dépend des années, si une délégation doit partir ou non (40 000 euros quand la dernière délégation est partie!)
10	non (peut-être des demandes vers l'Europe: partenariat tripartite)	CG, MAE, (CR avant sa réforme)	pas de partenaires financiers
11	Chaque collectivité paye pour ses échanges	oui, selon l'état des fonds des collectivités et ceux qui ont été recueillis en France	Chaque collectivité paye pour ses échanges
12	non	oui, diagnostic pour connaître les besoins en allant sur le terrain, pas pour évaluer les impacts	non
13	non	Non, pas vraiment d'évaluation: des bilans quantitatifs et qualitatifs obligatoires pour les financeurs	non
C			
14	Selon les partenaires intéressés pour échanger	Identification commune: demande des partenaires débattues en conseil municipal: critères éthiques de développement durable	Pas de besoins: échanges culturels
15	oui au niveau national, mais pas au niveau local	non	non
16	échanges pour l'intégration européenne?	ZSP pour le Burkina	non
17	non		
18	AFCCRE	CUF	non
19	oui: jumelage tripartite avec la Pologne (motivé par les orientations euro: pour des subventions)	oui, pour Somoto, avec Leganes (Espagne)	non

P			
22	la société civile: club de badminton	Appui sur la société civile: les sœurs de Ouargaye et l'ASPAL	partenariat historique: l'ancien gouverneur de l'île était Maloin.
23	Contact depuis 1992	Somoto: 1986 Ouargaye: 2000	relation depuis 1990
24	oui, charte de jumelage tripartite en 2004	oui, deux chartes de jumelage	oui, charte de jumelage en 1998
25	pas d'alternance récente	Pas d'alternance récente	Pas d'alternance récente
26	Une page sur les jumelages	pas de site internet en fonctionnement	Page sur Port Louis dans la rubrique "culture-loisirs";
27	non	oui: manifestation "terre de paix" tous les 2 ans.	rencontres sportives, concours de comtes
28	non	Participation à la semaine de la SI et à la 15e du commerce équitable	non
29	non (seulement par les échanges)	Elle est poussée à s'investir dans le commerce équitable, par ex.	par les échanges. Pas d'investissement du gd public
30	non	non	non
31	non	non	mauriciens à St Malo
32	non	Oui, plus avec les RITIMO, à travers les actions sur le commerce équitable (convention avec Max Havelaard)	non
33	Ouverture, préoccupation de ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe, beaucoup de points communes entre les trois collectivités, dont un attachement culturel fort		"St Malo est une petite ville où les gens sont très renfermés sur leur vécu, c'est une ouverture, un échange culturel, ça fait parti de notre histoire".
R	Pas de services, ces relations sont à gérer en plus, les personnes ne sont pas formées pour ça, ne savent pas comment faire, elles reposent sur le bénévolat. Difficile d'investir la population: ça manque de jeunes.	Projets très intéressants dans la logique de l'aide pour se passer de l'aide. Pb: complexité des dossiers euro, alors que CG et CR donnent moins.	Les forces vives des associations sont essouffées, difficile de s'appuyer sur la société civile. Manque de personnel.
I	Ce n'est pas dans les compétences de la CAP Lorient, ce n'est pas mûr! Ce serait intéressant pour envoyer du matériel hospitalier là-bas, car ça dépasse l'échelle de la communauté.	La solidarité reste avec la culture et les écoles ce qui donne une identité aux communes: il y aurait un risque à faire passer la solidarité à l'intercommunalité.	La thématique n'est pas abordée par la CA.

	35/ Rennes (jumelage): Brno, Sétif, Almaty, Poznan, Sibiu, Jinan	35/ Rennes (jumelage-coopération): Plateau Dogon	35/ Rennes (villes partenaires): Hué, (Jéricho, Diyarbakir: en projet)
E			
1	gestion mixte (directe et comité de jumelage). La ville de Rennes assure avec ses services des appuis à la gestion urbaine, alors que les comités assurent les thématiques culturelles, éducatives, de citoyenneté.	pour le Plateau Dogon, la maîtrise d'œuvre est actuellement déléguée à l'AJCRPD. (la municipalité pourrait en assurer une partie sur d'autres thématiques)	
2	oui: Direction des Relations Internationales: 1 directrice, un chargé de mission affaires européennes	oui: 1 pers là-bas, plus un 1/2 tps en France à la MIR, et une pers responsable du dossier à la mairie.	oui: Direction des Relations Internationales: 1 directrice, un chargé de mission affaires européennes
3	ville de Rennes	Ville de Rennes	Ville de Rennes
4	ville de Rennes et les comités de jumelages	AJCRPD	ville de Rennes et les comités de jumelages
5	Appui au développement et échanges culturels	Appui au développement et échanges culturels	Appui au développement et échanges culturels
6	formation, expertise, échanges d'expériences	micro-crédit, financement et construction d'infrastructures, chantier, formation	formation, expertise, échanges d'expériences
7	Gestion urbaine, développement culturel, jeunesse, sport, Education et formation	Développement rural, santé et action sociale, Education et formation. Projet d'appui à la décentralisation par la ville de Rennes.	Gestion urbaine, développement culturel, jeunesse, sport, Education et formation, santé et action sociale (Hué)
8	Service municipaux et communautaires, Université, chambres consulaires, tribunal administratif, IPAG... (liste non exhaustive)	collectif d'associations: les amis de Tougoumé, Sup de cœur (école de commerce de Rennes), UMI (Union Mutualiste d'Ille et Vilaine), Architectes Sans Territoire, Prisme, Agriculteurs sans Frontière, AIVM, Le Pélican, Assoc Voyages et Chantiers...	Service municipaux et communautaires, Université, chambres consulaires, hôpitaux
9	Budget confondu avec celui de tous les autres jumelages et relations internationales.	1/1000e du budget de fonctionnement est consacré à l'aide au développement. 50% de ce 1/1000e va pour la coopération avec le Mali. (à peu près 100 000 euros)	une partie du 1/1000e est consacré à la coopération avec Hué.
10	L'Union Européenne: programme PHARE, Asie Urbs...		
11			
12	oui, diagnostic des impacts.		
13	Evaluation encore non généralisée.	évaluation à la fin des différentes phases des projets. (pas globale). Parfois faite en externe (étudiant)	
C			
14	Demande des collectivités partenaires, débattues à la municipalité	Identification des besoins par le comité de jumelage au Mali, et choix commun.	
15	oui pour la Pologne et la Roumanie	oui	non
16	oui: appui à l'intégration européenne: effet de levier sur les villes pour répondre à des programmes européens (Sibiu)		
17	oui: la municipalité intervient sur ses compétences propres	non (sauf pour l'appui à la décentralisation)	oui: la municipalité intervient sur ses compétences propres
18	CUF, AFCCRE, CRPM, conférence des villes de l'arc Atlantique, CVAA...		
19	oui, par ex pour répondre à des programmes européens: Iena, Poznan, Sibiu, Brno et Rennes/ St Jacques de Compostelle, Rennes, Ou Fu....		

20	oui, membre des Collectivités Bretonne pour la Coopération Internationale, relations avec le Conseil Général, le conseil Régional, avec les villes proches qui interviennent sur les mêmes destinations		
21	oui: nombreux fonds pour financer les initiatives des rennais: Fond d'échange international pour accompagner les établissements scolaires dans leurs projets, Fond Rennais d'Initiative Jeune, Fond d'appui au développement...		
P			
22	Origines variées: agir en synergie avec le département et la région, s'ouvrir à l'est	objectif de cohérence par rapport au conseil général.	s'ouvrir à l'Asie, pour Hué, s'engager pour la paix (Jéricho)
23	Brno (1965), Sétif (1982), Almaty (91), Sibiu (93), Poznan (93), Jinan (85)	Relations depuis 1985	Relations depuis 1992
24	oui, des chartes de jumelages (Brno:65, Sétif: 82, Almaty: 91, Sibiu: 99, Poznan: 98, Jinan: 2002,	signature d'une charte de jumelage en 1995 et d'une convention de coopération	signature d'une charte de partenariat en 2000 pour Hué. Ce ne sont pas des jumelages, mais des villes partenaires (engagement moins fort)
25	non	non	non
26	oui: un chapitre Relations Internationales sur le site de la ville. Certains comités de jumelages disposent en plus d'un site internet propre, comme celui Rennes-Almaty, ou l'association de jumelage coopération Rennes Plateau Dogon		
27	la ville de Rennes participe et organise de nombreuses manifestations: années et saisons étrangères, organisées au niveau national, journée de l'Europe, journée internationale des femmes... Participation à la semaine de la solidarité internationale et à la quinzaine du commerce équitable. Information par la MIR, le magazine international mensuel, organisation de débats, colloques, accueil de nombreuses délégations...		
28			
29	oui, par l'intermédiaire des comités de jumelages qui organisent des voyages sur place, par exemple		
30	oui, le CRIDEV		
31	Oui, actions pour l'intégration des étrangers à Rennes et un respect de leurs différences: création du comité consultatif "rennais d'origine étrangère". Soutient à des assoc liées à des communautés étrangères de Rennes.		
32	oui		
33	C'est un vecteur d'information, d'enrichissement, d'opportunités personnelles et professionnelles. Ca offre aux acteurs de la ville des clefs d'entrée pour l'étranger. Des séjours de rupture pour des jeunes en difficulté sont proposés au Mali (c'est positif à condition que ce soit long, et très bien encadré) "la ville de Rennes a également à apprendre (des autres municipalités) dans la mesure où les délégations et les stagiaires accueillis dans nos structures peuvent apporter un regard neuf sur des problèmes récurrents" R. Lefrançois		
R		attente des élus maliens d'une aide pour élaborer des plans de développement économique, sociaux et culturels (PDSEC) : l'occasion pour la ville de rennes d'intervenir dans l'appui à la décentralisation et d'assumer une partie de la maîtrise d'œuvre directe, sur une thématique qui touche directement ses compétences.	
I	Rennes métropole est le premier partenaire institutionnel de la ville de Rennes, en matière de coopération internationale. Certaines compétences ont été transférées, comme la politique de la ville. Les actions internationales ayant trait à ces compétences doivent donc être prises en charge par l'intercom, d'où l'association des services municipaux et communautaires pour des projets ponctuels. Rennes métropole participe aussi financièrement aux projets. Il y a eu une réunion des élus aux relations internationales des communes de Rennes métropole : constat : déficit d'informations, ils ne savent pas comment faire pour faire de la coop déc. Idée : un chargé de mission à Rennes métropole pour appuyer les communes dans leurs différents projets ; Pays : suggestions pour la coop déc dans la charte, mais apparemment rien jusqu'ici de concret.		

	35/ Vitré	29/ Quimper	29/ Quimperlé
E			
1	Gestion externe avec une association et des comités de jumelage. Des élus sont membres des CA. Une élue déléguée aux affaires sociales est chargée du dossier	Gestion externe par une association, des élus font partis de l'association (ou faisait, lors de sa création). Pas d'élus identifiés chargés du dossier	Gestion externe: par un comité de jumelage. 3 élus dans le CA, aucun dans le bureau. Pas d'élus identifiés chargés du dossier
2	non (une personne au Mali)	1 personne est chargée, parmi d'autres missions, du dossier de la coop déc	non
3	Ville de Vitré	ville de Quimper (ambigu)	ville de Quimperlé
4	L'association et les comités de jumelage	Association Santamaria Orléa	Comité de jumelage français et malien
5	Appui au développement pour le Mali. Echanges culturels, d'expériences pour la Pologne et la Roumanie (+parrainage)	Appui au développement	Appui au développement
6	Infrastructures, formation, appui technique, parrainage	Financement, formation, échanges	Infrastructures, dons (livres), financement
7	Education et formation, développement rural, économique, hydraulique, santé et action sociale. Développement culturel, jeunesse, sport	Développement rural, économique (tourisme rural), développement culturel, jeunesse, sport, Education et formation, action sociale	Développement rural, soutien à la société civile (association), Education-formation, Développement culturel, jeunesse et sport
8	CG (appui technique), Ile et Vilaine Mopti, Architecte sans territoire, Ile et Vilaine-Pologne, Ile et Vilaine-Roumanie	Association des gîtes de France, association PECO (CG), centre culturel français. 2 assoc locales et la direction départementale pour la protection des enfants en Roumanie	Un lycée, des écoles primaires, Association à Nara et Bamako
9	13 000 euros pour Djenné	6000 à 7000 euros par an pour l'assoc (budget total du service: 20 000 euros)	5000 euros en 2004
10	Demandes auprès de l'Europe, de l'Etat.	CG29, Etat (fond de la coopération décentralisée)	CG 29, Etat, financement propre
11	?	oui (l'appui aux projets est parfois seulement technique et non financier)	oui mais pas forcément financièrement, sous forme de main d'œuvre par ex
12	non: voyage et vie sur place pour pointer les problèmes	oui, des besoins, sur place	Sorte de diagnostic des besoins: test sur les motivations des populations locales pour choisir les projets
13	oui, dispositif annuel d'évaluation, en interne, par la pers employée à Djenné.	oui, c'est obligatoire pour toucher les fonds de l'Etat. Fait en interne, par l'assoc	oui: évaluation de projet en interne: c'est l'intérêt du voyage annuel mais elle manque de critères, d'indicateurs
C			
14	Demandes des maliens ou propositions françaises suite à des constats faits sur place	Identification avec les associations locales partenaires	Demandes des maliens, puis tris fait en France selon la motivation des demandeurs
15	oui	non	oui, au niveau nationale, mais pas local
16	ZSP pour Djenné non	non	ZSP non
17		non	non
18	CUF		Demande du comité pour que la mairie adhère à CUF
19	non, pas facile d'investir les allemands et les anglais.	non	non?
20	Membre d'Ile et Vilaine Mopti, contacts avec Fougères, le CG35, Rennes, et avec deux communes proches qui s'investissent autour de Djenné	Très peu de relations: l'élus est invité par les CBCI, mais ne semble pas s'investir	Réseau informel avec les autres communes proches intervenant au Mali

	35/ Vitré	29/ Quimper	29/ Quimperlé
E			
1	Gestion externe avec une association et des comités de jumelage. Des élus sont membres des CA. Une élue déléguée aux affaires sociales est chargée du dossier	Gestion externe par une association, des élus font partis de l'association (ou faisait, lors de sa création). Pas d'élus identifiés chargés du dossier	Gestion externe: par un comité de jumelage. 3 élus dans le CA, aucun dans le bureau. Pas d'élus identifiés chargés du dossier
2	non (une personne au Mali)	1 personne est chargée, parmi d'autres missions, du dossier de la coop déc	non
3	Ville de Vitré	ville de Quimper (ambigu)	ville de Quimperlé
4	L'association et les comités de jumelage	Association Santamaria Orléa	Comité de jumelage français et malien
5	Appui au développement pour le Mali. Echanges culturels, d'expériences pour la Pologne et la Roumanie (+parrainage)	Appui au développement	Appui au développement
6	Infrastructures, formation, appui technique, parrainage	Financement, formation, échanges	Infrastructures, dons (livres), financement
7	Education et formation, développement rural, économique, hydraulique, santé et action sociale. Développement culturel, jeunesse, sport	Développement rural, économique (tourisme rural), développement culturel, jeunesse, sport, Education et formation, action sociale	Développement rural, soutien à la société civile (association), Education-formation, Développement culturel, jeunesse et sport
8	CG (appui technique), Ile et Vilaine Mopti, Architecte sans territoire, Ile et Vilaine-Pologne, Ile et Vilaine-Roumanie	Association des gîtes de France, association PECO (CG), centre culturel français. 2 assoc locales et la direction départementale pour la protection des enfants en Roumanie	Un lycée, des écoles primaires, Association à Nara et Bamako
9	13 000 euros pour Djenné	6000 à 7000 euros par an pour l'assoc (budget total du service: 20 000 euros)	5000 euros en 2004
10	Demandes auprès de l'Europe, de l'Etat.	CG29, Etat (fond de la coopération décentralisée)	CG 29, Etat, financement propre
11	?	oui (l'appui aux projets est parfois seulement technique et non financier)	oui mais pas forcément financièrement, sous forme de main d'œuvre par ex
12	non: voyage et vie sur place pour pointer les problèmes	oui, des besoins, sur place	Sorte de diagnostic des besoins: test sur les motivations des populations locales pour choisir les projets
13	oui, dispositif annuel d'évaluation, en interne, par la pers employée à Djenné.	oui, c'est obligatoire pour toucher les fonds de l'Etat. Fait en interne, par l'assoc	oui: évaluation de projet en interne: c'est l'intérêt du voyage annuel mais elle manque de critères, d'indicateurs
C			
14	Demandes des maliens ou propositions françaises suite à des constats faits sur place	Identification avec les associations locales partenaires	Demandes des maliens, puis tris fait en France selon la motivation des demandeurs
15	oui	non	oui, au niveau nationale, mais pas local
16	ZSP pour Djenné non	non	ZSP non
17		non	non
18	CUF		Demande du comité pour que la mairie adhère à CUF
19	non, pas facile d'investir les allemands et les anglais.	non	non?

20	Membre d'Ile et Vilaine Mopti, contacts avec Fougères, le CG35, Rennes, et avec deux communes proches qui s'investissent autour de Djenné	Très peu de relations: l'élus est invité par les CBCI, mais ne semble pas s'investir	Réseau informel avec les autres communes proches intervenant au Mali
21	?	oui	oui
P			
22	Soucis de cohérence avec le CG mais aussi en s'appuyant sur la société civile.	Hasard des rencontres: Appui sur la société civile: 1 médecin parti là-bas a créé l'association, avec des élus.	par la ville d'Hennebont qui intervient aussi au Mali
23	Djenné: 1987; Sroda: 1994, Talmaci: 1999	1990	Relation depuis 1999
24	oui: jumelage-coopération pour Djenné, et jumelage pour les autres	oui	oui, charte de jumelage signée en 2002
25	pas d'alternance récente	Alternance récente, financements restés équivalents mais les élus investis sont passés à l'opposition.	Alternance récente, qui est à l'origine de l'investissement de la ville en coop déc
26	petit mot sur chaque ville jumelle dans "découvrir Vitre"	Une page sur les jumelages mais rien sur Santamaria Orléa	Non, juste l'adresse du comité dans le répertoire des associations
27	L'assoc monte de nombreux projets pour se financer: Fest Noz, dîners africains, danses, débats, films, lotos...	Manifestations de l'association pour récolter des fonds (expos photos, soirées de solidarité)	Manifestations pour récupérer de l'argent; organisation d'une semaine africaine par le comité
28	non	pas directs, peut-être financière	Participation à la semaine de la SI, avec l'opération bol de riz
29	indirect par la participation aux manifestations, ou en parrainant 1 enfant	oui: l'association draine des touristes bretons pour les emmener dans les gîtes d'étape créés près de Santamaria Orléa	non (sauf lors de la recherche de financement ou des échanges)
30	non	oui: CICODES (RITIMO)	non
31	non, 21 nationalités mais de demandes particulières de leur part	non (pourtant il y en a à Quimper)	non
32	non	oui	non
33	"C'est très riche, volonté d'ouverture sur le monde, d'esprit ouvert sur les réalités mondiales, paix entre les peuples, possibilités pour les jeunes de faire des voyages à l'étranger. Donner l'envie de voir ce qui se passe ailleurs"	Pas de réflexion sur la réciprocité; pas de réponse, ni à la mairie, ni à l'association	Ouverture d'esprit à tous les jeunes, preuve d'un élan de solidarité.
R	8 jumelages pour 16 000 habitants! Pb de corruption; difficultés pour investir la population étrangère dans les projets, difficultés pour monter les dossiers de financement.	Question du professionnel: comment faire de la coopération décentralisée sans passer par une assoc. Exemple d'une collectivité qui a signé une charte très souple. Pb de l'investissement de la collectivité juste en finançant une assoc	Difficulté: beaucoup de demandes des maliens, pour le montage de dossier: pour mobiliser les adhérents sur de l'abstrait, sur l'accompagnement des partenaires. C'était beaucoup plus facile de mobiliser sur de l'aide caritative, car concrète.
I	2 autres com de l'intercom viennent de se jumeler avec des villages autour de Djenné, venant renforcer la synergie qui se met en place entre le dép. et le cercle de Mopti: façon intéressante pour envisager l'intercom. "Ca a plus d'intérêt d'avoir un village à soi". La coop n'est pas évoquée au niveau de l'intercom.	La coop déc n'est pas du tout abordée au niveau de Quimper Communauté. Le social ne figure pas dans les compétences de la communauté d'agglo.	La coopération internationale n'est pas une thématique abordée par l'intercommunalité, il n'y a pas de projets envisagés au niveau de l'intercommunalité.

	29/ Pays de Morlaix (Morlaix, St Sève, Henvic, St Martin, Plourin, Pleyer-Christ)	29/ Communauté urbaine de Brest	29/ Concarneau
E			
1	Gestion externe: comité de jumelage, avec un ou deux élus par commune dans le CA. Un élu identifié, chargé du dossier à la mairie de Morlaix.	gestion mixte (directe, comité de jumelage)	Gestion externe: comité de jumelage, avec deux élus qui participent aux activités de la commission.
2	non	oui: Dans le services des relations européennes et internationales: 2 pour la solidarité internationale et les jumelages, et 3 pour la coopération décentralisée	non
3	Pays de Morlaix	communauté urbaine de Brest	ville de Concarneau
4	comité de jumelage	comité de jumelage pour Constantza, CUB pour Saponé	Comité de jumelage
5	Appui au développement	Appui au développement (Constantza, Saponé), coopération économique: Qingdao	Appui au développement
6	Infrastructures, échanges	formation, soutien financier	construction, dons, formation
7	Hydraulique, développement culturel, jeunesse, sport	Education et formation, santé et action sociale, Gouvernance et société civile	Echanges culturel, Education et formation, développement économique, Gouvernance et société civile
8	SIVOM des eaux du pays de Morlaix, des lycées et collèges	Associations locales à Saponé, écoles d'infirmières	Centre d'handicapés, cases communautaires, centre technique féminin. (Projet de faire appel à des opérateurs comme UNIEF et "Aide et Action")
9	Chaque commune verse une subvention annuel proportionnelle à sa taille (à peu près 1000 euros pour Morlaix)	36 000 euros pour la coopération décentralisée (CUB) 317 000 pour la S.I (ville de Brest) 64 000 euros pour les jumelages traditionnels (ville de Brest)	5000 euros en 2004
10	Le SIVOM	C.G, Etat (MAE)	dossiers déposés auprès du CG, CR, du MAE et de l'Europe
11	oui		
12	oui: en externe, demandé à une assoc grenobloise spécialiste des problèmes hydrauliques	non	
13	oui: faite en interne par les groupes de jeunes qui partent là-bas.	oui, une évaluation a été faite en 2000, qui a remis à plat la coopération avec Saponé. Par contre, il manque des évaluations sur chaque action menée.	Projet de bilan fait par une stagiaire sur place avec les partenaires locaux
C			
14	Demande de la part des collectivités Burkina Bé, même si les coll fr. ne sont pas tjs d'accord. Consensus pour le projet hydraulique	Sélection des projets des associations de Saponé par le services	
15	non	non	non
16	ZSP non	Le Burkina est dans la ZSP	Le Sénégal est dans la ZSP
17	oui (avec le SIVOM)	oui: compétence dans le soutien à la société civile et la formation de fonctionnaires	non
18	CUF (groupe Burkina Faso)	CUF, AFCCRE	CUF
19	oui, avec la ville jumelle allemande de Morlaix; les 3 villes sont sur le projet hydraulique	non (prématuré par rapport à l'avancement des projets)	oui, avec la jumelle allemande "Bierfeld"

20	En Bretagne, uniquement avec Brest qui intervient à Saponé	Participation à la MCD (maison de la Coop Déc), conduite par le territoire de Belfort, qui regroupe plusieurs coll. intervenant au Burkina. Connaissance vague des autres partenariats bretons.	Liens avec la commune d'Aix, qui est aussi jumelée avec M'Bour
21		oui	
P			
22	Appui sur la société civile: une assoc (issue d'une scission de l'assoc finistérienne pour le dvlmt de Sanguié)	Des élus, pour Constantza et Bejaia; Incitation d'association de Saponé auprès de la ville de Brest.	Rencontre lors d'une réunion de villes jumelles à Lorient, il y a plus de trente ans.
23	1993	Saponé: 1989; Constantza: 1993; Bejaia: 1995; Quigdao: 2002	Relations depuis 1975
24	oui	Charte de jumelage-coopération avec Saponé Charte de jumelage avec Constantza protocole d'amitié avec Bejaia protocole de coopération économique avec Quigdao	Accord signé depuis 2002
25	Il y a eu des alternances politiques depuis la création du comité, mais cela n'a rien changé	Pas d'alternance récente	
26	non, comité de jumelage dans le répertoire des associations	Une page sur internet, mais non à jour	Rien sur internet
27	L'assoc émet deux bulletins par trimestre pour informer la pop, organisation de manifestation: cinéma africain	Information pour le mensuel de Brest-métropole-océane (CUB)	Soirées et repas africaine, organisation de débats sur l'Afrique
28	?	Pas de participation aux évènements de la solidarité internationale	
29	Non, sauf par les échanges et la participation aux manifestations en France	Non (déjà grandes difficultés de communication)	Proposition d'un séjour touristique là-bas pour les habitants de Concarneau
30	non	non	non
31	non	non	non
32	Morlaix: oui	non	non
33	Ce qu'apporte ce partenariat à la coll fr. : "concrètement, rien", cependant c'est une prise de conscience des problèmes du développement; il y a une volonté manifeste de la municipalité de ne pas se contenter de relations avec les pays riches.	Pas de réflexion conduite sur ce thème	
R	Difficultés: pour faire participer la pop aux projets, pour passer de l'information à la participation et concertation. Pour travailler avec les autres collectivités et associations: les projets de chacun sont un peu: "chasse gardée".	Relation particulière avec les comités de jumelages, regroupés au sein d'une association. Celui avec Saponé n'est plus financé depuis l'évaluation. C'est le service qui se charge de leurs dossiers de demandes de subvention. Grosses lacunes de communication avec les citoyens. La responsable du service vient juste d'arriver, après un long vide à ce poste.	
I	Coop déc à l'échelle d'une intercom de gestion: d'un SIVOM/ Echelle intéressante qui permet à 6 petites communes d'arriver à un budget similaire de collectivités plus importante et suffisant pour s'investir!	Grosses difficultés liées au passage de la coop déc de la ville vers la CU. L'image technocratique et administrative de la CUB pour les citoyens (contrairement à l'image conviviale et dynamique de la ville) rend la communication encore plus difficile, et nécessite d'abord un gros travail en interne)	

	56/ CA de Vannes	22/ Dinan et le Pays de Dinan	
E			
1	gestion externe, par une association. Un élu représentant chaque commune est membre du bureau. Le président n'est pas un élu	Gestion externe, par une association. Le président du pays et le maire de Dinan sont investis dans l'association	
2	non	non	
3	Association Vannes-Abéché (pas de convention)	Armor Mékong (maîtrise d'ouvrage déléguée à l'association)	
4	Association Vannes-Abéché (pas de convention), l'Armée	Armor Mékong (maîtrise d'ouvrage déléguée à l'association)	
5	appui au développement	Soutien à la francophonie et appui au développement	
6	infrastructures, dons, financement, formation	Formation, financement de matériel	
7	Education et formation, santé et action sociale, hydraulique, développement rural	Développement culturel, éducation et formation, santé et action sociale (en projet)	
8	Les 24 communes de la CA, l'hôpital de Vannes, deux pharmacies, une ONG locale, un lycée, la chambre d'agriculture, l'inspection académique	inspection académique au Laos, école normale dans la province de Champassak, projets d'échanges entre collèges	
9	19 000 euros en 2004 (0,15 euros par habitant)	11 000 euros par an pour le Pays 1 500 euros pour la ville de Dinan	
10	CG	CG, financement propre	
11	non	pas financièrement	
12	non, mais une étude des besoins menée sur place par l'armée		
13	oui, évaluation des projets en interne	non, pas encore	
C			
14	par l'armée sur place, et par les contacts formés par l'association	Demande des laotiens pour la santé. Importance pour les français du soutien à la francophonie, pour pouvoir communiquer et échanger.	
15	non	non	
16	non	non	
17	non, pas de cohérence par rapport aux compétences propres à la CA	pas de cohérence par rapport aux "compétences" d'un pays	
18	non	pas d'adhésion mais contacts avec CUF	
19	non	non	

20	un peu avec Vannes	Anciens contacts avec Brest. Contacts avec Chinon qui travaille sur le Luang Prabang.	
21	non	oui (pas d'autres qu'Armor Mékong pour le Pays)	
P			
22	présence de l'armée à Vannes et à Abéché.	Venue du préfet de Champassak, demande de partenariat; volonté d'élus en France.	
23	1986	1999	
24	non	oui, convention signée en 2001	
25	difficultés liées aux élus qui cherchent à s'approprier le partenariat pour valoriser leur mandat	? Mais le président du pays est à gauche, et le maire de la ville à droite.	
26	oui, page sur les relations internationales sur le site de la mairie de Vannes	sur le site de Dinan: page sur les jumelages mais rien sur Champassak	
27	non	très peu de communication. Organisation d'un colloque par l'assoc sur l'Asie du sud-est mais qui a du mal à mobiliser la population du pays	
28	non		
29	non	Non (déjà grandes difficultés de communication)	
30	non	non	
31	non	les familles de laotiens qui vivent dans le pays sont connus de l'association	
32	non	non	
33	Eviter que la CA ne s'enferme sur la gestion administrative mais s'ouvre sur le monde extérieur.	Aider les gens à comprendre les obligations de la Solidarité Internationale et les ouvrir sur d'autres cultures. "Les problèmes économiques actuels sont liés au déséquilibre des revenus; tout ce qui sera fait pour améliorer le niveau de vie de ces pays, améliorera aussi nos conditions de vie".	
R	Est-ce que c'est vraiment de la coop déc? L'association est une émanation de la CA de Vannes, mais les élus n'ont pas de contact direct avec les élus tchadiens, pas de convention de signée. Pas d'investissement direct de la CA (élus peu impliqués). Ce partenariat ne bénéficie pas des compétences spécifiques à la CA.	Difficultés pour se faire rencontrer les populations: c'est loin et problème de la langue. Difficultés pour faire passer l'enjeu de l'ouverture au monde, auprès de la population mais aussi auprès des élus. (hésitation des élus entre: "être le porte-parole de la population ou l'avant garde éclairée") Le fait que le partenariat soit celui d'un pays n'est pas du tout lié aux fonctions propres de l'intercom. mais à la volonté d'un élu du pays motivé.	
I		Demande auprès des CC pour venir abonder ce partenariat, mais sans résultat. Le conseil de développement du Pays n'est pas investi dans la réflexion. L'intercommunalité est vécu comme une opportunité, pas comme un espace de solidarité: elle éloigne le partenariat du citoyen: encore plus difficile de communiquer.	

Annexe N°3: les résidents étrangers en Bretagne, en 2005

Nationalité	Nbr de résidents nationaux et réfugiés		
	Côtes d'Armor	Ille et Vilaine	Finistère
Afghane	0	79	0
Albanaise	1	71	21
Algérienne	258	722	551
Allemande	188	224	313
Américaine	66	110	70
Angolaise	2	35	7
Argentine	5	23	19
Arménienne	1	1	3
Australienne	13	16	11
Autrichienne	15	16	11
Azerbaïdjan	0	1	0
Bangladaise	1	33	5
Belge	244	215	286
Bélizéenne	0	0	1
Béninoise	9	26	22
Biélorusse	11	5	15
Birmane	0	1	0
Bolivienne	2	10	8
Bosniaque	10	16	17
Brésilienne	16	52	30
Britannique	1657	617	798
Bulgare	6	23	17
Burkinabe	6	31	18
Burundaise	9	13	7
Cambodgienne	17	156	28
Camerounaise	59	140	109
Canadienne	32	45	44
Capverdienne	1	1	4
Centrafricaine	17	47	20
Chilienne	3	30	13
Chinoise	15	70	266
Chypriote	0	1	0
Colombienne	0	39	24
Comorienne	0	18	40
Congolaise	9	201	49
Croate	3	7	1
Cubaine	8	17	16
Danoise	8	8	11
Djiboutienne	2	33	24
Dominicaine	3	7	0
Dominicaise	1	0	2
Egyptienne	8	10	11
Emiratis	0	0	2
Equato-guinéenne	0	1	1
Equatorienne	2	7	6
Erythréenne	0	1	3
Espagnole	123	201	324
Estonienne	2	3	1
Ethiopienne	3	13	10
Finlandaise	4	7	13
Gabonaise	18	72	42
Georgienne	3	17	12
Ghanéenne	1	7	7

Grecque	2	5	8
Guatémaltèque	0	1	1
Guinéenne	4	26	15
Guyanienne	0	1	1
Haitienne	15	36	15
Hondurienne	2	0	1
Hongroise	9	6	12
Indienne	3	49	18
Indonesienne	8	17	13
Irakienne	10	13	5
Iranienne	5	63	11
Irlandaise	40	48	55
Islandaise	0	1	0
Israélienne	3	2	2
Italienne	132	160	177
Ivoirienne	27	104	32
Jamaïcaine	0	3	0
Japonaise	25	260	28
Jordanienne	0	4	0
Kazakhe	0	10	5
Kenyanne	2	12	2
Kirghiz	1	2	2
Koweïtienne	0	0	23
Laotienne	3	120	5
Lettone	1	1	1
Libanaise	18	79	48
Libérienne	0	1	2
Lybienne	0	3	2
Lituanienne	0	8	4
Luxembourgeoise	5	2	7
Macédonienne	0	7	1
Malaise	2	9	7
Malgache	35	94	143
Maliennne	39	25	11
Maltaise	0	0	1
Marocaine	389	1800	879
Mauricienne	13	43	59
Mauritanienne	5	46	14
Mexicaine	5	35	15
Moldave	1	13	6
Mongole	2	5	4
Mozambicaine	0	1	2
Namibienne	0	1	0
Neerlandaise	122	93	141
Néozélandaise	3	6	5
Népalaise	1	3	2
Nicaraguayenne	1	1	0
Nigériane	2	14	7
Nigérienne	2	19	5
Nord Coréenne	0	1	0
Norvégienne	6	5	7
Omanaise	0	0	1
Ougandaise	0	2	1
Ouzbek	0	6	3
Pakistanaise	3	22	25
Palestinienne	0	9	0

Panaméenne	1	0	0	
paraguayene	0	0	1	
Péruvienne	5	20	16	
Philippine	14	11	0	
Polonaise	47	78	65	
Portugaise	801	910	1516	
Qatarie	0	1	0	
Roumaine	73	126	94	
Russe	39	61	45	
Rwandaise	6	67	8	
Salvadorienne	3	1	0	
Samoane	0	2	0	
Saoudienne	0	1	54	
Sénégalaise	46	185	124	
Seychelloise	1	0	7	
Sierra Léonaise	0	2	1	
Singapourienne	1	1	2	
Slovaque	1	6	4	
Somalienne	1	14	0	
soudanaise	0	8	6	
soviétique	0	15	1	
Sri Lankaise	3	36	19	
Sud africaine	2	3	12	
Sud Coréenne	10	38	11	
Suédoise	11	13	20	
Suisse	34	31	54	
Syrienne	7	31	10	
Tadjik	0	5	0	
Taiwanaise	0	242	9	
Tanzanienne	0	1	2	
Tchadienne	0	16	2	
Tchécoslovaque	3	3	0	
Tchèque	5	11	9	
Thaïlandaise	16	30	42	
Tibétaine	0	1	0	
Togolaise	10	38	10	
Trinitadéenne	1	0	2	
Tunisienne	71	239	149	
Turkmène	0	0	1	
Turque	295	1124	576	
Ukrainienne	11	30	84	
Uruguayenne	0	3	0	
Vénézuélienne	0	5	10	
Vietnamienne	66	181	16	
Yéménite	0	0	1	
Yougoslave	25	121	31	
Zairoise	8	90	4	
Zimbabwienne	1	0	0	
Apatride	2	0	4	
	5428	10597	8169	7141

Ces données ne tiennent compte que des étrangers titulaires d'un titre de séjour en cours de validité. Les enfants ne sont pas pris en compte. Depuis 2003, les ressortissants européens n'ont plus l'obligation de détenir un titre de séjour. Ces données permettent d'avoir une idée concernant la répartition par nationalité des étrangers résidant en Bretagne.

Sources: Préfectures

Annexe N°4: Base de données des associations de Solidarité Internationale, en 2005

	ASI partenaires ou opérateurs des collectivités pour la coopération décentralisée			
	Organisme de coordination ou d'information des OSI			
	Associations de communautés étrangères			
Communes	ASI locales	ASI d'échelle dép ou régionale	Antennes d'ASI nationales	Etbmt scolaires, chambres consulaires, centres hospitaliers, instituts de recherche, entreprises, club de loisir...
CG 29				
Brest	Amicale internationale Sapone	Association Afghanistan-Bretagne	Agir ABCD	BDE Ensietia
	Association Diego-Brest	AFPS 29 (France-palestine solidarité)	peuples solidaires	université européenne de la paix
	la Liane bretagne-Afrique	FEDE B	Secours populaire	Club loisir-action-jeunesse
	solidarité médecine-brest	les petits débrouillards de Bretagne	Association médicale franco-palestinienne	CLAJ (culture loisir animation jeunesse)
	solidarité santé	AFAOS (Burkina)	ATCPBO	
	un dispensaire pour Madagascar	AFIDESA (Burkina)	ATD quart Monde	
	amitié Brest Constantza		CCFD Brest	
	asso pour le développement de Diabal		croix rouge	
	BCBH (Bretagne coopération, Bret. Humanitaire: Bosnie, Burkina)		pharmacie humanitaire internationale	
	Belarus ha Breizh		Peuples et cultures	
	Brest Polynésie		Comité Français pour l'UNICEF	
	Brest Mostar Iroise		Ulysse	
	Brest jumelages ABJCI		les amis du monde diplomatique	
	Collectif brestois des ASI		Groupe de pédagogie et d'animation sociale (Pologne)	
	entraide projets Afrique			
	Essamba (assoc d'étudiants africains)			
	association Gabriel			
	Brest Iroise Ukraine			
	Jumelage Brest Sapone			
	les amis de l'AVLP (Burkina)			
	les enfants avant tout (Inde, Mada, Ethiopie)			
	le sourire de Selassé (Togo)			
	les tunisiens de Brest			
	Solidarité Burundi			
	Solidarité Mali-Brest			
	Ti Ar Bed			
Carhaix	Comité de jumelage Carhaix-Smirdan (Roumanie)		Action des chrétiens pour l'abolition de la torture	
	Carhaix Tiers monde		Secours populaire Français	
			Association France-Palestine Solidarité	
Concarneau	solidarité Equateur Penn Ar Bed	Le chemin de l'espoir		AFRICASOL, lycée St Joseph
	Solidarité pêche			Lycée: ? (M'Bour, Sénégal)
	Commission M'BOUR			

Douarnenez	Enez Verde	Le chemin de l'espoir	France-Palestine	
	Afghanistan-Bretagne			
	Morgane (Cap Vert)			
	Kid's Dream			
Guipavas	secours Roumanie-Guipavas		secours des hommes	
Landerneau	Amitié Bam-Bretagne		peuples solidaires	L'étoile des enfants (centre hospitalier "Ferdinand Grall"
	Fédération départementale Finistère-Roumanie			
Morlaix	association cinq			Bab singers: chorale des collèges et lycées publics du pays de Morlaix
	Niger Breizh			
Plougastel Daoulas	Circulez, y'a rien à voir (CYRAV)		Secouristes sans frontières	UFAS (union française des aides soignants
Quimper	amitiés Cameroun	Assoc de solidarité Finistère-Rwanda	Aide odontologique internationale	Qualhumet association (IUT de Quimper, Secrétariat, logistique-transport)
	Amis des maisons des enfants du monde (Bénin, Togo)	Afrique-Finistère	Amitié-partage	
	Chandrakala: arts et cultures de l'Inde	Agro sans frontière-Bretagne	Agir ABCD Quimper	
	COSOPADEC (cambodge)	REPCIP 29	Agir-ACCD Finistère	
	Douar Nevez (Ile de Chiloé)		amnesty international	
	Karamboko (Burkina)		association française des cheminots pour l'esperanto	
	Nandiala amitié (Burkina)		ATD quart monde	
	Projet d'éducation active (Togo)		ACAT (assoc des chrétiens pour l'abolition de la torture)	
	association lozala action et développement (Congo)		peuples solidaires	
	Chrétiens et Sida (Sénegal)		Terre des hommes	
	Agir Ar Bed		Brigades de paix internationales	
	Amitié partage Roumanie		CCFD Quimper	
	Atelier au fil d'Indra		CICODES (RITIMO)	
	Breizh outremer		Collectif Ethique sur l'étiquette	
	Club Tiers Monde		Enfance et partage	
	Comité Amérique		France Palestine	
	Comité Bosnie-Kosovo		GREF (Groupement de retraités éducateurs sans frontière)	
	euro diagonale		Pharmacie humanitaire internationale	
	Groupe d'accueil et de soutien aux réfugiés		UNICEF antenne de Quimper	
	Les enfants de la Baltique		eau vitale: Bretagne-Burkina Faso	
	Louzolo (Congo)		Eclaireurs de France	

	Morro Azul (Brésil)		Education et développement	
	Orphagascars		Entraide protestante	
	Quimper Santa Maria Orléa (Roumanie)		secours catholique, délégation dép.	
	Sol'en association			
Quimperlé	Association Quimperlé-Nara			Lycée: ? (Mali)
	Cosopadec: comité de soutien aux patriotes et démocrates du Cambodge			
	Comité de soutien Père Olivier (Inde suite au tsunami)			
	Lodennin (commerce équitable)			
CG 35				
Fougères	ADAMAH (Burkina Faso)		Amnesty international	
	ASALEM (Maroc)		CCFD	
	AFRICA (Assoc pour la Formation en Réseau Inter. Pour la Culture et l'Artisanat)		Pain contre la faim	
	ASPAL (Asso de Solidarité pour les populations d'Amérique latine)			
	Les Enfants de la riziére			
	Fougères Ouargaye			
	Somoto Fougères			
	Assos sucre/Nanta Breizh (Bolivie)			
Redon	Espoir sans frontière			
	Redon-curtisoara, St Nicolas de Redon-teslui (Roumanie)			
Rennes	Association des amis du plateau du Togo	Afghanistan-Bretagne	ACAT	
	Association jeunes pousses	Assoc Ille et Vilaine/Mopti	Amnesty international	
	Association pour la promotion de l'artisanat au Burkina Faso	Assoc Khmère d'Ille et Vilaine (Cambodge)	Association française pour la promotion de la culture et du développement	
	APCD (Congo, Gabon)	Fédération Bretagne-Côte d'Ivoire	ATD quart monde	
	Association Boolo ligueye (Sénégal, Indochine)	Association échanges culturels Ille et Vilaine Niger	CCFD	
	Association ouest Fraternité (Congo, Cambodge)	Bretagne Solidarité Pérou	Coopération missionnaire	
	Association Voyages et Chantiers (Mali, Pérou, Bolivie)	Solidarité 35 Roumanie	Ingénieurs sans frontière	
	Centre d'information des droits des femmes	Association Ille et Vilaine Pologne	Médecin sans frontière	
	Collectif SOS Congo Brazzaville	Association Solidarité Bretagne-Cambodge	Mouvement de la paix	
	Association Bolivie Bretagne		Mouvement internationale de l'Afrique francophone	
	Le frangipanier (Laos)		Peuples solidaires	
	Le Pélican (Mali, Kazaksthan, Brésil)		Pharmaciens sans frontière	
	MIDAF (Bénin, Congo)		Terre des hommes	
	solidarité Bretagne Cambodge		Réseau Jeanne d'Arc	

	Solidarité avec Madagascar		Réseau Jeunes Solidaires	
	Soq Mangali (Népal)		Réseau Solidarité	
	Union des associations interculturelles de Rennes			
	Vietnam développement		CRIDEV (RITIMO)	
	MIR (Maison Internationale de Rennes)			
Saint Malo	Association Info-Chine			
	Saint-Malo-Guadeloupe			
	Breizh Mascareignes (océan indien)			
	Assoc pour le festival étonnant voyageur (Bamako, Mali)			
	Association St Malo-Port Louis (Maurice): en sommeil!			
	Antilles-Guyane-côte d'Emeraude			
Vitré	Association d'aide aux missions du Mali			
CG 56				
Auray	Témoignage Auray Madagascar		Croix rouge	
	A comme Afrique, soleil des francophonies		Pharmaciens sans frontière	
	Dialogue croisé		Ecti (professionnels seniors bénévoles)	
	Setam (Madagascar)			
Hennebont	Bugale ar bed holl (Mali)		ADEIS	
	Coopération Hennebont-Mouridiah		Fédération d'associations humanitaires toutes aides	
	Couleurs et visages du monde			
Lanester	Education Amérique latine		CCFD	
	Association culturel Turquie			
	Association des Maghrébins			
	Solidarité Niger			
Lorient	AIPSH (Sénégal)	assoc des cambodgien du Morbihan	ATAFAI France Côte d'Ivoire	
	Amicale Tunisienne	Asso Morbihanaise d'aide au développement du Burkina Faso	CCFD	
	Agir pour la promotion de l'enfant à Lorient (Congo)	Assoc des algériens du Morbihan	CRISLA (RITIMO)	
	Association Madagascar 2000	Djibouti Bretagne	ACAT	
	Collectif Pêche et développement (Sénégal, Inde, Mada)	CASI Bretagne	Afpa conseil	
	Espérance enfants d'Haïti		Amnesty international	
	HALIOTIS (Cambodge, Maghreb, Sénégal)		APPEL	
	HELIS (Roumanie, Sénégal)		Aide et action	
	Appatame (Côte d'Ivoire)		Ligue des droits de l'homme	
	Association Lorient-Bénin		Secours Catholique	
	Le Baobab		Secours populaire	

			Enfants du Mékong	
			UNICEF	
Ploemeur	Chico A ti te toca (Mexique)	Bretagne Solidarité Pérou	Agir ABCD	
	Enfants du monde (Cameroun, Haïti, Roumanie)		CCFD	
	El Kantara (Maghreb)		médecins du monde	
	Les 3 palmiers d'AFN (regroupe les personnes d'origine d'Afrique du Nord)			
	Diam N'Gam Sénégal			
	Nappam Beogo (Afrique)			
	Solidarité Ploemeur Roumanie			
Pontivy	Association de jumelage-coopération Pontivy-Ouelessebougou		Secours catholique	LEGTA, lycée le gros chêne (Laos, Vietnam, Chine)
			LEGTA (Laos)	hôpital de Pontivy (Mali)
				1 collège et 3 écoles primaires (Mali)
Vannes	ADEP (Sénégal)	Association Franco-chinoise du Morbihan	ACAT	club Tiers Monde du collège Montaigne (Congo, Togo, Pérou)
	Bahini	Calcuta espoir Bretagne (Inde)	Amnesty international	Coopération missionnaire
	Espoir pour le Tibet		CCFD	Fédération des pompiers du Morbihan (Pologne)
	Association Vannes-Walbrzych		Croix rouge	Chambre des métiers (Pologne)
			Enfance et partage	
			Erda France Philippines	
CG 22				
Dinan	France ouest Comores	Côtes d'Armor Vietnam		Collège Roger Vercel (Vietnam)
	Aide humanitaire internationale (Cameroun, Pologne)			Institut de formation en soins infirmiers (Vietnam, Sénégal)
	Armor Mékong (Laos)			
Guingamp		Burkina Bretagne	UNICEF	Centre de formation pédagogique Saint Paul (Maroc)
			LEGTA (Burkina Faso, Vietnam)	
Lamballe	Société St Vincent de Paul (Bénin)	Enfants du Mékong (Vietnam, Laos, Cambodge, Philippines, Thaïlande)		Coopérative agricole le Gouessant (Madagascar)
Lannion	Lumière des enfants (Burkina, Mada, Nigéria, Congo)		Terre des hommes	Institut en soins infirmiers (Sénégal)
	Djondokondji (Togo)			Enssat sans frontière (Cameroun)
Loudéac	Association culturel et solidarité Turquie			CAT atelier du marais (tunisie)
	Enfants de Baothi			
	Libra Liban Bretagne amitié			
	Solidarité Trévé Calata (Roumanie)			Institut médico-éducatif Saint Bugar (Tunisie)
Plérin	Breizh Cap vert 2000	Solidarité Côtes d'Armor Badinogo (Burkina Faso)	AFDI Bretagne (Mali, Madagascar, Vietnam)	Collège Jules Lequier (Burkina Faso)

	Association Trégor Togo			Fédération départementale des CUMA (Pologne)
Ploufragan	Armor Développement Sahel (Cote d'Ivoire, Sénégal)			Institut supérieur des productions animales (Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée, Indonésie)
Saint Brieuc	Acaewa (Algérie)	Agir Côtes d'Armor Pologne	Amnesty international	Centre hospitalier universitaire
	Adapei (Tunisie)	Côtes d'Armor Agadez Niger	CCFD	Chambre de commerce et d'industrie (Chili, Argentine)
	Armor Ivoire spectacle (côte d'Ivoire)	Collectif Bretagne-Bosnie-Gorazde	Croix rouge française	Collège Sainte Marie (Pérou, Thaïlande)
	Armor Oasis (Tunisie)	Côte d'Armor, Côte d'Ivoire	Fédération des œuvres laïques	Fédération des maisons de la jeunesse et de la culture (Tunisie)
	Bénin Armor santé éducation	Côtes d'Armor-Gabès	Pain pour l'avenir (Tunisie)	Inspection académique (Tunisie, Niger)
	Chine Armor	Côtes d'Armor Vietnam	RESIA (RITIMO)	Institut de formation en soins infirmiers (Tunisie)
	Cimade (Madagascar)	Côtes d'Armor Warmie Marzurie	Secours populaire	Lycée Saint Charles (Madagascar)
	Djabotu Binghi (Sénégal)	Esperanto 22 (Madagascar)	secours catholique	2 écoles primaires et 1 collège (Agadez, Niger)
	Enfants du soleil (Pérou)		Solidarités internationales 22 (Sénégal)	
	Pueblo Chico (Bolivie)			
	Ravaromanga (Madagascar)			
	Terre de soleil (Sénégal)			
	Trok India Armor			
	Villages développement (Sénégal)			
	Yokolo espoir (côte d'Ivoire)			
		Sources: Base de données du CG22, du CG29, de la CASI, entretiens...		

Annexe N°5: Détail des actions concrètes engagées par les villes, par thématiques

Actions récentes et projets en cours:								
	Dvlpmnt culturel, jeunesse et sport	Education et formation initiale	Santé et action sociale	Hydraulique	dvlpmnt rural	Dvlpmnt urbain	Dvlpmnt éco.	Gouvernance et société civile
Brest		Cours de français, à Constantza	travail sur la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence à Constantza. Echanges d'infirmières avec Saponé					-Saponé: Soutien aux associations locales: financement de projets -Constantza: formation de fonctionnaires, là-bas
Concarneau	voyages et chantiers de jeunes	Soutien à un centre technique féminin (formation et équipement)					tourisme: proposition d'un séjour touristique au Sénégal pour les Concarnois; Envoie de matériel de pêche	
Landerneau	Défis lecture entre un lycée français et un lycée roumain. Echanges scolaires	Financement d'enseignants pour du soutien scolaire, et d'un animateur socio-culturel. Ouverture d'une médiathèque, financement de matériel scolaire						
Morlaix	Echanges entre établissements scolaires (collège et lycée)	Apport de fournitures scolaires		Projet de barrage et de canalisation pour une mise en valeur de l'activité agricole.				
Quimper	Echanges de jeunes	Formation d'animateurs et de spécialistes de l'action sociale	Travail sur l'intégration de la communauté Rom.				developpement du tourisme rural: appui technique pour développer des fermes gîtes	
Quimperlé	Echanges entre écoles primaires. Voyage de lycéens à Nara				Banque de semences, appui aux jardins maraîchers, poulaillers collectifs.			
Hennebont		Financement de matériel scolaire, projet de construction d'école	Financement de matériel pour les centres de santé de brousse	forages et constructions de puits				
Lorient	Echanges d'artistes, de jeunes	Echanges d'étudiants, de stagiaires	Echanges entre médecins, entre centres de rééducation					
Ploemeur	Echanges sportif (badminton)							

Pontivy	Echanges avec un collèges et trois écoles primaires de Pontivy	Aides financières pour l'école	Aides financières pour l'hôpital					financement de cinq emplois communaux
Vannes	Echanges entre lycées avec Walbrzych, soutien à la francophonie	- A Barouell: projet de femmes adultes - A Walbrzych: cours de français à la maison de la Bretagne, accueil de stagiaires, d'apprentis.	- A Barouell: participation à l'équipement d'un centre médical - A Walbrzych: échanges d'infirmières				A Walbrzych: appui pour la rédaction d'une charte de développement du tourisme	
Lannion		Formation dans l'enseignement						Formation des élus et des services administratifs
Plérin	Echanges sportifs (football), de lycées, d'expositions artistiques		financement d'un camion de pompiers, formation aux premiers secours		en réflexion....			
Saint Brieuc	Appui aux spectacles traditionnels nigériens (Bianou), Echanges scolaires et sportifs avec Gabès (basket), échanges de jeunes avec Gorazde.	construction de classes, convention d'appareillement, fournitures de livres, formation avec des instituteurs bretons	Appui à quatre centres de santé, formation de femmes relais, formation de spécialistes à St Brieuc, échanges d'infirmières, formations sur la PMI.					Réhabilitation des locaux municipaux, formation de cadres à l'organisation administrative.
Dinan	Soutient à la francophonie							
Fougères				Forage et construction de six puits à Ouragaye	Création de fonds économiques pour la culture agro-écologique du café à Somoto. Développement des cultures vivrières et de l'élevage à Ouragaye: formation, aménagement, acquisition de matériel.			Micro-crédit
Rennes	Echanges scolaires, chantiers de jeunes. Les huit comités de jumelages mènent chacun des actions à vocation culturelles et citoyennes.	-Echanges et coopération universitaires avec les différents partenaires. - Au Mali: alphabétisation, fournitures scolaires	Au Mali: formation d'infirmiers dentaires, de sage-femmes, de nutritionnistes		Au Mali: magasin de semences, production de farines MISOLA, projets de production d'œufs, de tourteaux, installation de moulins à Mil.	Au Mali: projet de collecte des ordures à Bandiagara: au point mort.	Aide au développement urbain (a Brno, Sibiu, Poznan, Jéricho...) au Mali: micro-crédit	Appui à la gestion municipale Au Mali: appui à la décentralisation

Saint Malo	Echanges sportifs (badminton), soutien à la francophonie, concours scolaires.							
Vitré	Echanges scolaires avec la Pologne.	<ul style="list-style-type: none"> - A Djenné: construction d'une bibliothèque, formation du personnel, construction d'un collège et d'un centre de formation, soutien au fonctionnement - A Talmaciu: parrainage d'enfants, envoi de fournitures scolaires 		forages de puits	Aide à la fabrication et à la diffusion de farines MISOLA, formation à son utilisation, construction d'un moulin.		<ul style="list-style-type: none"> - A Djenné: Matériel de pêche, soutien à l'artisanat - A Sroda: prospection pour des échanges entre entreprises (filrière bois) 	

Questionnaire sur la coopération décentralisée

Mars 2005

L'objectif de ce questionnaire est de déterminer si les communes sollicitées ont engagé une réflexion en matière de coopération décentralisée pour le développement.

La coopération décentralisée est l'ensemble des actions de coopération menées entre une collectivité française et une collectivité étrangère, dans un intérêt commun. Elle repose sur une convention liant les deux collectivités partenaires. Ce questionnaire porte sur la coopération avec les pays du sud et les pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO).

Ville:

Statut de la personne répondant au questionnaire:

1) a. Avez-vous actuellement un projet de coopération avec une collectivité du sud ou des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale)?

Oui

Non

b. Si oui, avec quelle collectivité?

c. Prévoyez-vous de signer une convention ou une charte de partenariat avec cette collectivité étrangère? Quand?

2) a. Avez-vous déjà eu un partenariat avec une collectivité du Sud ou des PECO ?

Oui

Non

b. Si oui, avec quelle collectivité?

c. Pourquoi ce partenariat s'est-il arrêté ?

3) Avez-vous eu des demandes d'associations ou d'autres organismes de la société civile pour créer des partenariats avec des collectivités étrangères?

Oui

Non

4) Avez-vous déjà été sollicité par une collectivité étrangère du sud ou des PECO, cherchant un partenaire?

Oui

Non

5) a. Avez-vous déjà été sollicité par une collectivité française, pour vous joindre à un programme de partenariat?

Oui

Non

b. Souhaiteriez-vous participer à un projet, déjà lancé par une autre collectivité française ?

Oui

Non

6) Quels sont pour votre commune, les principaux freins à la mise d'un partenariat de coopération décentralisée pour le développement? (*vous pouvez cocher plusieurs réponses*)

L'absence de commune partenaire

L'absence de demande émanant de la société civile (associations, ONG, écoles...)

La complexité de la démarche (*précisez*)

Le manque de financement

La crainte de ne pas financer un projet fiable ou pertinent

Ce n'est pas une priorité pour la commune

Autre, précisez.....
.....
.....
.....

7) Que pourrait apporter à votre commune un partenariat avec une collectivité du Tiers monde ou de l'est de l'Europe?

.....
.....
.....
.....

8) Quelles sont les autres actions, hors coopération décentralisée, menées par votre commune en matière de solidarité internationale?

Le soutien financier à des organisations de solidarité internationale

L'organisation d'événements pour sensibiliser la population aux problématiques du développement

La proposition de formations pour les acteurs de la solidarité internationale

Autre: précisez
.....
.....

9) a. Est-ce que la coopération internationale est une thématique abordée par l'intercommunalité dont vous êtes membre ?

Oui

Non

b. Des projets de coopération décentralisée sont-ils envisagés au niveau de votre intercommunalité ?

Oui

Non

10) Remarques :
.....
.....
.....
.....

*Réponse souhaitée avant le 15/04/05, et à transmettre à Violaine GUINET
(39, rue J-E Laboureur, 44 000 Nantes)*

Merci de votre collaboration

Annexe N°7: La prise en compte de la solidarité internationale dans les chartes de territoire des Pays bretons

Pays et coopération internationale:								
Nom du pays	La charte mentionne:				Présence dans le conseil de dvlmpt		ouverture inter dans le diagnostic territorial?	Remarques
	l'Ouverture inter.	la coop inter.	La S.I	La coop déc	d'associations	d'ASI		
Guingamp	non	non	non	non	oui	non	non	Méconnaissance des actions de coop décentralisée infra territoriales
Auray	non	non	non	non	oui	non	non	
Pays de Pontivy	non	non	non	non	oui	non	non	
Centre Bretagne	non	non	non	non	oui	non	non	
Vitré	oui	non	non	non	oui	non	non	
Lorient	oui	non	non	non	oui	oui	non	
Brest	oui	non	non	non	oui	non	non	
Vannes	oui	non	non	non	oui	non	non	
Fougères	oui	non	non	non	oui	oui (+ soutien aux assoc)	non	
Vallons de Vilaine	oui	non	non	non	oui	non	non	
cœur de Bretagne	oui	non	non	non	oui	non	non	
Brocéliande	oui	non	non	non	oui	non	non	
Centre ouest Bretagne	oui	non	non	non	oui	non	non	
Redon et Vilaine	oui	non	oui soutien à une action de SI	non	oui	non	non	Les collectivités manquent d'informations, de méthodes et de logistique pour mettre en œuvre des actions de coopération décentralisée
Morlaix	oui	non	non	non	oui	non	non	
Cornouaille	oui	non	non	non	oui	non	non	
Trégor Goelo	oui	oui	non	non	oui	non	non	
Saint Malo	oui	oui	non	non	oui	non	non	
Rennes	oui	oui	oui	oui	oui	non	oui	
Dinan	oui	oui	oui	oui	oui	non	non	
Saint Brieuc	oui	oui	oui	non	oui	non	non	
Donc, 5 chartes de pays sur les 21 mentionnent la coopération internationale, 3 pays évoquent des actions de solidarité internationale, dont deux la coopération décentralisée. Seuls deux Pays ont des ASI dans leur conseil de développement, ce qui montre qu'au delà des mots, l'impact des partenariats avec des PVD est peu pris en compte pour le développement du territoire français.								

Sources: Mémoire de Maîtrise de Gwenaëlle Boisteau, Chartes de territoires des Pays

Annexe N°8: Les dispositifs régionaux de coordination des acteurs de la Solidarité Internationale

Dispositifs régionaux de concertation et d'appui aux acteurs de la solidarité internationales							
les collectifs pluri-acteurs:							
Nom	statut	Membres	Objectifs		Sur le site	Budget 2003 (et partenaires)	Remarques
AB2C (Bourgogne) Assoc de Bourgogne pour la coop et la coordination	Association	?	Coordonner, appuyer les projets, informer		pas de site en fonctionnement?	470 000 euros	
Centraider (Région Centre) 2001	Association	4 collèges: associations locales, associations affiliées (antennes locales d'ASI nationales) collectivités locales et comités de jumelage, établissements publics	Conseiller, former, mise en relation, rencontre des acteurs de la solidarité et de la coop internationale	Contact@centraider.org	Base de données des acteurs de la SI sur la région; documentation en ligne: études, fiches techniques, annonces d'emplois, financement..., news letter	88600 euros (Région Centre, Etat)	
CERAPCOOP (Auvergne) 2001	association	collectivités locales, ASI, ONG, établissement publics; 50e d'adhérents	Informier, former, appuyer, promotion de la coop inter, éducation au développement	http://www.cerapcoop.org/ cerapcoop@wanadoo.fr	Compte rendus, documentation en ligne, appui à la recherche de financement, base de données (par opérateur, zone et thématique), annonces d'emplois, de stages	46 000 euros (MAE, CG Puy de Dôme, CG Allier)	
CERCOOP (Franche Comté) 1999	département d'une association (centre de ressources pour ts les acteurs qui s'impliquent dans la SI)	Comité de pilotage:les financeurs: Etat, CR, CG, 1 ville. Partenaires: Coll terr, ASI, établissements scolaires, services déconcentrés, organismes consulaires, entreprises	Mutualisation des pratiques, appui aux acteurs, communication	http://www.cercoop.org saline@cercoop.org	Base de données des acteurs, appels d'offre, fiches techniques, présentation des activités, comptes rendus.	104 000 euros	Réalisation de la base de données des acteurs en partenariat avec le RECIDEV (RITIMO)
Horizons Solidaires (Basse Normandie) 1994	Association avec des collègues et des membres de droits	collectivités locales, ONG régionales et antennes régionales, établissement régionaux	Informier, mettre en relation les acteurs, éducation au développement	http://www.infosolidaires.org horizons.solidaires@wanadoo.fr	pas de site en fonctionnement?		
IRCOD (Alsace) 1986 (intégré à l'espace Nord-Sud, ONG regroupant six collectifs)	association	Ircod: collectivités locales, chambres consulaires, hôpitaux, universités, associations, personnes physiques	Sensibiliser en Alsace, Favoriser une politique régionale de coop déc., soutenir les actions de coopération, coordonner et mobiliser les compétences techniques alsaciennes	. Email : ircod1@ircod.org	Présentation, projets, documentation, base de données	75 000 euros (en 2000)	L'action de l'ircod repose sur la coopération entre professionnels de même métier. l'ircod a mis en place depuis 1990 un fond régional de coopération, mutualisant les contributions des collectivités et destiné à soutenir les diverses actions de coopération

LIANES (Nord pas de Calais) 1999	association	2 collèges: les coll. loc. et les ASI. le Bureau et le CA sont composés d'OSI et de collectivités	Informier, former, mise en relation et soutien des acteurs	lianes coopération@wanadoo.fr http://lianes.cooperation.free.fr	Base de données, annonces, documentations, fiches techniques pour l'aide au montage de projets, agenda du réseau	130 000 euros (CR: CPER, ville de Lille, FONJEP, ministère de la jeunesse et des sports)	l'ouverture au monde de la recherche, qui formerait un 3e collège est à l'étude.
RECIPROC (Champagne Ardennes: programme mis en place par l'IRCOD) 2003	Programme d'action porté par l'IRCOD	Elus, citoyens, professionnel pour la coopération	Information, formation, mutualisation, concertation	ircod@wanadoo.fr		(pas de financement étatique)	projet de base de données avec le centre RITIMO de Chaumont
RESACOOP (Rhône Alpes) 1994	Dispositif conventionnel Etat/Région confié au CIEDEL	membres du CIEDEL (s'adresse à tous les acteurs de la SI à l'échelle régionale)	mutualisation des informations, appui méthodologique, concertation	mail@resacoop.org http://www.fesacoop.org	Fiches techniques, documentation en ligne, Base de données sur les actions de coop par opérateur, pays et thème, annonce d'emplois et de stages, agenda des formations, news letter	150 000 euros (CPER, FONJEP)	Un GIP est en cours de création avec l'Etat, des coll. terr., des organismes de formation, et des ASI.

la coordination au sein d'une collectivité locale:								
Nom	statut	Membres	Objectifs	Adresse site internet et mail	Sur le site	partenaires (financement)	Budget 2003	remarques
Ile de France	Un comité de pilotage au sein du CR	?	Informier, Former, éducation au développement, coordonner	http://www.ritimo.org/idf/asi/ http://www.iledefrance.fr/	Base de données des acteurs consultable en ligne sur le site de RITIMO			
Pays de la Loire (ALCID)	Logé au sein du CR	Comité d'orientation: Etat, région, coll. terr., coordination d'ASI, établissement public	rencontrer, échanger, informer, former, éducation au développement	http://www.alcid.org/ alcid@paysdelaloire.fr	Base de données sur les différents acteurs de la SI, documentation en ligne (échanger), news letter.	SGAR, CR	95 000 euros	outil basé sur le CPER, les décisions doivent être prises paritairement par la région et le SGAR

Les collectifs associatifs:						
Nom	statut	Membres	Objectifs	Adresse du site et mail	Sur le site	Remarques
LORSUD (Lorraine) 1999	association	40e de membres: des OSI, pas de collectivités	Plate-forme de concertation et d'appui aux acteurs, former et sensibiliser à la SI, promouvoir la coop. déc.	http://www.ritimo.org/clid.html clid@free.fr	pas de site propre	Base de données des acteurs au centre Ritimo de Nancy
PACA (MEDCOOP)	Association	OSI, pas de collectivités	Promotion de la coop. déc., propositions, plate-forme d'échanges, informer, contribuer à la constitution de réseaux euro-Med	http://www.medcoop.com/ medcoop@wanadoo.fr	Annonce: emplois, stages, appels d'offres, archives, documentation, agenda des rencontres et formation	MEDCOOP ne s'intéresse qu'aux coopération avec les pays méditerranéen.
RADSI (Aquitaine) 1998	Association: collectif associatif.	Bureau et CA composé uniquement d'ASI. 36 adhérents	Informer, échanger, être un pôle de ressources et d'actions	secretariat@radi.u-bordeaux.fr	Base de données des associations	Le CR Aquitaine réfléchit à la constitution d'un réseau pluri-acteurs: question de la co-existence du RADSI, réseau associatif avec un réseau multi-acteurs.
Haute Normandie (CODASI)	Association: collectif associatif.		concertation entre ASI, mutualisation des compétences, ouverture aux autres acteurs de la SI	http://www.region-haute-normandie.fr	Base de données des acteurs en ligne	
CASI Bretagne 1996	Association: collectif associatif.	40e d'ASI		http://www.casi-bretagne.org casi.breizh@wanadoo.fr	Base de données des acteurs en ligne	
Partenaires du Sud (Languedoc Roussillon) 1998	Association: collectif associatif.	100e d' associations locales et d'antennes d'assoc nationales	concertation, mutualisation, mobiliser l'opinion publique			Base de données des acteurs au CDTM 34 (centre RITIMO)
Limousin: MDH 1998	Association: collectif associatif.	20e d'ASI	centre de ressource et lieu de partenariat pour les associations	http://www.mdh.limoges.free.fr mdh.limoges@free.fr		
Midi Pyrénées (CROSI) 1999	Association: collectif d'OSI		Fédérer les acteurs, coordonner les programmes, évaluer et capitaliser les pratiques, promouvoir une éthique du développement et la citoyenneté solidaire	http://www.solidarite.asso.free.fr/reseau_x/crosi.htm crosi.mp@wanadoo.fr		Annuaire papier des acteurs avec les centres ritimo de la région Midi Pyrénées
Provence Alpes Côte d'Azur (CODES) 1998	Association: collectif associatif.		Favorise le dialogue entre les ASI	coll.codes@free.fr		
Rhône Alpes 1986 (CADR: collectif des assoc de Développement)	Association: collectif associatif.	30e d'OSI	féderer les énergies, développer et accompagner les initiatives et éduquer à la SI.	http://cadr.free.fr cadr@free.fr		

Annexe N°9: Annuaire des personnes ressources en coopération décentralisée, en Bretagne, en 2005

Annuaire des personnes ressources en coopération décentralisée, en Bretagne				
collectivité	statu	nom	mail	téléphone
Conseil régional	Chargé de la solidarité	Pierre-Yves Lechat	py.lechat@region-bretagne.fr	02 99 27 13 71
	Vice président chargé des affaires européennes et internationales	Christian Guyonvarc'h	c.guyonvarc'h@region-bretagne.fr	02 99 27 13 44
Conseil général des Côtes d'Armor	Responsable coopération décentralisée	Ivan Dedessus Le Moustier	dedessuslemoustierivan@cq22.fr	02 96 62 50 64
	Responsable Relations extérieures	Dominique Guilmin	guilmindominique@cq22.fr	02 96 62 63 95
Saint Brieuc	chargée de mission à la direction générale	Shabanna Le Marchand	slemarchand@mairie-saint-brieuc.fr	02 96 62 53 19
Lannion	Elue déléguée aux jumelages et à la coopération décentralisée	Martine Gaborit	martine-gaborit@wanadoo.fr	06 86 94 51 96
Plérin	Président du comité de jumelage	Pierre-Marie Connen	scic@wanadoo.fr	06 07 77 25 68 02 96 79 82 00
Dinan	Président de l'association Armor Mékont	Loïc René Vilbert		02.96.87.42.40
	Président du pays de Dinan	Jean Gaubert	jean-gaubert@wanadoo.fr	02 96 39 09 50
Conseil général du Finistère	Chargée de mission coopération décentralisée	Laurence Arnoux	laurence.arnoux@cq29.fr	02 98 76 24 38
Carhaix	Président du comité de jumelage Carhaix-smirdan	Monsieur Jeudy		02 98 93 06 54
Concarneau	Président du comité de jumelage avec M'Bour	Alain Echivard	alainechivard@hotmail.com	02 98 97 59 51
Morlaix	Elu responsable du dossier de la coopération	Monsieur Lebars		02 98 63 10 21
	Président de l'association Pays de Morlaix-Réo	Pierre Barbier	pierre.barbier@ac-rennes.fr	02 98 46 16 88 (n° professionnel)
Landerneau	Président de la fédération départementale Finistère-Roumanie	Pascal Unguran		02 98 85 33 08
	Président de l'association Bam-Bretagne	Philippe Paugam	ph.paugam@wanadoo.fr	02 98 90 14 20
Quimperlé	Président de l'association Quimperlé-Nara	Yves Schryve	schryve-sacre@wanadoo.fr	02 98 96 32 08
Guipavas	Elue responsable de la communication, citoyenneté, communication, jumelage	Andrée Kermel Le Page		02 98 84 75 54 (mairie)
	Président de l'association en partenariat avec Dorolt	Henry Hallegouet		02 98 84 62 63
Brest/ CUB	Responsable de la mission Relations européennes et internationales	Carole Bodenant	carole.bodenan@brest-metropole-oceane.fr	02 98 47 37 91
	Président du comité de jumelage avec Constantza	J.N Kerdraon	brest.jumelages@infini.fr	02 98 46 51 52
	Président du comité de jumelage avec Saponé		Le.Bre@wanadoo.fr	02 98 47 37 91
Quimper	Président de l'association Santa Maria Orlea	Jean Lemoil		02 98 95 02 03 (bureau de l'assoc)
	Chargé du dossier à la mairie			02 98 64 51 02

Conseil Général d'Ille et Vilaine	Responsable du service coopération	Francis Tapon	francis.tapon@cq35.fr	02 99 02 31 50
Saint Malo	Adjointe au Maire déléguée au Affaires culturelles et aux Relations Internationales	Chantal Lefort Bénégam	c.lefort-benejam@ville-saint-malo.fr	
	Directrice du développement culturel	Catherine Giraud Petit	c.giraud-petit@ville-saint-malo.fr	02 99 40 58 72
Vitré	adjointe aux affaires sociales	Marie-Jo Hallet	sylvie.bouessay@mairie-vitre.fr	02 99 75 05 21
	présidente de l'association Vitré-Djenné	Dominique Island		02 99 62 31 81
	président du comité de jumelage	Alain Bouvet		02 99 74 54 50
Redon	président de l'association Redon/ curtisoara	Gérard Maillard	mailliardg@aol.com	02 99 72 11 38
	Comité de jumelages de Redon		comite.jumelage-redon@laposte.net	
Fougères	Responsable du dossier à la mairie	Sabrina Pottier	s.pottier@fougere.fr	02 99 94 88 25
Rennes	Directrice des relations internationales	Marie Françoise Kerroc'h	dri@ville-rennes.fr	02 99 67 86 22
	Elue responsable des relations internationales	Roselyne Lefrançois	rlefrancois@ville-rennes.fr	
	Comité de jumelage Rennes-Jinan	Marie Agnès Bougeard	marieagnes.bougeard@wanadoo.fr	
	Comité de jumelage Rennes-Almaty	Thierry le Brec'h	rennes-almaty@wanadoo.fr	
	Association de jumelage Rennes-Brno	Jean Claude Rochereau	jcfdieprochereau@wanadoo.fr	
	Association de jumelage coopération Rennes-Plateau Dogon	Magali Grand	coopdec-mir@wanadoo.fr	
	association de jumelage Rennes-Poznan	Fabienne Le Gall	legallfabienne@yahoo.fr	
	association de jumelage Rennes -Sétif	Claude Parizot	cparizot@wanadoo.fr	
	Association de jumelage Rennes -Sibiu	Anne Héloïse Botrel	ahbotrel@club-internet.fr	
Conseil Général du Morbihan	responsable du service des affaires européennes et internationales	Catherine Boudon	catherine.boudon@cq56.fr	02 97 54 82 99
Lorient	Responsable des relations internationales, jumelage et tourisme	Christina Hogrefe	chogrefe@mairie-lorient.fr	02 97 02 22 29
Vannes	Elue responsable des relations internationales	Antoinette Lequintrec	antoinette.lequintrec@wanadoo.fr	06 18 07 89 15
	Elue, et membre du comité de jumelage Vannes Baroueli	France Lecaillier	france.LECALLIER@wanadoo.fr	02 97 54 64 64
	Maire adjoint, vice-président de l'association Vannes-Walbrzych	Pierre Maréchal	marechalpi@wanadoo.fr	02 97 01 60 20
C.A de Vannes	Président de l'association Vannes Abéché	Laurent Drihlon	danielprima@libertysurf.fr	02 97 47 45 72 06 16 18 61 60
Hennebont	Présidente du comité de jumelage Hennebont-Mourdiah	Renée Leborgne		02 97 84 17 82
Pontivy	président du comité de jumelage Pontivy-Ouelessebougou	Jean Michel Leroux		02 97 28 40 73 (n° prof.à l'hôpital)
Ploemeur	Elue déléguée aux jumelages	Mireille Le Garrec	mairie@ploemeur.net	02 97 86 40 40
	Cabinet du maire	D. Le Lorrec		02 97 86 40 10

Annexe N°10: les pays bretons:

Les communes membres de la conférence et leurs Pays en 2004

